

## Secrétariat du Conseil du trésor



# Étude des crédits 2012-2013

**Demande de renseignements  
généraux et particuliers**

DEMANDES GÉNÉRALES

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

## Demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements généraux
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : <ul style="list-style-type: none"><li>– les endroits et les dates de départ et de retour,</li><li>– la copie des programmes et des rapports de mission,</li><li>– les personnes rencontrées,</li><li>– le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.),</li><li>– le nom des ministres, des députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupé par mission,</li><li>– la copie des rapports de mission,</li><li>– pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés,</li><li>– la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant,<ul style="list-style-type: none"><li>– les détails de ces ententes</li><li>– les résultats obtenus à ce jour</li></ul></li><li>– les investissements annoncés, le cas échéant.</li></ul>
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none"><li>– les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013,</li><li>– le nom des firmes de publicité,</li><li>– le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié),</li><li>– le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes,</li><li>– le but visé par chaque dépense,</li><li>– dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.</li></ul>
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou l'organisation d'événements : <p>Organisés par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements,</li><li>– le but visé par chaque dépense,</li><li>– le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.</li></ul> <p>Organisés par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements,</li><li>– le nom de la ou des firmes de publicité,</li><li>– le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié),</li><li>– le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.,</li><li>– le but visé par chaque dépense,</li><li>– le nombre d'événements ventilé par type d'événements.</li></ul>
5	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>– le nom du professionnel ou de la firme,</li><li>– le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final),</li><li>– le coût,</li><li>– l'échéancier,</li><li>– dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</li></ul>
6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant : <ul style="list-style-type: none"><li>– le nombre d'autorisations,</li><li>– le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi,</li><li>– le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi,</li><li>– le montant accordé,</li><li>– les motifs de la demande.</li></ul>

#	Demandes de renseignements généraux
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nom du professionnel ou de la firme,</li> <li>– le nom de tous les sous-traitants associés au contrat,</li> <li>– le mandat et le résultat (rapport ou document final),</li> <li>– le coût,</li> <li>– l'échéancier,</li> <li>– dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le mandat des soumissions.</li> </ul>
8	<p>Nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>
9	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nom du projet,</li> <li>– la nature du projet,</li> <li>– l'échéancier,</li> <li>– le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet,</li> <li>– les plus récentes évaluations du coût du projet,</li> <li>– les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet,</li> <li>– les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant,</li> <li>– le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour,</li> <li>– le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère,</li> <li>– indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.</li> </ul>
10	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la photocopie,</li> <li>– le mobilier de bureau,</li> <li>– les distributeurs d'eau de source,</li> <li>– le remboursement des frais de transport,</li> <li>– le remboursement des frais d'hébergement,</li> <li>– le remboursement des frais de repas,</li> <li>– l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> <li>i) au Québec</li> <li>ii) à l'extérieur du Québec.</li> </ul> </li> </ul>
11	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de téléphones cellulaires, «BlackBerry», iphone ou autre type de téléphone intelligent,</li> <li>– les coûts d'acquisition des appareils,</li> <li>– le coût d'utilisation des appareils,</li> <li>– le nom des fournisseurs,</li> <li>– le coût des contrats téléphoniques,</li> <li>– les ordinateurs portables,</li> <li>– les iPad ou autre type de tablette électronique,</li> <li>– les téléavertisseurs.</li> </ul>
12A	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), 35 ans et plus.</li> </ul>
12B	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), 35 ans et moins.</li> </ul>

#	Demandes de renseignements généraux
12C	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.</li> </ul>
12D	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.</li> </ul>
12E	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).</li> </ul>
12F	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.</li> </ul>
12G	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.</li> </ul>
12H	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.</li> </ul>
12i	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.</li> </ul>
12J	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</li> </ul>
12K	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.</li> </ul>
12L	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.</li> </ul>
12M	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).</li> </ul>
12N	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.</li> </ul>
13A	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de départs à la retraite en 2011-2012.</li> </ul>
13B	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.</li> </ul>
13C	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013.</li> </ul>

#	Demandes de renseignements généraux
13D	Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.</li> </ul>
14	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'emplacement de la location,</li> <li>– la superficie du local loué,</li> <li>– la superficie réellement occupée,</li> <li>– la superficie inoccupée,</li> <li>– le coût de location au mètre carré,</li> <li>– le coût total de ladite location,</li> <li>– les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés,</li> <li>– la durée du bail,</li> <li>– le propriétaire de l'espace loué,</li> <li>– le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</li> </ul>
15	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 <sup>er</sup> avril 2011 à ce jour.
16	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : <ul style="list-style-type: none"> <li>– la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant,</li> <li>– le titre de la fonction,</li> <li>– l'adresse du port d'attache,</li> <li>– le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés,</li> <li>– la prime de départ versée, le cas échéant,</li> <li>– la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève,</li> <li>– la description de tâches,</li> <li>– le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011,</li> <li>– le nombre total d'employés au cabinet,</li> <li>– la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012,</li> <li>– le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée,</li> <li>– s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.</li> </ul>
17	Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du : <ul style="list-style-type: none"> <li>– ministre</li> <li>– ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nom de l'organisme concerné ou de la personne,</li> <li>– la circonscription électorale,</li> <li>– le montant attribué,</li> <li>– le projet visé et le résultat.</li> </ul> </li> </ul>
18	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le poste initial,</li> <li>– le salaire,</li> <li>– le poste actuel, s'il y a lieu,</li> <li>– la date de la mise en disponibilité,</li> <li>– la prévision 2012-2013.</li> </ul>
19	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.
20	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.
21	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nom de la personne,</li> <li>– le poste occupé,</li> <li>– le salaire de base et les bonis, le cas échéant,</li> <li>– l'assignation initiale,</li> <li>– la date de l'assignation hors structure,</li> <li>– la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>

#	Demandes de renseignements généraux
22	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'assignation initiale,</li> <li>– l'assignation actuelle,</li> <li>– le salaire de base et les bonis, le cas échéant,</li> <li>– la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</li> </ul>
23	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les clubs privés ou autres,</li> <li>– les billets de saison, les loges,</li> <li>– etc.</li> </ul>
24	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nom du site Web,</li> <li>– le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site,</li> <li>– le coût de construction du site,</li> <li>– le coût de l'entretien et de la mise à jour,</li> <li>– le responsable du contenu sur le site,</li> <li>– la fréquence moyenne des mises à jour,</li> <li>– le nombre de visiteurs (hits) par mois,</li> <li>– Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?</li> </ul>
25	<p>Nominations, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la liste,</li> <li>– les mandats,</li> <li>– les contrats,</li> <li>– le résultat du travail effectué,</li> <li>– les échéances prévues,</li> <li>– les sommes impliquées.</li> </ul>
26	<p>Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>
27	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information,</li> <li>– le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article),</li> <li>– le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours,</li> <li>– le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</li> </ul>
28	<p>Liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le coût (déplacements, etc.),</li> <li>– le nombre de ressources affectées,</li> <li>– le nombre de rencontres,</li> <li>– le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.</li> </ul>
29	<p>Liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
30	<p>Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.</p>
31	<p>Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.</p>
32	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et 2012-2013.</p>
33	<p>Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
34	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
35	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc, fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.
36	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc, fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Unités centrales

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Bard, Claire	Conseillère experte en évaluation de programme et en qualité de service	Ottawa, Ontario	Participer aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public.	28 février au 1 <sup>er</sup> mars 2012	1 445,93 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Direction générale de l'administration

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Beaudoin, Carole	Conseillère	Ottawa, Ontario	Participer à un atelier sur l'analyse coût-efficacité et coût bénéfice des programmes gouvernementaux	21 au 23 juin 2011	1 868,89 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Fortin, Jacques  Rainville, Claire	Directeur général des politiques et des opérations budgétaires  Directrice des opérations de prévisions et de suivi des dépenses	Victoria, Colombie-Britannique	Participer à la 30 <sup>e</sup> Conférence intergouvernementale annuelle sur le budget.	21 au 24 août 2011	3 371,97 \$

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 1**

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

**UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics**

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à la septième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne, à titre de représentant du Québec à la Table sur les marchés publics.	13 au 15 avril 2011	1 101,13 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Coordonnateur des accords	Ottawa, Ontario	Participer à la Table de négociations sur les marchés publics pour la révision du chapitre 5 de l'Accord sur le commerce intérieur, à titre de représentant du Québec.	5 mai 2011	623,21 \$
Sarra-Bournet, Marc	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne.	11 et 12 mai 2011	805,90 \$
Dumas, Oliver	Conseiller en gestion contractuelle	Fredericton, Nouveau-Brunswick	Participer à la quatrième Conférence annuelle de l'alliance des États du Sud-Est des Etats-Unis et des provinces canadiennes.	12 au 14 juin 2011	918,25 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Coordonnateur des accords	Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard	Participer à une réunion fédérale-provinciale-territoriale sur le Commerce (C-Commerce) qui traite de commerce extérieur.	13 et 14 juin 2011	1 623,46 \$
Blackburn, Julie	Directrice générale des services à la gestion contractuelle	New-York, New-York, États-Unis	Participer à une rencontre du Department of Investigation of New York City aux fins de la mise en place du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics et des mesures de surveillance et d'accompagnement visées par la Loi concernant la lutte contre la collusion.	6 au 8 juillet 2011	4 332,54 \$
Blanchet, Doris	Directeur des services d'information à la gestion contractuelle				
Dumas, Oliver	Conseiller en gestion contractuelle				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

**UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics**

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Samson, Marc	Directeur général des politiques de marchés publics	Bruxelles, Belgique	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale de la huitième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne et à la Table de négociation sur les marchés publics, à titre de chef de cette Table pour le Québec.	8 au 16 juillet 2011	3 948,13 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics par intérim	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne.	7 septembre 2011	716,02 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics par intérim	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne.	20 septembre 2011	506,71 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics par intérim	Ottawa, Ontario	Participer à la neuvième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne, à titre de représentant du Québec à la Table sur les marchés publics.	16 au 21 octobre 2011	1 849,99 \$
Touil, chedlia	Coordonnatrice de la gestion des accords	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale de la neuvième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne	16 octobre 2011	633,38 \$
Touil, chedlia	Coordonnatrice de la gestion des accords	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre fédérale-provinciale-de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne.	18 novembre 2011	567,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une rencontre fédérale-provinciale-de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne.	14 décembre 2011	509,93 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à une réunion fédérale-provinciale-territoriale sur le Commerce (C-Commerce) qui traite de commerce extérieur.	18 et 19 janvier 2012	1 005,70 \$
Doutriaux Rianderie, Bruno	Directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics	Ottawa, Ontario	Participer à la dixième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne, à titre de représentant du Québec à la Table sur les marchés publics.	31 janvier au 2 février 2012	1 233,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates du départ et du retour la copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées, le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.), le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission, la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés, la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant, les détails de ces ententes, les résultats obtenus à ce jour, les investissements annoncés, le cas échéant

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Boulanger, Guy Audet, Jean	Conseiller en architecture d'entreprise gouvernementale Analyste en informatique	Niagara-on-the-Lake, Ontario	Invitation à être conférenciers à la réunion pancanadienne des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public. Il s'agissait d'une table ronde sur la prestation électronique de services aux citoyens où la vision gouvernementale de la transformation des ressources informationnelles du Québec y a été exposée.	14 au 17 mai 2011	5 521,74 \$
Boulanger, Guy	Conseiller en architecture d'entreprise gouvernementale	Ottawa, Ontario	Dans le cadre des travaux de réflexion sur l'usage des technologies de l'information pour améliorer les services aux citoyens, participer à la conférence pancanadienne Government Technology Exhibition and Conference 2011 sous le thème « Un gouvernement uni – Travailler ensemble pour mieux servir les canadiens ».	17 au 20 octobre 2011	2 191,00 \$
Martineau, Réal	Directeur de l'encadrement de la sécurité de l'information gouvernementale	Albany, New-York, États-Unis	En tant que partenaire gouvernemental de l'Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale, participer à une mission de concert avec le ministère de la Sécurité publique, la Sûreté du Québec et l'équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'administration québécoise désignée CERT/AQ du Centre de services partagés du Québec. Cette rencontre avait pour objectif de recueillir de l'information visant à s'inspirer des pratiques exemplaires développées par des organisations américaines spécialisées dans la lutte contre la cybercriminalité.	28 et 29 novembre 2011	468,93 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire

Il n'y a eu aucun voyage fait en avion en 2011-2012.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**NUMÉRO 3**

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012; firmes de publicité; mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Amalgame	Production de bannières pour la campagne sur le recrutement universitaire	1 042,00
Association des économistes québécois	Appui financier pour la 37e édition du congrès annuel de l'association	1 000,00
Association lavalloise des usagers du transport adapté	Publicité dans « Nouvelles de l'ALTA »	80,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées de Laval	Publicité dans l'Autre Parole de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, édition automne 2011	100,00
Asystel inc.	Impression de bannières Carboneutre sur tissus éco-logik	296,60
Bell Canada	Annonces dans les pages bleues	2 369,61
Bluff productions	Appui financier et publicité dans le programme de la soirée bénéfice du Théâtre Bluff	750,00
Boutique Assemblée nationale Québec, La	Divers articles promotionnels	252,74
Boutique Assemblée nationale Québec, La	3 drapeaux	47,00
Centre d'aide Vivre, Le	Appui financier pour 2011-2012	1 500,00
Club de hockey midget AAA Laval-Montréal, Le	Publicité dans le Programme 2011-2012	300,00
Club de patinage artistique Les lames d'argent de Laval	Publicité dans le programme de la Revue sur glace 2011	150,00
CNW Telbec	Transmission des communiqués de presse	692,00
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	Publicité dans le Laval Liberty High School	119,00
Conseil régional de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec - Montréal métropolitain	Publicité dans le programme de la soirée hommage Semaine Québécoise des adultes en Formation-Laval	200,00
Corporation Sun Média	Publicité dans l'Écho de Laval	128,00
Corporation Sun Média	Publicité dans l'Écho de Laval	90,00
Courses de boîtes à savon Laval	Publicité dans le carnet souvenir de « Courses de boîtes à savon Laval », saison 2011	300,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**NUMÉRO 3**

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012; firmes de publicité; mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Éditions Le téléphone rouge	Achat de fournitures - activité des retraités	42,60
Forum économique international des Amériques	Appui financier 2011, Conférence de Montréal	5 000,00
Francopol - Réseau international francophone de formation policière	Appui financier - Colloque Francopol sur la cybercriminalité	3 000,00
Fraternité des policiers de Laval	Parution dans la Revue annuelle « Le Partenaire », fraternité des policiers de Laval	265,00
GP-Québec	Appui financier pour l'organisation de 2 journées thématiques sur la gestion du risque	1 500,00
Héritage Laval	Publicité dans Le guide des événements, hiver 2011, Laval en Fête	200,00
Institute for Citizen-Centred Service	Contribution financière 2011-2012 à l'étude « Les citoyens d'abord 6 » de l'Institut des services axés sur les citoyens	12 500,00
Jordal	Acquisition de fournitures dans le cadre du programme d'accueil des employés du SCT	1 261,75
La revue Nez rouge	Publicité dans la Revue Opération Nez rouge édition 2011	192,00
Média arabe au Canada	Publicité dans le Journal Al-Machreq et Al-Maghreb	200,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Publicité dans le Courrier Laval	217,37
Médias transcontinental S.E.N.C.	Publicité dans le Courrier Laval	119,80
Mieux-naître à Laval	Publicité dans le programme de la pièce Naissance à la Maison des Arts de Laval	70,00
Ministère des ressources naturelles et de la faune	Contribution 2010-2011 au Réseau Géoide : La géomatique pour des interventions et des décisions éclairées	3 125,00
Newsfirst Multimedia	Publicité dans "The Laval News"	240,00
Newsfirst Multimedia	Publicité dans "The Laval News"	240,00
Newsfirst Multimedia	Publicité dans "The Laval News"	220,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**NUMÉRO 3**

Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites: les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012; firmes de publicité; mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Newsfirst Multimedia	Publicité dans "The Laval News"	220,00
Newsfirst Multimedia	Publicité dans le Ta Nea (Les nouvelles Grecques Canadiennes)	200,00
Newsfirst Multimedia	Publicité dans le Ta Nea (Les nouvelles Grecques Canadiennes)	200,00
Opéra bouffe du Québec	Appui financier 2011	250,00
Publications Anchor-Harper	Publicité dans le répertoire des membres 2012 de la Chambre de commerce et d'industrie de Laval	240,00
Publicité Forsa	Publicité dans l'Annuaire Ste-Dorothée 2012	325,00
Réseau action TI Québec	Appui financier à la Journée de l'informatique du Québec, 2 novembre 2011	11 600,00
Sélection Marketing	Publicité dans L'Âge d'Or de Ste-Dorothée	195,00
Société littéraire de Laval	Parution d'un mot de la ministre dans la revue de la Société littéraire de Laval	80,00
Stylos Moisan	Achat de fournitures - fête des 25 ans de service	1 916,00
Télébec, société en commandite	Annonces dans les Pages bleues	100,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou l'organisation d'événements :

Organisés par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements, le but visé par chaque dépense, le nombre d'événements total ventilé par type d'événements

Organisés par une firme externe : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements, le nom de la ou des firmes de publicité, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié), le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc., le but visé par chaque dépense, le nombre d'événements ventilé par type d'événements

Il n'y a eu aucune organisation de conférences de presse, d'événements médiatiques ou d'organisation d'événements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Amalgame	Production de bannières pour la campagne sur le recrutement universitaire	1 042,00
Association des économistes québécois	Appui financier pour la 37e édition du congrès annuel de l'association	1 000,00
Audit interne inc.	Procéder à la validation du « Rapport annuel de gestion 2010-2011 » du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère des Services gouvernementaux	23 540,00
Aviatic club, L'	Conférence du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise sur l'état du Québec et son fonctionnement, 80 fonctionnaires	1 060,00
Bleu Outremer	Mise à jour du site Internet du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	3 325,00
Bonneau, Claude	Coordonner les travaux de réflexion entourant les 10 ans d'application de la Loi sur l'administration publique	24 500,00
CCAF-FCVI inc.	Cotisation 2010-2011, Canadian Comprehensive Audit Foundation - Fondation Canadienne de Vérification Intégrée	1 500,00
CCH canadienne limitée	Abonnement, Contrats des organismes publics québécois, 2012-2013	1 127,00
Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdomadaires régionaux »	7 435,00
Centre d'aide Vivre, Le	Appui financier pour 2011-2012	1 500,00
Cholette, Marie-Hélène	Service de révision	1 837,50
Cossette Communication	Réalisation de 3 dossiers de signatures pour les fonds de recherche - Santé, Nature et technologies, Société et culture - et remplacement des dossiers existants sur le site <a href="http://www.piv.gouv.qc.ca">www.piv.gouv.qc.ca</a> , suite au projet de Loi 130	2 055,00
Doculibre	Support à l'implantation du progiciel IntelliGID	21 150,00
Éditions Le téléphone rouge	Gestion intégrée des absences pour cause d'invalidité, 350 copies	2 116,54
Éditions Le téléphone rouge	Rapport annuel de gestion, 400 copies	1 030,20
Forum économique international des Amériques	Appui financier 2011, Conférence de Montréal	5 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 5**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Impérial de Québec inc., L'	Location de salle pour les Prix reconnaissance du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	2 921,65
Institute for Citizen-Centred Service	Contribution financière 2011-2012 à l'étude « Les citoyens d'abord 6 » de l'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC / ICCS)	12 500,00
Litho chic inc.	Rapport de la présidente 2009-2010, 150 copies	1 195,00
Médiationsophilix	Formation Médiation en civil, commercial et travail, 5 jours, 1 participant	1 000,00
Pâtisserie-Traiteur La mangue verte inc.	Conférence du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise, 81 participants	1 071,69
Réseau action TI Québec	Appui financier pour l'activité Innovation ouverte 2011	3 000,00
Siamois Graphisme inc.	Service de graphisme pour cahiers souvenir des Prix reconnaissance du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	1 080,00
Vidéotron	Service de cablovision, 2011-2012	2 255,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Access 2 Networks	Renouvellement de maintenance et support pour un an, licence IronPort (Antispam)	7 135,00
AFI expertise	Formation Oracle wokshop, 5 jours, 1 participant	4 000,00
AFI expertise	Formation - Administrateur de courrier Lotus Notes 8.5, 3 jours, 3 participants	3 825,00
AFI expertise	Formation Implementing and Managing Windows Server 2008 Clustering, 3 jours, 3 participants	3 555,00
AFI expertise	Formation Lotus Notes 8.5: support technique aux utilisateurs, 2 jours, 3 participants	2 550,00
Arthur Roussel	Ajustement du disjoncteur et acquisition d'un disjoncteur de relève	1 940,00
Atlassian	JIRA, logiciel de suivi des commandes de service permettant de centraliser et documenter les demandes des clients	6 000,00
AVW-Telav Solutions audiovisuelles	Location d'équipement audio-visuel	1 590,00
Bell Canada	Renouvellement de la licence Websense pour 800 utilisateurs et appareils connectés à Internet	18 724,00
Bell Canada	Renouvellement du support pour les équipements Catalyst 6509	12 080,00
Bell Canada	Achat de clés de sécurité RSA et maintenance d'un an sur serveur et application	10 325,00
Bell Canada	Achat de mémoire supplémentaire pour 1serveur de production sous VMWare	9 058,00
Bell Canada	Licences VmWare vSphere Standard	8 930,00
Bell Canada	Fournitures informatiques (commutateur 24 ports)	3 746,00
Bell Canada	Service de téléphonie lors de réaménagements pour l'année 2011-2012	2 400,00
Bell Canada	Annonces dans les pages bleues	2 369,61
Bell distribution	Achat d'appareils et d'accessoires pour les communications sans fil (cellulaire et BlackBerry)	1 639,10
Bernatchez, Annick	68 sérigraphies « Les Voeux » pour la fête des retraités	8 500,00
Bissonnette, Doris	Service d'entretien et de support des sites et des serveurs Web des activités de concertation en administration	12 765,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Bourbeau, François	Services-conseils en technologie de l'information (langage de programmation SAS)	18 003,00
B-Tel	Maintenance pour le serveur BES	3 789,00
B-Tel	20 licences Blackberry	1 678,00
Buffet du Passant	Soirée des retraités, 80 fonctionnaires	1 420,00
Busque, Maurice	Services-conseils en ressources humaines - développement organisationnel	5 900,00
Centre de recherche informatique de Montréal	Formations pratiques sur l'installation d'une instance Alfresco et sur la préparation de l'environnement de développement, 2 jours, 3 participants	4 840,00
Clinique d'expertises médicales du Québec	Expertise médicale	1 200,00
Communications Mega-Sat inc.	Achat d'appareils et d'accessoires pour les communications sans fil (cellulaire et BlackBerry)	1 135,84
Consultants BIM	Formation de mise à jour Autocad 2011, 2 jours, 2 participants	1 762,50
Copies de la Capitale inc., Les	157 lots de cartes d'affaires dans le cadre de l'implantation de la téléphonie IP	1 101,56
Courrier Canbec 1980 inc.	Service de messagerie rapide, 2011-2012	6 397,91
Courrier Purolator	Service de messagerie rapide, 2011-2012	1 719,82
Coveo Solutions	Formation administrateur de système pour le moteur de recherche Coveo, 2 jours, 3 participants	2 400,00
Dell Canada	Acquisition d'outils de prise de copies de sécurité (LTO)	6 962,00
Dell Canada	Cassettes pour prises de copies	3 750,00
Dell Canada	Licences Comvault	3 736,00
Dell Canada	Renouvellement des licences de logiciel de prise de copies CommVault	3 491,00
Dell Canada	Licences Comvault Linux	1 200,00
DJJ Consultants	Licence Red Hat Network Satellite Starter Pack et maintenance pour un an (console de gestion Linux)	20 005,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
DJJ Consultants	Mise à niveaux Linux	1 100,00
Docucom Digital	Convention de service pour les équipements de numérisation et leurs logiciels	4 258,00
Dolmen Capital humain	Service en ressources humaines - sélection de personnel	16 440,00
Encadrements Sainte-Anne inc.	Service d'encadrement de tableaux	5 223,00
F.D. Jul inc.	Service de démantèlement d'un système mini-mobilex	1 271,00
Facilité informatique Canada	Service d'entretien d'applications Lotus Notes	1 848,00
Forrester Research	Accès à Forrester Research (IT Role View Reader), 2 accès	8 200,00
Fujitsu Conseil	Réaliser une analyse diagnostique de processus du Circuit intégré du greffe	24 725,00
Fujitsu Conseil	Service de maintenance pour 1 an, licence Macroscopic	7 812,00
Groupe Buscom	2 licences AutoCad version 2012	2 206,00
Groupe Buscom	3 licences AutoCad version 2011	1 585,00
Groupe Excelso	Abonnement 2011-2012, Le Devoir, Le Soleil, Le Journal de Québec, La Presse, The Gazette et The Globe'N Mail	5 252,38
Groupe Herjavec	Renouvellement du support de l'application Virtualization, 1 an (Anti-virus, serveurs virtuels)	3 100,00
Hypertec Systèmes inc.	15 micro-ordinateurs	21 996,00
Hypertec Systèmes inc.	Licences antivirus (Kaspersky) pour l'ensemble des postes de travail du SCT	8 970,00
IBM Canada	Renouvellement d'abonnement aux logiciels et assistance IBM	23 220,00
Infoglobe	Support de la solution GLPI pour la gestion de l'inventaire du parc informatique	3 500,00
Informatique EBR inc.	Maintenance pour 1 an, licences VMWare	5 992,00
Informatique EBR inc.	Cassettes de prise de copies Fuji LTO5	3 840,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Informatique Mercier	Achat de 6 projecteurs NEC	5 573,00
Informatique Mercier	10 licences VmWorkstation 7.0 pour postes de travail	1 300,00
Informatique Mercier	Divers accessoires informatiques	1 021,00
Informatique Pro-Contact	Divers accessoires informatiques	1 688,00
Interconnexions LD	Achat de fibre PANDUIT	5 818,00
IT2GO Solutions	6 moniteurs Dell	1 414,00
J. B. Deschamps inc.	Fournitures de bureau	1 530,00
Jordal	Acquisition de fournitures dans le cadre du programme d'accueil des employés du SCT	1 261,75
Kerr Norton	Cartouches d'encre pour imprimantes	15 662,00
Kiwi Technologies	Soutien technique en technologie de l'information pour l'environnement Lotus Notes	1 470,00
Konica Minolta Québec	Location d'un photocopieur	3 132,00
Lyreco Canada inc.	Fournitures de bureau	1 480,00
Mab Profil inc.	Fournitures de bureau	2 475,00
Mab Profil inc.	Service de réaménagement	1 615,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Service d'appels d'offres SE@O (3 contrats)	4 393,78
Meubles normalisés Québec	132 chaises	20 577,00
Meubles normalisés Québec	12 cloisons et une table d'appoint	3 468,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	4 licences VSphere Entreprise Plus 5.0 avec maintenance pour 1 an	11 384,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisition de cassettes Ultrium LT05	6 268,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	2 modules Ultrium 5 SAS Tape Library TS3100	4 980,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Mise à jour Mac Pro	4 644,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Liebert PSI XR (PS1000RT3-120XR) UPS System	4 597,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Achat d'imprimantes départementales	4 444,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Frais de relocalisation du transformateur de la salle informatique	4 279,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Cassettes LTO5 et cassettes de nettoyage	3 395,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Achat de mémoires	3 012,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Installation de disques sur des postes Mac	1 645,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Mise à jour Mac Pro installation	1 545,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Mise à jour et installation d'Adobe CS 5.5 Design Premium TLP-G	1 529,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisition de 2 licences VS4-Vmware	1 438,00
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Batteries et câbles de batteries	1 260,00
Microbytes Québec	54 disques durs	3 574,00
Mobilier de bureau MBH inc.	Mobilier de bureau	4 115,00
Mouvement québécois de la qualité	Programme de formation en optimisation des processus de niveau Green Belt Six Sigma avec la méthode Lean	12 256,00
Neuro Design	Service en technologie de l'information - Notes	1 665,00
Oracle Canada ULC	Mise à jour du logiciel, des licences et de l'assistance Oracle	9 238,00
Oracle Canada ULC	Renouvellement de licences Oracle	6 040,00
Oracle Canada ULC	Soutien technique pour Oracle, 1 an	2 185,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours, 1 participant	1 310,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 5**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Orsyp Logiciels	Acquisition du produit ORSYP Sysload ainsi que la maintenance pour 1 an	24 800,00
Pagui	Acquisition de fibres optiques	2 196,00
Pagui	Installation d'une étagère à câbles dans la salle des serveurs	1 387,00
Présence Informatique inc.	Casques d'écoute Plantronics et accessoires pour 2011-2012	2 956,00
Présence Informatique inc.	Service technique lors du déménagement de la salle visio	2 300,00
Quest Software, Canada	Renouvellement des licences TOAD pour Oracle pour une durée de 3 ans	10 649,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement 2011	1 100,00
REP Solution interactive inc.	Renouvellement - Adhésion Openfiled Sondage	10 000,00
Ricoh Canada inc.	Location de photocopieurs	16 972,00
Robertson, Carmen	Service en ressources humaine - organisation du travail	1 000,00
SAS Institute	Renouvellement du logiciel SAS, 2011-2012	23 974,00
Services-conseils Hardy inc., Les	Formation « Débuter en SAS par Entreprise Guide », 1 jour, 10 participants	2 825,00
SITQ	Divers travaux pour l'installation des équipements visioconférence	1 225,00
Société canadienne d'évaluation, section de la capitale nationale	Formation Cost-Effectiveness and Cost-Benefit Analysis, 2 jours, 1 participant	1 356,00
Société parc-auto du Québec	Stationnements	8 780,13
Softchoice corporation	350 Antidote HD pour les postes de travail au SCT	17 059,00
Softchoice corporation	Logiciels DSRazor et CPTrax	10 574,00
Softchoice corporation	Renouvellement des licences Lifecycle rights management	4 476,00
Softchoice corporation	Forfait de 50 jetons RSA physique ainsi que 25 jetons RSA logique	4 189,00
Softchoice corporation	Service de maintenance pour Antidote, 1 an	3 664,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Softchoice corporation	Renouvellement et service d'entretien des licences Reflection for IBM	2 056,00
Softchoice corporation	Ajout de 250 utilisateurs pour le logiciel DSRazor	1 601,00
Solutions Victrix, Les	Renouvellement de la solution Infoblox	1 640,00
Speedware	Entretien et support technique pour Media Client Desktop	5 658,47
Stylos Moisan	Achat de fournitures - fête des 25 ans de service	1 916,00
Taxi Charge	Taxi, 2011-2012	3 704,07
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	Taxi, 2011-2012	4 696,68
Teknion Roy et Breton inc.	Divers articles de quincaillerie et d'affichage	1 437,00
Télécom Mopage DLJ	Achat de matériel - cordons 12 pieds pour téléphone Cisco	1 181,00
Telus Communications inc.	Achat de 2 commutateurs 24 ports Cisco et accessoires	7 212,00
Toshiba solutions d'affaires	Location d'un photocopieur	1 548,00
Vidéotron	Service de câblvision, 2011-2012	7 476,00
Voyages CAA	Service d'agence de voyage, Participer aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public.	1 912,07
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	Service d'agence de voyage, Participer à une rencontre préparatoire fédérale-provinciale-territoriale de la huitième session de négociation d'un accord de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne	1 939,82
Xerox Canada ltée	Location d'un photocopieur	3 100,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Association des économistes québécois	3 forfaits conférences de l'ASDEQ, 2011-2012	1 050,00
Éditions La Liberté	Abonnement aux études économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques 2012	1 121,50
Momentum technologies inc.	Atelier de formation: Développement avec APEX, 3 jours, 5 personnes	4 200,00
Momentum technologies inc.	Atelier de formation: Oracle Application Express, 3 jours, 5 participants	2 982,00
Momentum technologies inc.	Atelier de formation: Création de rapports avec Oracle (Reports 1), 2 jours, 2 personnes	1 400,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Beaupré, René	Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	1 120,00
Bédard, Céline	Services conseils en gestion	16 100,00
Bissonnette, Doris	Services-conseils en indicateurs de gestion et tableaux de bord en matière de ressources humaines.	21 000,00
Brodeur, Yvan	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	8 000,00
Busque, Maurice	Concevoir, élaborer et mettre à jour le plan d'organisation administrative du secrétariat de la Présidence et celui du secrétariat à la Primature du gouvernement haïtien	9 100,00
Club gestion des connaissances	Adhésion 2011-2012	1 261,83
Collège des médecins du Québec	Annuaire médical, 4 exemplaires	1 000,00
Dolmen Capital humain	Service en ressources humaines - sélection de personnel	11 400,00
Dolmen Capital humain	Service en ressources humaines - sélection de personnel	8 400,00
Gagnon, Denis	Service d'arbitrage de grief - Association professionnelle des gardes du corps du gouvernement du Québec	1 000,00
Gestion J.S.M.F. inc	Service d'arbitrage de grief - Syndicat de la fonction publique du Québec	16 360,45
Gingras, Guy	Orienter les travaux touchant le volet relations de travail pour la livraison 2 de l'implantation de Sagir	14 298,00
Gingras, Guy	Orienter les travaux touchant le volet relations de travail pour la livraison 2 de l'implantation de Sagir	11 814,00
Groupe Hay ltée, Le	Évaluation des emplois d'encadrement - Méthode Hay, 2 jours, 3 participants	2 760,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Congrès ICRA, 17e conférence régionale, 3 jours, 2 participants	2 000,00
J. B. Deschamps inc.	L'effectif de la fonction publique 2009-2010, 200 copies	1 976,86
Jean Gauvin, avocat	Service d'arbitrage de griefs - Association des juristes de l'État	11 213,74
Lacroix, Guy	Réaliser une recherche visant à proposer une analyse quantitative des facteurs déterminants pour mesurer la rétention du personnel de la fonction publique	24 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 5**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
<b>SECTEUR :    Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique</b>		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Lavoie, Gilles	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	3 640,00
Lavoie, Gilles	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	3 430,00
Lavoie, Gilles	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique du Québec	1 550,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours, 1 participant	3 930,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours, 1 participant	1 310,00
P. Laplante et ass. Inc	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique du Québec	3 615,50
Poudrier, Bradet, société d'avocats	Frais d'appel à la Cour suprême du Canada (arbitrage de griefs)	24 457,63
Publications CCH ltée	Relations de travail, abonnement d'un an, bureau de Québec	1 174,00
Publications CCH ltée	Relations de travail, abonnement d'un an, bureau de Montréal	1 174,00
Ross, Claudette	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique du Québec	20 762,00
Société Trader	Guide d'évaluation Hebdo, 2011-2012	2 000,00
St-Arnaud, Pierre	Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec	8 500,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Bernier, Jean	Services-conseils à l'égard des négociations dans les secteurs publics et parapublics	1 050,00
Camiq inc.	Service en ressources humaines	1 125,00
Conference board of Canada, The	Système de recherche d'information en ligne, 2011-2012	10 288,60
Cosmos Café	Réunion ministérielle, Bilan des négociations 2009-2011 dans les secteurs publics et parapublics, 77 fonctionnaires et 2 invités	1 026,00
Groupe Conseil C.F.C.	Passer de collègue à patron, 2 jours, 2 participants	1 912,50
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Congrès ICRA, 17e conférence régionale, 3 jours, 1 participant	1 000,00
<i>Institut canadien des actuaires</i>	Cotisation annuelle 2011-2012	1 170,00
Institut canadien des actuaires	Cotisation annuelle 2011-2012	1 170,00
Munn, Jean-Francois	Témoignage - Contestation Loi 43	4 914,00
Munn, Jean-Francois	Témoignage - Contestation Loi 43	1 925,00
Munn, Jean-Francois	Témoignage - Contestation Loi 43	1 575,00
Services-conseils Hardy inc., Les	Langage SAS intermédiaire, 3 jours, 1 participant	1 343,90

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 5**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
<b>SECTEUR :    Sous-secrétariat aux marchés publics</b>		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Architectes Corriveau et Girard, Les	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	22 000,00
Bérubé, Michèle	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	15 000,00
Bouthillette Parizeau & Associés inc	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	12 500,00
Centre Saint-Pierre	Formation sur l'attestation de Revenu Québec (art. 7), 1 fonctionnaire, 12 invités	1 174,80
Conseil canadien des marchés publics	Adhésion 2011-2012	1 000,00
Consultants Iljora, Les	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	11 500,00
Contech	Réservation d'espace pour le salon Contech de Québec et de Montréal	4 256,00
Excotech inc.	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	15 000,00
Gagnon, Letellier, Cyr, Ricard, Mathieu, architectes, S.E.N.C.	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	9 800,00
Groupe informatique Technologia inc.	Réussir ses interventions en public, 2 jours, 3 participants	2 250,00
KPMG S.R.L.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	18 000,00
Macogep	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	21 000,00
Macogep	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	15 000,00
Macogep inc	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	14 000,00
Mallette, S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	15 000,00
Martel, Henri-Paul	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	10 368,90
Publications CCH ltée	Les meilleures pratiques en matière de gestion de contrats municipaux, 1 jour, 5 participants	2 609,00
Samson Bélair/Deloitte & Touche S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	23 661,00
Samson Bélair/Deloitte & Touche S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	13 867,00
Samson Bélair/Deloitte & Touche S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	11 527,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Samson Bélair/Deloitte & Touche S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de président et membre du Comité de revue diligente	10 123,00
Samson Bélair/Deloitte & Touche S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	9 404,00
Samson Bélair/Deloitte & Touche S.E.N.C.R.L.	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	8 190,00
Stratégia conseil	Agir à titre de membre du Comité de revue diligente	14 900,00
Stratégia conseil	Agir à titre de membre de Comité de revue diligente	14 100,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 5**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Accessibilité Web	Expertise en soutien à la validation et à la mise en application des standards relatifs à l'accessibilité du Web aux personnes handicapées	23 282,00
Azimuts gestion d'événements	Colloque québécois de la sécurité de l'information, 2 jours, 1 participant	1 070,00
Build The Vision Incorporated	Architecture d'entreprise TOGAF 9, 5 jours, 1 participant	2 520,00
Centre de recherche informatique de Montréal	Hébergement du site « monidentité.isiq.ca »	2 645,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Réaliser un projet de recherche « L'innovation par les TI dans les organisations québécoises »	24 000,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Réalisation d'une enquête, intitulée Net PME 2011, permettant de mesurer l'évolution de l'adoption des usages des TI auprès des PME	4 950,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Cotisation 2011-2012	1 000,00
Francopol - Réseau international francophone de formation policière	Appui financier - Colloque Francopol	3 000,00
GP-Québec	Appui financier pour l'organisation de 2 journées thématiques sur la gestion du risque	1 500,00
L'institut des services axés sur les citoyens	Inscription à la réunion pancanadienne des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours, 1 participant	3 175,30
Multisystems	Outil multi-éditeur du TAG	4 750,00
Nurun inc.	Réaliser un micro site, portant sur la consultation publique « Le plan numérique du Québec »	22 525,00
Nurun inc.	Ajustement à la présentation Multimédia "Nadia"	4 947,50
Nurun inc.	Service d'accompagnement afin de mettre en place une plateforme de consultation publique	4 914,00
Pouliot, Manon	Compléter et réviser les équivalents anglais dans le Thésaurus de l'activité gouvernementale (TAG)	4 990,00
R3D Conseil	Élaborer un manuel d'organisation de projet relié à la Stratégie numérique du Québec	23 750,00
Réseau Action TI Montréal	Cotisation au réseau d'échange et de collaboration sur la gouvernance des ressources informationnelles dans les grandes entreprises et le gouvernement canadien	2 400,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 5

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012		
SECTEUR : Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Réseau Action TI Montréal	Cotisation annuelle au réseauSécurIT réunissant les premiers responsables de la sécurité de l'information des grandes entreprises du Québec	1 400,00
Réseau action TI Québec	Appui financier à la Journée de l'informatique du Québec, 2 novembre 2011	11 600,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations, le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi, le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi, le montant accordé, les motifs de la demande

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 9

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : le nom du projet, la nature du projet, l'échéancier, le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet, les plus récentes évaluations du coût du projet, les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet, les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant, le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour, le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics

Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 29-02-2012	Réalisation (%) 29-02-2012
Refonte du Circuit Intégré du Greffe	<p>Le mandat de ce projet consiste à la refonte du Circuit Intégré du Greffe (CIG), système d'information qui gère les demandes provenant du Conseil des ministres ou des ministères ou organismes (MO) devant être traitées aux séances du Conseil du trésor.</p> <p>Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre : L'architecture détaillée réalisée par la DDSI propose de réaliser la refonte du CIG avec le logiciel Alfresco, lequel est un logiciel libre.</p>	2 200 000 \$	600 000 \$	27 %
Mise en place du système de gestion du portefeuille des projets et des activités en ressources informationnelles (SGPPARI)	<p>Le mandat de ce projet consiste à réaliser un outil de saisie pour la collecte auprès des ministères et des organismes (MO) des données du Plan triennal des projets et des activités en ressources informationnelles (PTPARI).</p> <p>Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre : Non, parce que le SCT possède déjà les licences pour la technologie utilisée et que la DDSI détient l'expertise à l'interne.</p>	205 000 \$	90 000 \$	44 %
Implantation d'une plateforme de collaboration corporative	<p>Le mandat de ce projet consiste au déploiement des projets de plateforme de collaboration en ressources humaines ainsi que de plateforme de collaboration pour le regroupement des gestionnaires en ressources.</p> <p>Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre : L'étude des outils est présentement en cours et neuf logiciels libres sont à l'étude.</p>	365 000 \$	110 000 \$	30 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 9

Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : le nom du projet, la nature du projet, l'échéancier, le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet, les plus récentes évaluations du coût du projet, les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet, les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant, le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour, le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics

Projet	Description	Montants alloués	Dépenses estimées au 29-02-2012	Réalisation (%) 29-02-2012
clicSÉCUR- Entreprises	Réalisation et mise en place de quatre nouvelles fonctionnalités à clicSÉCUR-Entreprises Fonctionnalités 1 et 2 : Fédération et personnalisation des accès au portail : - Mise en place de nouvelles fonctionnalités permettant un accès fédéré et personnalisé aux PES offertes dans un portail gouvernemental.	2 947 000 \$	2 556 500 \$	87 %
	Fonctionnalités 3 et 4 : Changement de mandat et confirmation de privilèges d'accès de l'utilisateur : - Filtrage par éléments de données, - Supporter le changement de division ou de mandat sans réauthentification.  Le coût total du projet est de 3 947 000 \$.  Pour le volet « Changement de mandat et confirmation de privilèges de l'utilisateur », les travaux d'architecture sont en phase de réalisation. À la demande des MO utilisateurs, ces deux fonctionnalités ont été reportées à novembre 2012.	1 000 000 \$	100 000 \$	10 %



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 10

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie, le mobilier de bureau, les distributeurs d'eau de source, le remboursement des frais de transport, le remboursement des frais d'hébergement, le remboursement des frais de repas, l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : i) au Québec, ii) à l'extérieur du Québec

OBJET	COÛT
Photocopie	138 004,98 \$
Téléavertisseurs	0,00 \$
Mobilier de bureau	713 350,39 \$
Distributeurs d'eau de source (achat ou location et consommation)	2 291,27 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	279 787,96 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	181 517,17 \$
- Extérieur du Québec	1 171,50 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 11

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie: le nombre de téléphone cellulaire, «BlackBerry», Iphone ou autres types de téléphones intelligents, les coûts d'acquisition des appareils, le coût d'utilisation des appareils, le nom des fournisseurs, le coût des contrats téléphoniques, les ordinateurs portables, les iPad ou autres types de tablettes électroniques, les téléavertisseurs

Nombre de téléphones

- Bell mobilité	102
- Rogers sans-fil	84
- Telus mobilité	1

Total 187

Coût d'acquisition 2 924,89 \$

Coût d'utilisation 32 689,62 \$

Coût des contrats 103 123,01 \$

Ordinateurs portables et tablettes électroniques 83 317,05 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12A

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)														
35 ans et plus														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	5	1,16%	3	0,58%	8	1,75%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	35	6,79%	26	5,04%	62	12,03%
Professionnels	3	0,58%	30	5,84%	2	0,39%	0	0,00%	130	25,24%	101	19,65%	327	63,50%
Techniciens	1	0,19%	2	0,39%	2	0,39%	0	0,00%	13	2,52%	53	10,31%	77	14,95%
Personnel de bureau	1	0,19%	1	0,19%	1	0,19%	0	0,00%	1	0,19%	28	5,45%	40	7,77%
Ouvrier	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
TOTAL	5	0,97%	33	6,42%	5	0,97%	0	0,00%	184	35,92%	211	40,97%	514	100,00%

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 29 février 2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 12B**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)														
Moins de 35 ans														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	8	1,75%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,19%	62	12,03%
Professionnels	0	0,00%	5	0,97%	0	0,00%	0	0,00%	50	9,73%	46	8,95%	327	63,50%
Techniciens	0	0,00%	2	0,39%	0	0,00%	0	0,00%	4	0,78%	7	1,36%	77	14,95%
Personnel de bureau	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	11	2,14%	40	7,77%
Ouvrier	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Total	0	0,00%	7	1,36%	0	0,00%	0	0,00%	54	10,51%	65	12,65%	514	100,00%

Le pourcentage indiqué a été calculé sur le total du nombre d'effectifs réguliers en emploi au Secrétariat du Conseil du trésor au 29 février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12C

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	13,0	6,5	10,0	3,0	7,5	11,0	13,5	7,5	7,0	9,0	1,5	6,0
Professionnels	143,0	125,5	148,0	145,5	128,0	178,0	148,5	170,0	178,0	201,5	100,0	12,0
Personnel de bureau et techniciens	77,0	79,0	49,0	50,0	71,0	83,5	105,0	83,5	70,0	105,0	57,0	5,0
Autres	3,0	0	0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0	3,0	0	0
TOTAL	236,0	211,0	207,0	199,5	207,0	273,0	268,0	262,0	255,0	318,5	158,5	23,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12E

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
5 031,66 \$	3 604,06 \$	1 793,05 \$	958,74 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12F

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	64,5	81,5	113,5	373,0	534,0	126,5	97,0	13,5	109,5	74,5	20,0	35,5
Professionnels	262,0	242,5	555,0	1 184,0	2 229,0	530,0	160,0	227,0	478,0	445,5	155,0	127,5
Personnel de bureau et techniciens	103,5	84,0	189,0	476,5	848,0	142,0	74,0	24,5	198,0	162,0	97,0	50,5
Autres catégories	19,0	9,5	21,0	42,5	87,0	3,5	16,5	1,0	2,0	9,5	0	0
TOTAL	449,0	417,5	878,5	2 076,0	3 698,0	802,0	347,5	266,0	787,5	691,5	272,0	213,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12i

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53, ainsi que le premier alinéa 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12J

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
Haute direction	6	9	8	Québec
	1	0	0	Montréal
Cadre	45	63	62	Québec
Professionnel	203	294	317	Québec
	2	10	10	Montréal
Personnel de bureau et technicien	241	116	117	Québec
	5	0	0	Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12K

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor <sup>1</sup>	121	121	139

<sup>1</sup> À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12L

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie

	2009-2010*	2010-2011	2011-2012
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie <sup>1</sup>	72	39	35

<sup>1</sup> Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

\*L'année 2009-2010 inclus le MSG et le SAG.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12M

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2009-2010	2010-2011	2011-2012	
Haute direction	6	9	8	Québec
	1	0	0	Montréal
Cadre	45	63	62	Québec
Professionnel	203	294	317	Québec
	2	10	10	Montréal
Personnel de bureau et technicien	241	116	117	Québec
	5	0	0	Montréal

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 12N

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Au Budget de dépenses 2010-2011, le gouvernement a redéfini son approche en matière de contrôle de l'effectif. La masse salariale des ministères et organismes budgétaires est gelée au niveau de 2010-2011 jusqu'en 2013-2014. Le remplacement d'un départ à la retraite sur deux, en moyenne, continue de s'appliquer dans les ministères et organismes en tenant compte de la capacité de la fonction publique à soutenir ses mandats et à se renouveler.

La détermination des enveloppes annuelles d'effectif est effectuée en fonction du niveau souhaité d'effectif et ne tient pas compte de la distinction entre les catégories d'emploi, laquelle est sous la responsabilité des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13A

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2011-2012	
	NOMBRE
Nombre de départs à la retraite	19

Les données sont compilées jusqu'au 29 février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13B

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

En 2011-2012, 10 remplacements ont été effectués sur 19 départs à la retraite.

Les remplacements ne sont pas nécessairement dans les directions où les départs ont été constatés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13C

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction: le nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013	
	2012-2013
Secrétariat du Conseil du trésor	14



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 13D

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location, la superficie du local loué, la superficie réellement occupée, la superficie inoccupée, le coût de location au mètre carré, le coût total de ladite location, les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés, la durée du bail, le propriétaire de l'espace loué, le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant

ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M <sup>2</sup> )	COÛT TOTAL DE LOCATON 2011-2012	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2011-2012	NATURE DES TRAVAUX
<b>1, rue Notre-Dame Est</b> <b>Montréal</b> Salles d'arbitrage Direction des relations professionnelles (3 personnes) Direction des affaires juridiques (2 personnes)	530,11	114 176,28 \$	0,00 \$	
<b>380, rue Saint-Antoine Ouest</b> <b>Montréal</b> Cabinet de la Présidente du Conseil du trésor	372,91	126 517,80 \$	0,00 \$	
<b>500, boulevard René-Lévesque Ouest</b> <b>Montréal</b> Direction du développement des affaires en ressources informationnelles (1 personne) Direction de la vision gouvernementale et des orientations stratégiques (1 personne) Direction de l'architecture des services gouvernementaux (1 personne) Direction de l'encadrement de la sécurité de l'information gouvernementale (4 personnes)	218,01	77 356,20 \$	0,00 \$	
<b>538, rue Principale</b> <b>Laval</b> Bureau de comté de la Présidente du Conseil du trésor	225,53	63 317,16 \$	0,00 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location, la superficie du local loué, la superficie réellement occupée, la superficie inoccupée, le coût de location au mètre carré, le coût total de ladite location, les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés, la durée du bail, le propriétaire de l'espace loué, le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant

ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M <sup>2</sup> )	COÛT TOTAL DE LOCATON 2011-2012	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2011-2012	NATURE DES TRAVAUX
875 Grande Allée Est Québec	17 885,87	3 702 492,84 \$	995 644,97 \$	Construction 278 045,18 \$ Déménagement 4 694,62 \$ Mobiliier 712 905,17 \$
888, rue Saint-Jean Québec Les Forums	152,69	8 600,01 \$	0,00 \$	
1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau Québec Équité salariale Direction du développement durable, de la concertation en administration et des mandats spéciaux	1 039,62	230 195,70 \$	21 424,35 \$	Construction 20 979,13 \$ Mobiliier 445,22 \$
1665, boulevard Wilfrid-Hamel Québec Entrepôt (Entrepôt rétrocédé au CSPQ à partir du 1 <sup>er</sup> mars 2012)	652,35	51 145,05 \$	0,00 \$	
525, boulevard René-Lévesque Est Québec Salles d'arbitrage	177,28	47 193,48 \$	0,00 \$	
800, rue d'Youville Québec Médias sociaux Web 2.0	206,07	40 027,41 \$	16 473,86 \$	Construction 16 473,86 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1<sup>er</sup> avril 2011 à ce jour

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 16

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant, le titre de la fonction, l'adresse du port d'attache, le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, la prime de départ versée, le cas échéant, la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève, la description de tâches, le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, le nombre total d'employés au cabinet, la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Alain, Marc	Attaché politique	Québec
Barsalou, Marcello	Attaché politique	Montréal
Bégin, Sylvie D	Soutien administratif	Laval
Bernier, Jean-Pascal	Directeur de cabinet	Montréal
Boudghène, Choukri	Attaché politique	Québec
Campagna, David	Étudiant	Québec
Coimbra, Isabel	Soutien administratif	Montréal
Davis, Tamara	Attachée de presse	Montréal
Deblois, Marylène	Soutien administratif	Québec
Desjardins, Guillaume	Attaché politique	Laval
Dutremble, Marie-Ève	Attachée politique	Montréal
Hamel, Jonathan	Attaché politique	Montréal
Joualland, Virginie	Soutien administratif	Québec
Labranche, Marie-Ève	Attachée de presse	Laval

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 16

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant, le titre de la fonction, l'adresse du port d'attache, le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés, la prime de départ versée, le cas échéant, la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève, la description de tâches, le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, le nombre total d'employés au cabinet, la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012, le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée, s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
Lachaine, Sébastien	Directeur de cabinet adjoint	Montréal
Lam, Janine	Attachée politique	Montréal
Lemieux, Isabelle	Attachée politique	Québec
Lévesque, Brenda	Soutien administratif	Québec
Lukasheh, Yana	Soutien administratif	Laval
Mercille, Isabelle	Attachée de presse	Montréal
Plamondon, Xavier	Étudiant	Québec
Rajotte, Martine	Attachée politique	Québec
Roy, Jean-Philippe	Étudiant	Québec
Sawyer, Danielle	Attachée politique	Laval
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2011-2012		
Nombre total d'employés : 24		
Rémunération totale : 814 800,53 \$		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
À pas de géant	2 000,00
Académie de soccer pour le développement et l'intégration des jeunes	500,00
Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et services sociaux	750,00
Alpha Bellechasse	800,00
Âmes vagabondes, Les	1 000,00
Arche Agape	1 000,00
Armée du salut	500,00
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec	1 175,00
Association de baseball chemin du Roy	500,00
Association de hockey Québec-Centre	400,00
Association de ringuette des Moulins	500,00
Association des haltes-garderies communautaires du Québec	500,00
Association des pompiers de Laval	1 000,00
Association étudiante en gestion du tourisme et de l'hôtellerie	500,00
Association Italo Québec	500,00
Association nationale du cancer des ovaires	500,00
Association pour la protection du boisé Sainte-Dorothée	5 000,00
Association québécoise de sports pour paralytiques cérébraux	500,00
Association réseautage jeunesse des Laurentides	2 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Association sportive de Laval-Nord inc., L'	775,00
Association sportive des jeunes handicapés de l'Estrie	750,00
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	750,00
Association sportive Monteuil de Laval	1 000,00
Avant tout, les enfants	1 500,00
Ballets Jazz de Montréal, Les	1 000,00
Banques alimentaires Québec	8 000,00
Barbaparents, Les	500,00
Bioparc de la Gaspésie	2 500,00
Bouclier d'Athena, services familiaux, Le	500,00
Bouffe additionnelle, La	500,00
Cafétéria des insulaires	1 000,00
Carrefour jeunesse-emploi de D'Autray-Joliette	500,00
Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	1 000,00
Carrousel du Ptit monde d'Anjou, Le	500,00
Centre d'amitié autochtone de Québec	400,00
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	500,00
Centre d'appui communautaire et d'encadrement jeunesse	1 000,00
Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales	500,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Centre de prévention du suicide de Lanaudière, Le	500,00
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes	2 000,00
Centre des ressources communautaires de l'ouest de l'Île	750,00
Centre famille et ressource A.D.D.	750,00
Centre local de Développement [CLD] de la MRC de l'Assomption	2 000,00
Chambre de commerce de Sainte-Agathe-des-Monts	750,00
Chambre de commerce Saint-Jérôme métropolitain	1 000,00
Chevaliers de Colomb de l'assemblée générale archevêque Mathieu	500,00
Chevaliers de Colomb du conseil de Dolbeau, Les	500,00
Choeur Tremblant	1 000,00
Club de taekwon-do Laval	500,00
Colonie Sainte-Jeanne d'Arc, La	1 000,00
Commission sportive de Montréal-Concordia	500,00
Communauté hellénique du Grand Montréal	750,00
Communauté sépharade unifiée du Québec	500,00
Comptoir d'entraide de Labelle	1 000,00
Concert action soutien autonomie des Laurentides	1 000,00
Concours hippiques de Blainville, Les	1 000,00
Coop émergence	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Coopérative jeunesse de services de Lac-au-Saumon	500,00
Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-Laurent	500,00
Corporation de développement des oeuvres du père Lionel Dehoux, La	500,00
Corporation de l'école polytechnique de Montréal	200,00
Corporation du 275e anniversaire de Saint-Joseph-de-Beauce	500,00
Corporation du parc du Poisson blanc	5 000,00
Corporation les enfants de ma rue	500,00
Corporation régionale de loisir et de sport de Lanaudière	500,00
Course Estrie	500,00
Derby de démolition Saint-Chrysostome	500,00
DESTA, réseau de la jeunesse noire	1 000,00
Développement, expertise et solidarité internationale	2 500,00
Diable rouge AAA	500,00
École de technologie supérieure	500,00
École Girouard, Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	1 000,00
École Mont-de-la-Salle, Commission scolaire de Laval	500,00
École Saint-Martin (CS de Laval)	500,00
École secondaire de Saint-Damien (CS de la Côte-du-Sud)	500,00
Ensemble vocal O chœur du Nord	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Entraide Pont-Viau et Laval des Rapides, L'	800,00
Entreprise de formation Dimensions	500,00
Espace Outaouais	1 000,00
Euro marketing	500,00
Événements art, musique et culture de Saint-Donat	5 000,00
Exposition agricole régionale Rive-Nord	2 000,00
Expression Lasalle, centre communautaire en santé mentale	1 000,00
Externat Saint-Jean-Eudes	1 000,00
Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de la Rouge, La	350,00
Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec, La	500,00
Festi Blues	1 000,00
Festival de la rouge, Le	5 000,00
Festival du monde arabe de Montréal	1 000,00
Festival du TRAC	500,00
Festival eurochestries au Québec	1 000,00
Festival hors route	500,00
Festival Sainte-Agathe en feux	2 000,00
Festivalissimo	1 000,00
Festivalopéra de Saint-Eustache	2 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fête des vendanges Magog-Orford	750,00
Fêtes gourmandes de Lanaudière, Les	3 500,00
Fin à la faim	500,00
Fondation André Dédé Fortin	500,00
Fondation C.A.R.M.E.N.	1 000,00
Fondation centre de cancérologie Charles-Bruneau	1 000,00
Fondation Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance	1 000,00
Fondation de l'école St-Michel	500,00
Fondation de l'Est	500,00
Fondation des jeunes handicapés intellectuellement de Lanaudière	500,00
Fondation des maladies de l'œil	500,00
Fondation des maladies mentales	3 000,00
Fondation du Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve	1 000,00
Fondation du Centre de santé et de services sociaux du Sud de Lanaudière	1 000,00
Fondation du Centre des Sciences de Montréal, La	750,00
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ)	1 000,00
Fondation du Centre Jacques Cartier	5 000,00
Fondation du collège Lionel-Groulx	1 000,00
Fondation école FACE	750,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Fondation émergence	1 000,00
Fondation Jasmin Roy	1 000,00
Fondation jeunes étoiles	500,00
Fondation les jeunesses musicales du Canada	1 000,00
Fondation Louis-St-Laurent	1 000,00
Fondation Madeli-aide	750,00
Fondation Marie-Ève Saulnier	750,00
Fondation Mont-de-La Salle	1 000,00
Fondation Palliaco des sommets	2 000,00
Fondation Paul Gérin-Lajoie	5 500,00
Fondation Père Raymond-Bernier SV	500,00
Fondation pour la santé du nord de Lanaudière	2 000,00
Fondation Serge Marcil	1 000,00
Fondation Simple Plan	1 000,00
Galopin, services psychoéducatifs avec le cheval, Le	1 000,00
Genesis Elementary School (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	500,00
GestioForma	500,00
Grande fête de la Côte-de-Beaupré, La	500,00
Groupe d'entraide de la sclérose en plaques de la banlieue Ouest	1 000,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Héritage maritime Canada	500,00
Himalaya seniors du Québec	500,00
Hockey développement AA, Rivière-du-Loup	500,00
Impératif français	1 000,00
Initiative 1,2,3 Go! Montréal-Nord	500,00
Inter foot Montréal	500,00
Jeunesse au soleil inc.	500,00
Journal Le Courrier	500,00
Liberté de choisir	500,00
Logements de l'Outaouais	1 000,00
Loups de l'école Curé-Antoine-Labelle, Les	1 000,00
Maison au Seuil de l'harmonie	1 000,00
Maison Carignan	1 000,00
Maison de jeunes de Sorel	3 000,00
Maison de la famille Coeur à Rivière	500,00
Maison de la famille de Quyon	1 000,00
Maison de l'abondance, La	1 000,00
Maison de soins palliatifs de Laval inc.	1 000,00
Maison des familles de la Matapédia	500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Maison des grands-parents de Sherbrooke	1 000,00
Maison des jeunes de Saint-Damien, La	1 000,00
Maison du Bouleau blanc inc., La	1 000,00
Maison Jean-Michel Anctil, La	1 000,00
Maison Pauline Bonin	1 750,00
Maison pour femmes immigrantes	500,00
Maison Richelieu hébergement jeunesse Sainte-Foy	500,00
Maison Sam X	500,00
Maison secours aux femmes de Montréal inc.	500,00
Mer sur un plateau, La	2 000,00
Mieux-naître à Laval	1 000,00
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	500,00
Musée acadien du Québec à Bonaventure	5 000,00
Musée d'art de Joliette	1 000,00
Musée le Chaffaud	2 000,00
Musée régional d'Argenteuil	2 000,00
Noël du bonheur inc., Le	750,00
Oeuvres de Galilée, Les	500,00
Orchestre symphonique des musiciens et musiciennes du monde de Montréal	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Paniers de Noël Mont-Laurier	500,00
Paramanic international	500,00
Parlement jeunesse du Québec	500,00
Partage-action de l'Ouest-de-l'Île	1 000,00
Pétales Québec	500,00
Pivot, Le	1 000,00
Polyvalente Nicolas-Gatineau, Commission scolaire des Draveurs	5 000,00
Prix collégial du cinéma québécois	1 000,00
Procure	1 000,00
Productions Fidel, Les	1 000,00
Projet P.A.L. inc.	1 000,00
Promotion des estriennes pour initier une nouvelle équité sociale	750,00
Québec secours	500,00
Radio communautaire intergénération Jardin du Québec, CHOC-FM	500,00
Refuge des jeunes de Montréal	750,00
Regroupement de personnes expropriées de Forillon et leur descendance	500,00
Regroupement des Auberges du Coeur du Québec	500,00
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec	500,00
Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire	500,00



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Rencontre châteauguoise, La	1 000,00
Réseau de communication pour la prévention des actes criminels	1 000,00
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	500,00
Rotary international	500,00
Service de nutrition et d'action communautaire	1 000,00
Service des incendies Howick	500,00
Services parajudiciaires autochtones du Québec, Les	500,00
Soccer de L'Islet	1 000,00
Société canadienne de la Croix-Rouge, La	2 000,00
Société canadienne du cancer	300,00
Société du Patrimoine de Sainte-Claire	100,00
Soupapes de la bonne humeur, Les	500,00
Studio de la relève	500,00
Télévision communautaire du Témiscamingue	500,00
Terry Fox Elementary School	1 000,00
Théâtre du Marais de Val-Morin	2 000,00
Théâtre Répercussion	1 000,00
Tour cycliste de l'Abitibi, Le	1 000,00
Tournoi de golf SQ 353-04	750,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 DEMANDE NUMÉRO 17 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Tournoi de hockey pee wee Anjou	1 000,00
Travail de rue, actions et initiatives communautaires jeunesse	500,00
Traversée - Rive-Sud, La	500,00
Traversée de la Gaspésie	1 000,00
Traversée internationale du lac Memphrémagog - 2003	1 000,00
Tremplin 16-30 de Sherbrooke, Le	300,00
Unité Domrémy de Val-d'Or	500,00
Université de Sherbrooke	2 000,00
Village en chanson de Petite-Vallée	3 000,00
Village gaspésien de l'héritage britannique	2 500,00
Ville de Magog	500,00
Ville de Saint-Jérôme	2 500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 18

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de la mise en disponibilité, les prévisions 2012-2013			
CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
Professionnels	Agent de gestion financière	68 468,00 \$	2011-04-01
	Agent de recherche et de planification socio-économique	68 285,00 \$	2008-06-16
	Agent de recherche et de planification socio-économique	71 701,00 \$	2010-04-01
	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	67 701,00 \$	2010-11-11
Fonctionnaires	Agent de bureau, classe nominale	37 987,00 \$	2011-04-01
	Agent de bureau, classe nominale	37 987,00 \$	2011-04-01
	Agent de bureau, classe nominale	37 987,00 \$	2011-07-07
	Auxiliaire de bureau, classe nominale	29 385,00 \$	2010-05-31
	Auxiliaire de bureau, classe nominale	29 385,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe principale	52 762,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe principale	52 762,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	42 261,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 872,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	45 511,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 265,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 036,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	47 265,00 \$	2011-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 18

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : le poste initial, le salaire, le poste actuel, s'il y a lieu, la date de la mise en disponibilité, les prévisions 2012-2013

CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	48 616,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	49 036,00 \$	2011-04-01
	Technicien en administration, classe nominale	42 261,00 \$	2011-04-01
	Agent de secrétariat, classe 1	39 685,00 \$	2011-07-07
	Agent de secrétariat, classe II	36 398,00 \$	2011-04-01
	Préposé aux renseignements, classe principale	45 237,00 \$	2011-04-01
	Préposé aux renseignements, classe nominale	41 457,00 \$	2011-04-01
	Technicien en informatique, classe principale	54 661,00 \$	2010-04-19
	Téléphoniste-réceptionniste	32 161,00 \$	2011-01-28
	Téléphoniste-réceptionniste	32 161,00 \$	2011-07-07
Ouvriers	Journalier	33 039,00 \$	2004-05-31

Prévision pour 2012-2013 : Nous ne pouvons répondre à cette demande car la décision de mettre des personnes en disponibilité appartient au sous-ministre de chaque ministère ou au dirigeant de chaque organisme lorsqu'un événement, tel que prévu aux conventions collectives, survient (ex. : changement organisationnel, fermeture d'unité administrative, etc.)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 21

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne, le poste occupé, le salaire de base et les bonis, le cas échéant, l'assignation initiale, la date de l'assignation hors structure, la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Il n'y a aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 22

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : l'assignation initiale, l'assignation actuelle, le salaire de base et les bonis, le cas échéant, la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

Il n'y a aucune personne.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 23**

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
<b>SECTEUR : Unités centrales</b>		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Actualité, L'	L'Actualité	37,95
CCH canadienne limitée	Contrats des organismes publics québécois, 2012-2013	1 127,00
Cedrom-Sni inc.	Eureka.cc « Recherche d'information d'actualité dans les hebdomadaires régionaux »	7 435,00
Centre de services partagés du Québec	Abonnement électronique à Légis Québec - L'accès direct à la source officielle	1 383,30
Centre de services partagés du Québec	Projets de loi publics	195,00
Centre de services partagés du Québec	Projets de loi publics	195,00
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index des règlements	70,00
Devoir inc., Le	Le Devoir	183,02
Devoir inc., Le	Le Devoir	131,23
Devoir inc., Le	Le Devoir	93,00
Devoir inc., Le	Le Devoir	74,95
Digital Newspapers	Le Soleil, 5 mois	57,71
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Code civil du Québec, Code de procédure civile, Code criminel	180,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Chartes des droits de la personne	95,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Code de procédure civile	95,00
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Loi sur les normes du travail	95,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin Gestion plus, info-employeur	114,35

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**  
**NUMÉRO 23**

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.

SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Éditions Yvon Blais inc., Les	Tribunaux administratifs du Québec	111,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Le congédiement en droit québécois	111,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	107,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	105,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	97,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Le congédiement en droit québécois	97,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	97,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Accès à l'information et à la protection des renseignements personnels - Loi indexée, commentée et annotée	97,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Le congédiement en droit québécois	96,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les droits de la personne et les relations du travail	94,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	86,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information	79,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Tribunaux administratifs du Québec	33,90
Fonds des registres du ministère de la Justice	Certificats de l'infrastructure à clés publiques gouvernementale 2011-2012	330,00
Gazette, The	Abonnement 6 mois	131,94
Gazette, The	Abonnement 6 mois	131,94
Gestion, revue internationale de gestion	Abonnement 2011-2012	53,00
Journal de Montréal	Abonnement de Laval, 1 an	135,20
Journal de Montréal	Abonnement 1 an	119,08
Journal Les Affaires	Les Affaires, 2 ans	88,90



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Les Affaires	Les Affaires	59,95
Macworld	Macworld	34,97
Premium l'intelligence en affaires	Magazine Premium	39,00
Presse canadienne, La	Revue de presse électronique	8 970,00
Presse Itée, La	Abonnement de Laval et Montréal, 1 an	414,44
Presse Itée, La	Abonnement 6 mois	62,40
Publications CCH Itée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	967,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	363,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	363,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	363,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	363,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	333,00
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	333,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Publications du Québec, Les	Projets de loi publics	195,00
Réseau action TI Québec	Appui financier pour l'activité Innovation ouverte 2011	3 000,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne THEME CIVIL	210,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	196,20
Wilson & Lafleur Itée	La société par actions au Québec - Les aspects juridiques 2011	125,95
Wilson & Lafleur Itée	Loi sur les normes du travail	95,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR : Direction générale de l'Administration		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel à la DGACQ, 2011-2012	65 000,00
Forrester Research	Extraction de basse de données en ligne, 1 accès	4 100,00
Forrester Research	Extraction de basse de données en ligne, 1 accès	4 100,00
Gestion, revue internationale de gestion	Revue internationale de gestion	40,00
Groupe Excelso	Le Devoir, Le soleil, Le Journal du Québec, La Presse, The Gazette, The Globe and Mail	5 487,46
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement 2011	1 100,00
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires	Repères.qc.ca	385,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :    Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Economist, The	The Economist, 2011-2012	213,57
Éditions La Liberté	Abonnement aux études économiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques 2012	1 121,50
Les Affaires	Les Affaires	77,94
Médiglobe	L'Actualité médicale	90,00
Terre de chez nous, La	La Terre de chez-nous	50,03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :      Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Sentences arbitrales de la fonction publique	125,00
Collège des médecins du Québec	Annuaire médical 2011-2012	1 000,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Gérer les problèmes de santé mentale au travail et Obligations d'accommodements et Lésions professionnelles	229,80
Éditions Yvon Blais inc., Les	Droit à la protection de la santé mentale	108,40
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	107,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	107,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	97,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les droits de la personne et les relations du travail	94,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les droits de la personne et les relations du travail	94,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	91,95
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	86,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	86,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Santé et sécurité au travail	76,40
Éditions Yvon Blais inc., Les	Les droits de la personne et les relations du travail	74,90
Éditions Yvon Blais inc., Les	Lois du travail	47,40
Les Affaires	Les Affaires	77,94
Magazine Premium	Abonnement 2012	39,00
Média Transcontinental	Abonnement 2011 au magazine Premium	39,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Effectif, le magazine d'information et de référence en ressources humaines	35,44
Publications CCH Itée	Relations de travail, abonnement d'un an, bureau de Québec	1 174,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :     Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Publications CCH ltée	Relations de travail, abonnement d'un an, bureau de Montréal	1 174,00
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires	Repères.qc.ca	285,00
Société québécoise d'information juridique	Express Travail 2.0	535,00
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	255,55
Sta Communications inc.	Le Clinicien, abonnement 2012	76,50
Wilson & Lafleur ltée	Loi sur les normes de travail	95,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :     Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux	Abonnement Web au guides de jurisprudence 2011-2012	950,00
Benefits Canada	Benefits Canada, abonnement 2 ans	157,00
Centre de services partagés du Québec	Lois et règlements sur les régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic	151,00
Conference board of Canada, The	Extraction d'information de base de données en ligne	10 288,60
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Lois du travail	56,50
Éditions Yvon Blais inc., Les	Lois du travail	47,40
Greffe de l'éducation - publications, jurisprudence	Extraction d'information en ligne - 2011	220,00
Publications CCH Itée	Contrats des organismes publics - loi commentée	111,00
Publications CCH Itée	Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et règlement annotés	106,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :      Sous-secrétariat aux marchés publics		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association des architectes en pratique privée du Québec	Manuel de référence de l'AAPPQ 2011	10,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	Survol annuel de la jurisprudence en droit administratif	50,00
Association du barreau canadien, division du Québec, L'	L'Affaire immobilière	50,00
Biddingo.com	Abonnement annuel 2011-2012, documentation électronique	262,50
Biddingo.com	Abonnement annuel 2011-2012, documentation électronique	262,50
Éditions Yvon Blais inc., Les	Éléments de légistique	103,40
GS1 US	Abonnement annuel pour l'accès au système de recherche d'informations informatisées de l'UNSPSC	350,00
Projet Management Institute	Abonnement 2011-2012	169,75
Société québécoise d'information juridique	Banque en ligne AZIMUT	108,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 23

Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun : clubs privés ou autres; billets de saison, loges; etc.		
SECTEUR :     Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Forrester Research	Service de courtage d'information, 2011-2012	64 960,00
Gartner Canada Co	CIO signature NA Government	89 400,00
Premium l'intelligence en affaires	Magazine Premium	39,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, le coût de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois. Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	63 067,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications.	La Direction des communications est responsable du contenu du site du Secrétariat du Conseil du trésor.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Trois fois, soit en 2001, 2004 et en 2009.  L'ensemble des modifications a été réalisé à l'interne pour 2001 et 2004.  Des frais de 63 067,00 \$ ont été engendrés pour les travaux effectués à l'externe en 2009.
Section du site Internet du SCT sur les négociations collectives [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negotiation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada)  Laflamme, Marilyn	66 844,00 \$	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications	La Direction des communications est responsable du contenu du microsite des négociations du Secrétariat du Conseil du trésor.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés lorsque des négociations sont en cours.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, le coût de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois. Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Portail Carrières de la fonction publique québécoise [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc. Centre de services partagés du Québec	93 278,50 \$  (Incluant la construction du site et la création d'une infolettre pour informer les abonnés des nouveaux emplois offerts)	L'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications et le Centre de services partagés du Québec.	Le Centre de services partagés du Québec, la Direction des communications et le Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique sont responsables du contenu de ce site.	Des modifications hebdomadaires sont apportées aux emplois offerts. Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins. L'envoi d'une infolettre est fait chaque semaine à plus 86 000 personnes inscrites.	Aucune fois
Portail Infrastructure [www.infrastructures.gouv.qc.ca]	BRAD Centre de services partagés du Québec	En 2009-2010  67 578,50 \$	Depuis février 2012, l'entretien et la mise à jour sont effectués par une ressource de la Direction des communications du Secrétariat à la communication gouvernementale	La Direction des communications du Secrétariat à la communication gouvernementale coordonne le contenu de ce site alimenté par les différents ministères.	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, le coût de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois. Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Site Web de la Stratégie de l'économie numérique du Québec [www.economienumerique.gouv.qc.ca]	Nurun	22 525,00 \$	L'entretien et la mise à jour seront effectués par une ressource de la Direction des communications	La Direction des communications et la Direction de la vision gouvernementale et des orientations stratégiques	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections seront apportés, selon les besoins.	Aucune fois
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Bleu Outremer	29 535,50 \$	3 325,00 \$	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Des modifications ponctuelles et des ajouts aux sections sont apportés, selon les besoins.	Aucune fois

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 24

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, le coût de construction du site, le coût de l'entretien et de la mise à jour, le responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mises à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
Extranet des marchés publics [www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca]	Le site a été réalisé à l'interne.	L'ensemble du site a été réalisé à l'interne.	L'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne.	La directrice de la formation sur les marchés publics	Du contenu est ajouté quotidiennement par les utilisateurs.  (Forum de discussion)	Une fois en 2006.  Le site a été déplacé de l'intranet gouvernemental vers l'Internet afin de permettre l'accès, en plus des ministères et organismes, au réseau de la santé et des services sociaux, et au réseau de l'éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 26

Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions

Il n'y a eu aucune tournée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 30

**Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004**

Les données 2011-2012 seront disponibles à partir des Comptes publics de cet exercice.

**CRÉDITS PÉRIMÉS**

- Chaque année, des crédits votés ne sont pas utilisés, certaines des dépenses prévues au Budget de dépenses étant moindre qu'anticipées ou ne se réalisant pas en cours d'exercice. Par exemple, des postes d'effectif deviennent vacants, des projets se réalisant moins vite que prévu, etc.
- Les crédits périmés se sont élevés en moyenne à plus de 307 M\$ au cours des trois dernières années. Pour l'année financière 2010-2011, cette moyenne exclut des crédits périmés de l'ordre de 1,9 G\$ au ministère des Transports en raison de la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) dont les activités ont débuté le 1<sup>er</sup> avril 2010.

**GEL DE CRÉDITS**

- En vertu de l'article 53 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), le Conseil du trésor peut décréter la suspension, pour toute période qu'il fixe, du droit d'engager tout crédit ou partie du crédit (gel de crédits). Le Conseil du trésor s'est prévalu de cette disposition de façon plus particulière à compter de l'exercice 2005-2006 en donnant aux ministères des cibles d'économies, dégageant ainsi des marges de manœuvre pour éduire l'impact financier des dépassements anticipés au sein de certains portefeuilles.
- Au cours des trois dernières années, les crédits faisant l'objet d'un gel se sont élevés en moyenne à plus de 130 M\$ au terme de l'année financière. Pour l'année financière 2011-2012, les crédits faisant l'objet d'un gel devraient se situer à un niveau comparable à 2010-2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 30

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004 (En milliers de dollars)		
	Crédits périmés <sup>1</sup> en 2010-2011	Gels de crédits <sup>1 et 2</sup> en 2010-2011
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	31 329,6	11 048,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	17 291,9	6 884,8
Assemblée nationale	-	-
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 142,8	-
Conseil exécutif	32 742,9	14 592,9
Culture, Communications et Condition féminine	5 572,2	4 975,8
Développement durable, Environnement et Parcs	71,8	71,8
Développement économique, Innovation et Exportation	251 050,8	120 183,0
Éducation, Loisir et Sport	-	-
Emploi et Solidarité sociale	6 038,2	4 797,9
Famille et Aînés	286,6	76,3
Finances	18 707,3	4 897,1
Immigration et Communautés culturelles	6 521,6	3 634,2
Justice	0,6	-
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	184,1	-
Relations internationales	70,3	70,2
Ressources naturelles et Faune	0,7	-
Revenu	5 199,3	5 049,8
Santé et Services sociaux	0,1	-
Sécurité publique	201,3	200,0
Services gouvernementaux	9 425,7	2 776,7
Tourisme	8 065,8	8 065,8
Transports	1 939 992,4	41 093,6
Travail	1 970,4	710,2
Total	2 336 866,4	229 128,4

<sup>1</sup> Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics 2010-2011.

<sup>2</sup> Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés pour l'exercice.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 30

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004 (En milliers de dollars)		
HISTORIQUE <sup>1</sup> DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET SUSPENDUS (En milliers de dollars)		
	Crédits périmés	Gels de crédits <sup>3</sup>
2004-2005	346 117	1 653
2005-2006	238 029	196 686
2006-2007	191 234	59 992
2007-2008	157 984	62 762
2008-2009	131 982	62 333
2009-2010	394 063	101 531
2010-2011	2 336 866	229 128
2011-2012 <sup>2</sup>	n.d.	n.d.

<sup>1</sup> Correspondant aux données établies à partir des Comptes publics de chaque exercice financier.  
<sup>2</sup> Données qui seront disponibles à partir des comptes publics de l'exercice 2011-2012.  
<sup>3</sup> Les crédits faisant l'objet d'un gel sont inclus dans les crédits périmés pour l'exercice.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 31

Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 32

**Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013**

Tous les ministères et organismes budgétaires ont établi leur dépense de fonctionnement de nature administrative de laquelle a été appliquée une réduction de 4 % pour l'exercice 2011-2012. Les organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que ceux de l'éducation ont soumis à leur ministre respectif un plan de réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative.

- En incluant la réduction de 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements, des économies de 47,6 M\$ ont été générées en 2011-2012 par les ministères, les organismes budgétaires et les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

À l'exception de l'Agence métropolitaine des transports, tous les organismes autres que budgétaires ont déposé au gouvernement leur plan de réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative. En ce qui concerne la politique d'Hydro-Québec, elle sera adoptée par le conseil des ministres au cours des prochaines semaines (prévue le 4 avril 2012).

- Pour les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux un total de 71,2 M\$ a été identifié en 2013-2014 et 68,4 M\$ a été réalisé en 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013		
RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE NATURE ADMINISTRATIVE - MO BUDGÉTAIRES		
(En milliers de dollars)		
	Économies cumulatives 2011-2012	Économies attendues en 2013-2014
<b>Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>	1 021,0	1 458,6
Commission municipale du Québec	24,1	28,3
Régie du logement	202,4	289,1
	1 247,5	1 776,0
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>	1 627,7	1 754,5
Commission de protection du territoire agricole	57,8	82,6
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	75,9	108,4
	1 761,4	1 945,5
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>	2 666,5	3 879,2
Commission de la fonction publique	20,6	29,4
	2 687,1	3 908,6
<b>Conseil exécutif</b>	5 333,1	5 663,0
Commission d'accès à l'information	43,2	61,8
Conseil permanent de la jeunesse	8,1	9,2
	5 384,4	5 734,0
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>	924,5	1 320,7
Commission des biens culturels du Québec	13,1	18,7
Conseil du statut de la femme	59,9	85,6
Conseil supérieur de la langue française	37,6	53,7
Office québécois de la langue française	155,6	222,3
Secrétariat à la politique linguistique	14,2	20,3
	1 204,9	1 721,3
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>	1 418,2	1 858,6
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	24,6	35,1
	1 442,8	1 893,7
<b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>	1 216,3	1 943,3
Conseil de la science et de la technologie	23,9	34,2
	1 240,2	1 977,5
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>	3 166,4	4 523,4
Conseil supérieur de l'éducation	51,3	55,8
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	49,0	58,9
Commission consultative de l'enseignement privé	2,3	3,2
	3 269,0	4 641,3
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>	5 381,4	7 687,7
<b>Famille et Aînés</b> (incluant le Conseil de la famille et de l'enfance et le Conseil des aînés)	916,5	1 309,3
Curateur public	443,2	595,9
	1 359,7	1 905,2
<b>Finances</b>	2 007,7	4 701,1
<b>Immigration et Communautés culturelles</b>	994,4	1 420,6
Conseil des relations interculturelles	11,0	15,7
	1 005,4	1 436,3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013		
<b>Justice</b>	1 698,2	1 883,9
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	124,0	177,1
Office de la protection du consommateur	62,9	89,8
Conseil de la magistrature	0,0	0,0
Conseil de la justice administrative	11,9	17,0
Comité sur la rémunération des juges	0,0	0,0
Directeur des poursuites criminelles et pénales	795,7	1 136,7
	2 692,7	3 304,5
<b>Relations internationales</b>	887,7	1 268,2
<b>Ressources naturelles et Faune</b>	2 854,2	4 077,4
<b>Santé et Services sociaux</b>	2 995,7	4 279,6
Office des personnes handicapées du Québec	136,8	195,4
Organismes-conseils	314,8	449,8
	3 447,3	4 924,8
<b>Sécurité publique</b>	1 633,1	2 333,0
Régie des alcools, des courses et des jeux	44,1	63,0
Commission québécoise des libérations conditionnelles	69,4	99,2
Bureau du coroner	42,0	60,0
Commissaire à la déontologie policière	16,7	23,9
Comité de déontologie policière	5,7	8,1
Sûreté du Québec	5 339,3	7 627,6
	7 150,3	10 214,8
<b>Transports</b>	1 997,2	4 993,1
Commission des transports du Québec	85,0	212,6
	2 082,2	5 205,7
<b>Travail (incluant le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre)</b>	286,7	409,6
Commission de l'équité salariale	208,8	213,0
Conseil des services essentiels	24,4	34,9
	519,9	657,5
<b>TOTAL</b>	<b>47 625,8</b>	<b>68 981,1</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013			
RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX			
(En milliers de dollars)			
Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies totales réalisées 2011-2012	Économies totales identifiées 2013-2014
<b>Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>			
Fonds de développement régional	-	-	-
Société d'habitation du Québec	205,8	918,4	1 617,9
Société québécoise d'assainissement des eaux	-	-	-
	<b>205,8</b>	<b>918,4</b>	<b>1 617,9</b>
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>			
La Financière agricole du Québec	162,8	896,8	1 178,5
	<b>162,8</b>	<b>896,8</b>	<b>1 178,5</b>
<b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>			
Centre de services partagés du Québec	386,7	4 423,7	8 890,9
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	465,4	4 856,3	1 930,9
Fonds relatif à certains sinistres	-	-	-
Infrastructure Québec	21,4	171,7	272,7
Services Québec	196,8	3 706,9	3 828,7
Société immobilière du Québec	56,4	(1 073,9)	2 071,5
	<b>1 126,7</b>	<b>12 084,7</b>	<b>16 994,7</b>
<b>Conseil exécutif</b>			
Centre de la francophonie des Amériques	52,5	(358,9)	140,6
	<b>52,5</b>	<b>(358,9)</b>	<b>140,6</b>
<b>Culture, Communications et Condition féminine</b>			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	120,1	2 275,6	1 398,0
Conseil des arts et des lettres du Québec	127,6	336,7	194,1
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	117,5	(578,0)	183,7
Fonds du patrimoine culturel québécois	-	-	-
Musée d'Art contemporain de Montréal	30,9	191,1	214,8
Musée de la Civilisation	4,5	198,6	125,6
Musée national des beaux-arts du Québec	47,6	(138,2)	166,3
Régie du cinéma	201,2	439,0	258,5
Société de développement des entreprises culturelles	39,9	325,8	202,8
Société de la Place des Arts de Montréal	32,3	181,3	218,4
Société de télédiffusion du Québec	90,9	1 176,7	1 128,6
Société du Grand Théâtre de Québec	38,5	339,9	223,3
	<b>851,0</b>	<b>4 748,5</b>	<b>4 314,1</b>
<b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>			
Fonds vert	140,1	810,7	1 333,0
Société des établissements de plein air du Québec	303,6	2 357,1	1 595,5
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	-	-	-
Société québécoise de récupération et de recyclage	-	1 180,7	304,0
	<b>443,7</b>	<b>4 348,5</b>	<b>3 232,5</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013			
RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX			
(En milliers de dollars)			
Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies totales réalisées 2011-2012	Économies totales identifiées 2013-2014
<b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>			
Centre de recherche industrielle du Québec	170,6	699,5	1 071,0
Commission de la capitale nationale du Québec	63,4	152,0	216,9
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	69,0	506,2	223,9
Fonds de recherche du Québec - Santé	35,5	307,6	223,4
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	190,5	303,3	235,8
Fonds du développement économique	-	-	-
Investissement Québec	-	-	413,4
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	-	-	-
Société générale de financement du Québec	-	-	713,0
	529,0	1 968,6	3 097,4
<b>Éducation, Loisir et Sport</b>			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	-	-	16,0
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	-	-	-
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	44,8	145,8	253,5
Institut national des mines	-	-	-
	44,8	145,8	269,5
<b>Emploi et Solidarité sociale</b>			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	51,2	25,5	126,2
Fonds de développement du marché du travail	143,8	4 460,8	1 042,6
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère	-	-	-
Fonds des technologies de l'information du MESS	-	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	1,2	8,6	16,4
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	124,0	191,4	116,4
Régie des rentes du Québec	211,0	1 294,0	581,2
	531,2	5 980,3	1 882,8
<b>Famille et Aînés</b>			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	-	-	-
	-	-	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013			
RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX			
(En milliers de dollars)			
Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies totales réalisées 2011-2012	Économies totales identifiées 2013-2014
<b>Finances</b>			
Autorité des marchés financiers	991,0	1 200,3	3 420,5
Financement-Québec	0,9	364,2	65,4
Fonds de financement	3,2	259,9	75,7
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	3,8	38,0	55,5
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	-	-
Institut de la statistique du Québec	97,0	590,0	732,3
Loto-Québec	-	-	-
Société de financement des infrastructures locales du Québec	1,2	117,9	95,5
Société des alcools du Québec	-	-	-
	<b>1 097,1</b>	<b>2 570,3</b>	<b>4 444,9</b>
<b>Justice</b>			
Commission des services juridiques	6,9	484,8	422,7
Fonds d'aide aux recours collectifs	1,0	67,0	12,4
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	520,6	714,7	171,1
Fonds des registres du ministère de la Justice	317,5	349,2	446,0
Fonds du Tribunal administratif du Québec	85,0	268,7	244,9
Office des professions du Québec	5,3	149,2	250,9
Société québécoise d'information juridique	82,8	408,4	418,5
	<b>1 019,1</b>	<b>2 442,0</b>	<b>1 966,5</b>
<b>Relations internationales</b>			
Office Québec-Monde pour la jeunesse	-	-	-
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	-	67,4	59,0
	<b>-</b>	<b>67,4</b>	<b>59,0</b>
<b>Ressources naturelles et Faune</b>			
Fondation de la faune du Québec	3,9	111,3	64,3
Fonds des ressources naturelles - Volet Énergétique	1 411,4	(1 069,1)	1 167,0
Fonds des ressources naturelles - Volet Forestier	496,0	1 075,3	1 411,0
Fonds des ressources naturelles - Volet Minier	-	-	-
Fonds d'information sur le territoire	246,4	249,1	826,5
Hydro-Québec	-	-	-
Régie de l'énergie	69,6	205,9	431,8
Société de développement de la Baie-James	65,3	(118,9)	179,2
Société nationale de l'amiante	-	-	-
	<b>2 292,6</b>	<b>453,6</b>	<b>4 079,8</b>
<b>Revenu</b>			
Agence du revenu du Québec	561,3	6 789,0	800,1
	<b>561,3</b>	<b>6 789,0</b>	<b>800,1</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 32

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013			
RÉSULTATS DES POLITIQUES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE NATURE ADMINISTRATIVE DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX			
(En milliers de dollars)			
Ministères / Organismes / Fonds spéciaux (MOF)	25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacements	Économies totales réalisées 2011-2012	Économies totales identifiées 2013-2014
<b>Santé et Services sociaux</b>			
Corporation d'urgences-santé	37,7	472,8	598,1
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	-	-	-
Fonds de l'assurance médicaments	-	-	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
Héma-Québec	-	-	-
Institut national de santé publique du Québec	199,9	566,0	886,7
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	-	-	-
Régie de l'assurance maladie du Québec	507,8	3 492,0	6 043,6
	<b>745,4</b>	<b>4 530,8</b>	<b>7 528,4</b>
<b>Sécurité publique</b>			
École nationale de police du Québec	53,8	416,8	774,0
École nationale des pompiers du Québec	11,1	(67,4)	55,4
Fonds des services de police	-	-	-
	<b>64,9</b>	<b>349,4</b>	<b>829,4</b>
<b>Tourisme</b>			
Fonds de partenariat touristique	1 620,0	1 612,5	1 126,6
Régie des installations olympiques	84,3	1 303,8	635,7
Société du Centre des congrès de Québec	16,5	123,0	250,7
Société du Palais des congrès de Montréal	2,9	984,5	528,2
	<b>1 723,7</b>	<b>4 023,8</b>	<b>2 541,2</b>
<b>Transports</b>			
Agence métropolitaine de transport	-	-	1 300,0
Société des Traversiers du Québec	454,6	881,5	628,8
Fonds de la sécurité routière	-	444,9	27,3
Fonds des réseaux de transport terrestre	-	-	2 509,3
Société de l'assurance automobile du Québec	3 364,7	8 012,7	4 554,0
Fonds de gestion de l'équipement roulant	211,9	1 307,4	335,5
	<b>4 031,2</b>	<b>10 646,5</b>	<b>9 354,9</b>
<b>Travail</b>			
Commission des normes du travail	263,4	1 194,3	2 084,6
Régie du bâtiment du Québec	210,3	(605,2)	2 321,6
Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 000,0	3 700,0	1 170,0
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	214,7	967,9	853,4
Fonds de la Commission des relations du travail	48,8	576,3	400,1
	<b>2 737,2</b>	<b>5 833,3</b>	<b>6 829,8</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>18 220,0</b>	<b>68 438,8</b>	<b>71 162,0</b>
<sup>1</sup> Selon une évaluation du SCT compte tenu que l'Agence métropolitaine de transport n'a pas encore déposé sa politique de réduction.			



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 33

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer la façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme

Il n'a eu aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.

Il n'y a eu aucune prévision de transfert du gouvernement fédéral pour les exercices 2012-2013, 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 34

Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées

Il n'y a aucune entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis

	Montant déboursé en 2011-2012
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel)	180 302,15 \$
Bonus (bonis pour les CGRH)	85 631,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat

	MONTANT
TOTAL	55 472,06 \$

## DEMANDES PARTICULIÈRES

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

## Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers
1	Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser : <ul style="list-style-type: none"><li>– le mandat,</li><li>– les membres,</li><li>– le budget,</li><li>– le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats.</li></ul>
3	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2011-2012, indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>– la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration,</li><li>– la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération,</li><li>– la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv,</li><li>– leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.</li></ul>
4	Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
5	Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
6	Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2011-2012 et comparaison avec les quatre années précédentes.
7	Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2010-2011 et pour 2011-2012.
8	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2011-2012.
9	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : <ul style="list-style-type: none"><li>– le nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents,</li><li>– la liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre,</li><li>– les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation,</li><li>– la liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.</li></ul>
10	Ventilation détaillée des effectifs temporaires dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2005.
11	Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence par année depuis 2004.
12	Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012.
13	Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.
14	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.
15	Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : <ul style="list-style-type: none"><li>– le nombre d'employés ayant obtenu en 2011-2012 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.</li></ul>
16	Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans.
17	Pour chacun des grands secteurs de l'État, état de la situation et avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

#	Demandes de renseignements particuliers
18	À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?
19	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière.
20	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2011-2012.
21	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État.
22	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.
23	Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information : – la date d'entrée en fonction.
24	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2011-2012.
25	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor en 2011-2012 en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
26	Liste des organismes ayant soumis en 2011-2012 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la <i>Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i> .
27	Initiatives mises en place en 2011-2012 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies) : – les sommes dépensées pour chacune des initiatives et prévisions pour 2012-2013.
28	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer : – le lieu, – le coût, – la ou les dates de participation, – le nombre de participants, – le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert, – son nom.
29	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).
30	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique et leur équivalent des autres provinces.
31	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser : – le mandat, – les membres, – le budget, – les résultats.
32	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.
33	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2011-2012 avec, pour chacun de ces concours : – le nombre de postes offerts, – le nombre de postulants, – la date, – la nature réservée ou non, – le taux de réussite, – la répartition par région administrative, – la date de la publication des résultats.

#	Demandes de renseignements particuliers
34	Pour chacun des concours précédemment mentionné : <ul style="list-style-type: none"><li>– le nombre de postulants issus des communautés culturelles,</li><li>– le nombre de personnes handicapées,</li><li>– le nombre d'anglophones,</li><li>– le nombre d'autochtones,</li><li>– le nombre de jeunes de moins de 35 ans.</li></ul>
35	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 1

Indiquez la somme dépensée en 2011-2012 (et prévisions pour 2012-2013) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	Dépenses 2011-2012	Prévisions dépenses 2012-2013
Logiciels	637 325,03 \$	526 394,81 \$
Matériels	587 960,01 \$	666 270,98 \$
Télécommunications	527 130,96 \$	430 078,69 \$
Services professionnels		
- Rémunération interne	4 389 592,29 \$	3 595 433,83 \$
- Contrats externes	991 769,46 \$	990 857,05 \$
- CSPQ	1 501 988,63 \$	443 268,50 \$
TOTAL	8 635 766,37 \$	6 652 303,86 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel du développement durable	Assurer la coordination, l'harmonisation, la cohésion et la concertation pour la préparation et la mise en œuvre : - de la stratégie de développement durable, - d'indicateurs de développement durable, - de bilans, - de plans d'action et d'intervention, - de suivis.  Favoriser les échanges, la transmission d'informations et la promotion du développement durable.	Sous-ministre adjoint ou équivalent de chacun des 22 ministères.  La présidence est assumée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Aucun	Mise en œuvre concertée de la stratégie gouvernementale de développement durable dans plus de 130 ministères et organismes gouvernementaux.
Comité interministériel sur les changements climatiques	Le comité interministériel sur les changements climatiques doit identifier et coordonner les mécanismes efficaces qui permettront d'atteindre le double objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en assurant la prospérité économique du Québec.	- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs - Ministère des Relations internationales - Ministère des Ressources naturelles et de la Faune - Ministère des Transports - Ministère de la Santé et des Services sociaux - Secrétariat du Conseil du trésor - Ministère du Développement économique de l'Innovation et de l'Exportation - Société immobilière du Québec - Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport	Aucun	Mise en œuvre concertée du plan d'action sur les changements climatiques 2006-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de pilotage du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020	Assurer la cohérence des mesures proposées par les différents sous-comités sectoriels.  Présenter un ensemble de mesures qui permettra l'atteinte de la cible 2020 soit une réduction de 20 % des émissions québécoises de gaz à effet sous les niveaux de 1990.	Présidents des 12 sous-comités sectoriels, sous la présidence du sous-ministre adjoint des changements climatiques, de l'air et de l'eau au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.	Aucun	Élaboration concertée du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.
Sous-comités sur l'exemplarité de l'état en matière de lutte aux changements climatiques	Identifier, analyser et recommander les mesures ambitieuses, innovatrices et réalistes visant les opérations de l'État et qui sauront inspirer la société québécoise en lui montrant la voie à suivre en matière de réduction des émissions de gaz à effet dans la construction, la rénovation et la gestion des bâtiments, la gestion des parcs automobiles et des déplacements des employés ainsi que dans le domaine des achats et de la gestion des matières résiduelles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Agence de l'efficacité énergétique</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère des Transports du Québec</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Société immobilière du Québec</li> </ul> <p>Sous la présidence des représentants du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.</p>	Aucun	Recommandation de mesures exemplaires en matière de réduction des gaz à effet de serre émis par les activités gouvernementales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation sur les pratiques d'acquisition responsable	Développer un espace de concertation permettant d'arrimer les actions des principaux ministères et organismes qui contribuent au développement et à l'application de pratiques d'acquisition écoresponsable en regard des objectifs poursuivis par la Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable en matière de production et de consommation responsables (orientation 3 de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Société immobilière du Québec</li> <li>- Recyc-Québec</li> <li>- Société des alcools du Québec</li> <li>- Loto-Québec</li> <li>- Hydro-Québec, sous la présidence du directeur du bureau de coordination du développement durable au ministère du Développement durable; de l'Environnement et des Parcs</li> </ul>	Aucun	Guide sur l'élaboration d'une politique d'achat.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de travail sur le budget sensible au genre	<p>Explorer les différentes approches du budget sensible au genre.</p> <p>Proposer une approche expérimentale de la budgétisation sensible au Québec.</p> <p>Mettre en œuvre un projet pilote et faire des recommandations pour les suites de l'intégration du budget sensible au genre au Québec.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat à la condition féminine</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère des finances</li> </ul>	Aucun	
Comité de révision de la Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information et des communications	<p>Proposer des pistes permettant d'appuyer l'Office québécois de la langue française dans sa cueillette d'information auprès des ministères et des organismes.</p> <p>Procéder à l'analyse et à la révision du questionnaire annuel de cueillette d'information.</p> <p>Dresser un portrait (coûts, bénéfices, disponibilité, etc.) de la situation concernant l'acquisition de logiciels au gouvernement du Québec (version anglaise et version française).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Office québécois de la langue française</li> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> </ul>	Aucun	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Fournir aux jeunes employés de l'État un lieu commun d'échange et de réflexion sans aucune affiliation politique ou corporatiste.	<p>Le Forum des jeunes de la fonction publique québécoise est dirigé par un conseil d'administration bénévole, lequel est formé de membres provenant de onze M/O différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Sûreté du Québec</li> <li>- Commission de la fonction publique</li> <li>- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Ministère du Conseil exécutif -SAJ</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Commission de la santé et de la sécurité du travail</li> <li>- Sûreté du Québec</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Compte près de 3 500 membres de 35 ans ou moins de tous les M/O dont le personnel est nommé suivant la Loi sur la fonction publique.</li> </ul>	Aucun	<p>Les rencontres du conseil d'administration et celles du comité exécutif se font à une fréquence mensuelle, en alternance.</p> <p>Des activités sont organisées tout au long de l'année.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Jeunes explorateurs d'un jour	<p>Jeunes Explorateurs d'un jour est un service clé en main permettant aux élèves de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire et de niveau collégial d'explorer un métier ou une profession qui les intéresse.</p> <p>Cette opportunité est offerte aux jeunes pour leur permettre d'en savoir davantage sur les perspectives d'emplois, l'environnement dans lequel ils seraient susceptibles de travailler et les tâches qu'accomplissent les professionnels.</p> <p>Depuis 2005, Jeunes Explorateurs offre aux élèves la possibilité d'explorer les différents paliers gouvernementaux (fédéral, provincial, municipal, les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation, les organismes parapublics). Il permet également d'aider les jeunes à faire une réflexion sur leur choix scolaire et professionnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère du Conseil exécutif -SAJ</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- École nationale d'administration publique</li> <li>- Institut d'administration publique de Québec</li> <li>- La Capitale</li> <li>- Ordre des conseillères et conseillers d'orientation du Québec</li> </ul>	Aucun	<p>Les rencontres du conseil d'administration ont lieu environ une fois aux trois mois.</p> <p>Pour l'édition 2011 de la journée de stages, 2 042 stages ont été organisés avec 981 parrains et marraines dans 208 métiers ou professions différents.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des responsables de la vérification interne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser une gestion efficace dans les ministères et organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne.</li> <li>- Viser également à renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle.</li> <li>- Soumettre aux organismes centraux du gouvernement, particulièrement lors de consultations, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.</li> <li>- Encourager le partage des meilleures pratiques dans le domaine de la vérification interne (sondage, appel à tous, table ronde, etc.).</li> <li>- Partager tout autre sujet d'intérêt pour les membres.</li> </ul>	<p>Le Forum des responsables de la vérification interne est constitué des responsables (cadres ou professionnels) de la vérification interne qui travaillent au sein des ministères et des organismes du gouvernement du Québec ainsi que d'autres secteurs de l'administration publique au Québec.</p> <p>Les membres peuvent avoir divers statuts (réguliers, associés et invités).</p> <p>Sont membres du Forum des responsables de la vérification interne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 ministères</li> <li>- 25 organismes assujettis à la Loi sur la fonction publique</li> <li>- 16 organismes non assujettis à la Loi sur la fonction publique</li> <li>- 4 organismes paragouvernementaux</li> </ul>	Aucun	<p>Cinq rencontres regroupant les membres du Forum des responsables de la vérification interne ont eu lieu au cours de l'exercice :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 6 février 2012, deux conférences sur:                             <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La Loi et la politique-cadre sur la gouvernance et la gestion des RI,</li> <li>▪ La reddition de comptes et la vérification en gestion contractuelle.</li> </ul> </li> <li>- Le 8 décembre 2011, une conférence sur l'éthique.</li> <li>- Le 6 juin 2011, une assemblée annuelle et une conférence sur les technologies de l'information.</li> <li>- Le 24 mai 2011, une table ronde sur les rapports annuels de gestion.</li> <li>- Le 18 avril 2011, une présentation du nouveau cadre de concertation en administration.</li> </ul> <p>Le président du Forum des responsables de la vérification interne a, de plus, pris part à la rencontre annuelle du Secrétariat du Conseil du trésor avec les présidents des six regroupements de gestionnaires en ressources qui s'est tenue le 25 janvier 2012.</p>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme	<p>Favoriser le développement et la promotion de la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec.</p> <p>Pour ce faire, le Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme s'est fixé comme objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'instaurer un réseau de partage des expertises et des expériences en évaluation de programme entre les ministères et organismes.</li> <li>- De jouer un rôle de représentation et de conseil auprès des organismes centraux.</li> <li>- De promouvoir la fonction d'évaluation de programme et d'organiser des forums d'échanges.</li> <li>- De soutenir les dirigeants des ministères et organismes du gouvernement du Québec dans l'implantation des fonctions de suivi de gestion et d'évaluation de programme (programmes, stratégies, interventions, politiques, services, projets et activités).</li> </ul>	<p>Le Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme regroupe les personnes qui assument la responsabilité d'implanter la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et les organismes du gouvernement du Québec et d'en diriger ou coordonner les activités.</p> <p>Le groupe compte 34 membres provenant de 15 ministères et de 16 organismes.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune ont sur le Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme, chacun deux membres.</p> <p>Le groupe compte aussi un membre honoraire.</p> <p>Voici la liste des ministères et organismes faisant partie du Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Secrétariat du conseil du trésor</li> <li>- Ministère du développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Ministère des Transports</li> </ul>	<p>Le budget de fonctionnement de l'organisation provient principalement de ses membres (200 \$/an par membre).</p>	<p>Pour les membres du Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme et la communauté des évaluateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 6 avril 2011, une séance de formation sur les outils Internet et les sondages en ligne.</li> <li>- Le 4 mai 2011, une table ronde sur l'évaluation des plans d'action gouvernementaux.</li> <li>- Le 18 novembre 2011, une présentation au Colloque de la Société québécoise d'évaluation de programme.</li> <li>- Le 25 novembre 2011, participation de M. Côté à la Journée d'échanges et de réflexion sur la Loi sur l'administration publique.</li> <li>- Le 2 février 2012, un après-midi d'échanges sur les défis et pratiques actuelles pour le recours aux évaluations dans les prises de décisions.</li> <li>- Prix d'excellence en évaluation de programme 2011.</li> </ul> <p>Pour le Secrétariat du Conseil du trésor :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plate-forme de consultation (commentaires sur le projet de questionnaire sur la fonction d'évaluation à l'automne 2011),</li> <li>- Collaborateur dans le cadre d'initiatives diverses (par exemple la consultation du 2 février 2012),</li> <li>- Réseau de contacts.</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère du Tourisme</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> <li>- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sports</li> <li>- Ministère de la Famille et des Aînés</li> <li>- Commission de la santé et de la sécurité du travail</li> <li>- Commission des normes du travail</li> <li>- Conseil de gestion de l'assurance parentale</li> </ul>		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Curateur public du Québec</li> <li>- Investissement Québec</li> <li>- Office des personnes handicapées du Québec</li> <li>- Office québécois de la langue française</li> <li>- Régie de l'assurance-maladie du Québec</li> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- Régie du bâtiment du Québec</li> <li>- Revenu Québec</li> <li>- Société de développement des entreprises culturelles</li> <li>- Société de l'assurance-automobile du Québec</li> <li>- Société d'habitation du Québec</li> <li>- Sûreté du Québec</li> <li>- Vérificateur général du Québec</li> </ul>		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Promouvoir et favoriser la consultation et la concertation soutenue des membres de réseaux préoccupés par la santé des personnes au travail et des organisations.	Membres de réseaux en santé des personnes au travail et des organisations dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité interministériel des responsables de programmes d'aide</li> <li>- Réseau des responsables en harcèlement et en violence au de travail</li> <li>- Table patronale de concertation en santé et sécurité du travail</li> </ul>	Aucun	Permettre aux représentants de chacun des réseaux de compter sur les avis et conseils de l'ensemble des membres issus de leur domaine respectif d'intervention.
Comité interministériel des responsables de programmes d'aide aux employés de la colline parlementaire	Réaliser des activités de prévention en santé mentale pour le personnel de la fonction publique de la colline parlementaire.	Responsables ministériels de programmes d'aide aux employés de la colline parlementaire (environ 15 personnes)	Aucun	Trois conférences-midi par année offertes aux employés de plusieurs MO. Vidéos de chacune disponibles à tous les employés.
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec	Privilégier la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.  Aviser à la demande des autorités gouvernementales ou de sa propre initiative sur toute question ayant un lien avec la gestion des personnes au sein de l'appareil gouvernemental.	Directrices et directeurs des ressources humaines du réseau des ministères et organismes du gouvernement du Québec	Aucun	Cinq rencontres, en 2011-2012, visant l'échange de pratiques efficaces en ressources humaines et l'information stratégique à partager.
Table de concertation sur la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre	Concertier les ministères et les organismes sur la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre.		Aucun	Une rencontre s'est tenue en février 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
G11 RH	Regroupement de onze gestionnaires de directions de ressources humaines agissant à titre de conseil sur la mise en œuvre de SGR – RH ainsi que sur la correction des écarts relatifs à l'implantation SGR2 , livraison 2.		Aucun	Cinq rencontres en 2011-2012.
Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail	Le réseau a pour mission de regrouper les responsables ministériels de la fonction publique québécoise ou de leurs représentants et de favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise, dans la gestion du dossier harcèlement et violence en milieu de travail.	Responsables ministériels en matière de harcèlement psychologique au sein des MO	Aucun	Trois rencontres en 2011-2012.
Table de concertation en recrutement et dotation	Concerter les ministères et organismes sur les opérations de recrutement à venir et les procédures de dotation.		Aucun	Deux rencontres durant l'année financière.
Réseau sur la réintégration au travail	Comité d'échange en matière d'intégration au travail.		Aucun	Six rencontres se sont tenues en 2011-2012.
Groupe d'échanges sur le développement des compétences des cadres	Partager les connaissances, les façons de faire, les réalisations, les projets, les préoccupations et les écueils en matière de développement des compétences des cadres.	CGRH responsables du développement des cadres dans les ministères et organismes	Aucun	Six rencontres en 2011-2012.
Réseau interministériel en développement organisationnel	Proposer un milieu d'entraide, de soutien et de partage des bonnes pratiques en développement organisationnel afin de favoriser : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une vision intégrée des actions en DO,</li> <li>- Le positionnement de la fonction DO à l'intérieur des organisations,</li> <li>- L'appropriation du rôle des conseillers,</li> <li>- Leur développement professionnel.</li> </ul>	Conseillers en développement organisationnel des ministères et organismes	Aucun	Quatre rencontres en 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
<p>Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne</p> <p>▪ Table de coordination interministérielle (sous-ministres)</p>	Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.	<p>Sous-ministres des ministères directement interpellés.</p> <p>Présidé par le sous-ministre du Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor est représenté par le secrétaire.</p>	Aucun	Une rencontre en juin 2011 a eu lieu avec le négociateur en chef du Québec qui a présenté l'évolution des négociations.
<p>▪ Table de coordination interministérielle (SMA)</p>	Assurer le suivi, la coordination et la mobilisation des ressources requises.	<p>Sous-ministres associés ou adjoints des ministères directement interpellés.</p> <p>Présidé par le sous-ministre adjoint du Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor est représenté par la secrétaire associée aux marchés publics.</p>	Aucun	
<p>▪ Équipe de soutien aux négociations</p>	<p>Identifier les enjeux de chacune des tables de négociations sectorielles et préparer la position du Québec.</p> <p>Répondre aux demandes du négociateur en chef du Québec et des négociateurs fédéraux et préparer tous les documents pertinents pour les soutenir dans les négociations.</p> <p>Participer aux négociations sectorielles.</p>	<p>Responsables des tables sectorielles de négociation et experts sectoriels.</p> <p>Le directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics est responsable de la table de négociations sur les marchés publics.</p>	Aucun	Il n'y a eu aucune rencontre des responsables des tables sectorielles.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
<p>Comité directeur et Comité de réalisation</p> <p>(Dans le cadre du mandat de l'Initiative de lutte contre la malversation et la corruption)</p>	<p>Le Comité directeur est responsable de définir les orientations.</p> <p>Le Comité de réalisation s'assure de la réalisation des travaux et des mandats confiés par le Comité directeur, dont celui de documenter les problématiques de malversation et de corruption pouvant impliquer des institutions publiques québécoises.</p>	<p>Les deux comités sont présidés par le ministère de la Sécurité publique.</p> <p>Le comité directeur est formé par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission de la construction du Québec</li> <li>- Directeur des poursuites criminelles et pénales</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Ministère des Finances</li> <li>- Ministère des Transports</li> <li>- Ministère du Travail</li> <li>- Régie du bâtiment du Québec</li> <li>- Revenu Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Sûreté du Québec</li> </ul> <p>Les membres du Comité de réalisation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chaque membre du comité directeur y a un représentant (sauf le ministère des Finances)</li> <li>- S'ajoute le Bureau de la concurrence du Canada</li> </ul>	Aucun	<p>Ces deux comités se sont respectivement réunis pour la dernière fois les 14 avril 2010 et 5 octobre 2010.</p> <p>À la lumière des travaux effectués par ces comités, le ministère de la Sécurité publique a choisi de s'orienter vers le concept d'Unité permanente anticorruption créée en 2011.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité permanent des infrastructures (COPI) concernant l'octroi des contrats municipaux	<p>Recueillir des informations sur les bonnes pratiques utilisées par les organismes municipaux quant à l'adjudication de leurs contrats, compilées dans des recueils, des inventaires ou des guides et partager cette information auprès de l'ensemble des organismes.</p> <p>Assurer un suivi des recommandations et pistes de réflexion du rapport du Groupe-conseil Coulombe qui n'ont pas été prises en compte dans la préparation du projet de loi omnibus.</p> <p>Définir et mettre au point des mesures d'accompagnement pour les municipalités afin qu'elles s'acquittent adéquatement de leurs obligations en matière de contrats.</p> <p>Définir les besoins du gouvernement et des municipalités en matière d'information sur les contrats des organismes municipaux (prix, durée, coût final, etc.).</p> <p>Définir les outils pour recueillir, compiler, traiter et diffuser ces informations aux clientèles cibles.</p>	<p>Sous la présidence du ministère du des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Union des municipalités du Québec</li> <li>- Ville de Québec</li> <li>- Ville de Montréal</li> <li>- Fédération québécoise des municipalités</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> </ul>	Aucun	<p>Au cours de l'année 2011-2012, le Comité s'est réuni à 8 reprises et a préparé des états de situation ou des recommandations sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Visite des lieux,</li> <li>- Mode d'adjudication de contrat de services professionnels,</li> <li>- Règle de non-négociation avec le plus bas soumissionnaire,</li> <li>- Refus de la soumission d'un soumissionnaire indésirable,</li> <li>- Évaluation du rendement d'une entreprise</li> <li>- Conformité administrative,</li> <li>- Rôle du BSDQ,</li> <li>- Rémunération des services professionnels.</li> </ul>
Comité des représentants gouvernementaux sur la stratégie d'utilisation du bois	<p>Informier et sensibiliser les ministères et les organismes gouvernementaux qui ont un rôle dans la détermination des orientations concernant l'expression des besoins en immobilisations en bâtiment.</p>	<p>Direction du développement de l'industrie et des produits forestiers du Ministère des Ressources naturelles et de la Faune et représentants désignés des ministères et organismes gouvernementaux interpellés.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor est représenté par le directeur de la tarification et des accords sur les marchés publics.</p>	Aucun	<p>Selon le Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (M. Richard Gauvin, chef du Service des études économiques et commerciales de la Direction du développement de l'industrie et des produits forestiers), ce comité n'existe plus.</p>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel – achat public auprès des entreprises collectives	Le mandat du comité est d'élaborer des initiatives stratégiques pour le développement de l'achat public auprès des entreprises collectives.	<p>Sous la présidence du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, les autres organismes publics participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> </ul>	Aucun	<p>Les initiatives stratégiques « L'Économie sociale : j'achète, Initiatives pour développer l'achat public auprès des entreprises collectives » ont été lancées en juin 2011.</p> <p>Il n'y a eu aucune rencontre de ce comité en 2011-2012.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics	<p>Le mandat du Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle.</p> <p>Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.</p>	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association Québécoise de la Logistique et de l'Approvisionnement du Secteur de la Santé</li> <li>- Centre collégial des services regroupés</li> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec</li> <li>- Conseil du Patronat du Québec</li> <li>- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante</li> <li>- Fédération des chambres de commerce du Québec</li> <li>- Fédération des commissions scolaires du Québec</li> <li>- Forum des gestionnaires en ressources matérielles</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> </ul>	Aucun	<p>Le mandat du Forum d'échanges sur les contrats d'approvisionnement et de services des organismes publics est de contribuer à l'optimisation des processus d'acquisition et de gestion contractuelle.</p> <p>Cela vise notamment à bonifier les textes réglementaires et les outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises qui contractent avec eux.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Regroupement d'achats dans le domaine de la Santé</li> <li>- Regroupement des partenaires du gouvernement en technologie de l'information</li> <li>- Réseau ACTION TI, ancienne Fédération de l'informatique du Québec</li> </ul>		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum d'échanges sur les contrats des organismes publics dans le domaine de la construction	<p>Le mandat du Forum est de contribuer aux travaux visant à optimiser la gestion contractuelle à l'égard des contrats de services et de travaux de construction.</p> <p>Cela suppose notamment la bonification des textes réglementaires et des outils de gestion afin qu'ils répondent le mieux possible aux besoins des organismes publics et des entreprises.</p> <p>Le Forum est également appelé à discuter de la mise en œuvre et de l'application de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique.</p>	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association des Architectes en pratique privée du Québec</li> <li>- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec</li> <li>- Association de la construction du Québec</li> <li>- Association de consultants et laboratoires experts</li> <li>- Association des estimateurs et des économistes en construction du Québec</li> <li>- Association des ingénieurs-conseils du Québec</li> <li>- Association patronale des entreprises en construction du Québec</li> <li>- Association des propriétaires de machinerie lourde du Québec</li> <li>- Association québécoise des entrepreneurs en infrastructure</li> <li>- Commission de la construction du Québec</li> <li>- Corporation des entrepreneurs généraux du Québec</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> </ul>	Aucun	<p>Le Forum s'est réuni le 21 juin 2011.</p> <p>Les membres du Forum ont notamment discuté des sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projets de modifications réglementaires publiés à la Gazette officielle du Québec du 22 janvier 2011,</li> <li>- L'élargissement de l'attestation de Revenu Québec,</li> <li>- Les méthodes prévues pour déterminer la valeur d'un ordre de changement dans le Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics,</li> <li>- Loi concernant la lutte contre la corruption.</li> </ul> <p>La deuxième rencontre est prévue le 16 mars 2012.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Sous-comité sur l'exemplarité de l'État pour l'élaboration du plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020	Identifier, analyser et recommander des mesures visant les opérations de l'État qui sauront inspirer la société québécoise en lui montrant la voie à suivre en matière de réduction de GES dans la construction, la rénovation et la gestion des bâtiments, la gestion des parcs automobiles et des déplacements des employés ainsi que dans le domaine des achats.	<p>Sous la présidence du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du ministère des Services gouvernementaux, les participants à ce comité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Société immobilière du Québec</li> <li>- Ministère des Transports</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Agence de l'efficacité énergétique</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> </ul>	Aucun	<p>Au cours de l'année 2010-2011, le Comité s'est réuni à 7 reprises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Échanger sur les mesures proposées par les différents comités de travail-pour l'élaboration du plan d'action sur les changements climatiques.</li> <li>- Statuer sur les mesures à retenir.</li> <li>- Consulter les ministères et organismes concernés par les mesures proposées.</li> <li>- Ajuster les mesures retenues suite à la consultation.</li> </ul>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation pour la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics	<p>La table de concertation pour la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics a pour mandat dans le respect des spécificités de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De soutenir la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics et de ses règlements d'application en partageant une compréhension commune de leurs dispositions et en favorisant le succès de leur exécution auprès de l'ensemble des organismes visés.</li> <li>- De partager l'information quant aux exigences contenues dans les politiques de gestion contractuelle établies par chaque ministre responsable.</li> <li>- De contribuer aux travaux visant la cohérence des formules types de contrats et des documents standards édictés par chaque ministre responsable.</li> </ul>	<p>Sous la présidence du Secrétariat du Conseil du trésor, les ministères participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> </ul>	Aucun	<p>La Table s'est réunie à deux reprises en 2011-2012, le 10 juin et le 25 octobre 2011.</p> <p>Une trentaine d'actions à poser ont jusqu'à maintenant été répertoriées pour soutenir la mise en œuvre de la Loi sur les contrats des organismes publics. Une douzaine a été réalisée, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élargissement de l'Attestation de Revenu Québec,</li> <li>- la réalisation d'un guide pour protéger l'intégrité des contrats publics (Coffre à outils),</li> <li>- l'intégration de l'attestation relative à la probité du soumissionnaire dans les documents types d'appel d'offres édictés par le Secrétariat du Conseil du trésor,</li> <li>- l'ajout d'un chapitre sur la reddition de comptes dans la Loi sur les contrats des organismes publics.</li> </ul> <p>Plusieurs autres sont en cours de réalisation, dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'édiction du Règlement sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics et sur les mesures de surveillance et d'accompagnement,</li> <li>- la mise en œuvre des Actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption,</li> <li>- l'actualisation des règlements sur les contrats des organismes publics en approvisionnement, en services et en travaux de construction.</li> </ul>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables	Informier et former les ministères et les organismes publics sur les pratiques d'acquisitions écoresponsables.	<p>Sous la présidence du ministère du Développement durable et des Parcs Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, les autres organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec</li> <li>- Hydro-Québec</li> <li>- Loto-Québec</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Société de l'Assurance automobile du Québec</li> <li>- Société des Alcools du Québec</li> <li>- Société Immobilière du Québec</li> <li>- Recyc-Québec</li> <li>- Commission de la santé et de la sécurité du travail</li> </ul>	Aucun	<p>Une seule rencontre de travail a eu lieu durant l'année, portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de l'extranet du développement durable du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs,</li> <li>- Projet de guide pour la rédaction d'une politique d'acquisition écoresponsable,</li> <li>- Échanges sur les initiatives pour l'achat public auprès des entreprises collectives,</li> <li>- Poursuite des travaux d'analyse pour l'intégration d'exigences, de spécifications et/ou de critères en développement durable dans les documents d'appel d'offres et dans les contrats en approvisionnement des organismes publics,</li> <li>- Poursuite des échanges avec l'Espace de concertation pour des acquisitions responsables,</li> <li>- Poursuite des échanges sur les outils élaborés par les organismes publics,</li> <li>- Présentation de la certification sur les produits à contenus recyclés,</li> <li>- Utilisation de SAGIR pour la reddition de compte des MO pour les papiers et cartons recyclés.</li> </ul>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table d'interaction entre le FGRM et le SSMP	Répondre à un besoin réciproque du FGRM et du SSMP d'échanger sur des préoccupations communes qui interpellent les deux parties.	Présidé par la secrétaire associée aux marchés publics, les autres membres sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Directeur général des politiques de marchés publics</li> <li>- Directrice générale des services à la gestion contractuelle</li> <li>- Directrice de la formation sur les marchés publics</li> <li>- Directrice générale des acquisitions du Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Six membres du FGRM (directeurs ou chefs de service des ressources matérielles), d'organismes publics du réseau de l'administration gouvernementale</li> </ul>	Aucun	Deux rencontres ont eu lieu durant l'année (7 octobre-2011 et 23 mars 2012) portant sur les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Attestation de Revenu Québec et la dénonciation concernant la liste des sous-entrepreneurs (ARQ),</li> <li>- Registre des entreprises non admissibles,</li> <li>- Coffre à outils pour protéger l'intégrité des contrats publics,</li> <li>- Appel d'offres pour le renouvellement du nouveau système électronique d'appel d'offres,</li> <li>- Modifications réglementaires concernant les tarifs d'honoraires pour services professionnels,</li> <li>- Fiche virtuelle d'autorisation du dirigeant d'organisme.</li> </ul>
Comité de gouverne de SAGIR SGR2 et SGR3	Reddition de comptes aux autorités gouvernementales.  S'assurer de l'atteinte des objectifs du projet, du respect des coûts et des échéanciers.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Services Québec</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> </ul>	Aucun	Approbation de la structure du projet de SGR2-L2.  Approbation de la portée du projet.  Deux rencontres tenues : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 18 novembre 2011</li> <li>- 9 février 2012</li> </ul>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité directeur de SAGIR SGR2 et SGR3	<p>Le comité directeur agit à titre de gardien de la solution au nom de la communauté gouvernementale. À ce titre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Il assure le respect et la cohérence de la solution avec les stratégies et les politiques gouvernementales.</li> <li>- Il doit, notamment, approuver la portée, les orientations et les échéanciers en tenant compte du budget.</li> <li>- Il arbitre les enjeux majeurs et prend les décisions relatives aux éléments qui pourraient compromettre l'atteinte des objectifs du projet.</li> <li>- Il rend compte de manière exécutive au comité de gouverne sur l'ensemble des responsabilités qui lui incombent.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Commission de la santé et de la sécurité du travail</li> <li>- Régie de l'assurance maladie du Québec</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> <li>- Sûreté du Québec</li> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> </ul>	Aucun	<p>Suivis réguliers du projet.</p> <p>Trois rencontres tenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 29 novembre 2011</li> <li>- 12 janvier 2012</li> <li>- 23 février 2012</li> </ul>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table des conseillers en architecture d'entreprise	<p>Permettre aux ministères et aux organismes de contribuer à l'élaboration et/ou d'influencer les éléments structurants gouvernementaux tels que la vision cible en RI, la stratégie gouvernementale en RI et l'architecture d'entreprise.</p> <p>Améliorer la concertation entre les organismes centraux (ministère des Services gouvernementaux, Centre de services partagés du Québec et Services Québec) et les ministères et les organismes.</p> <p>Favoriser le partage des expertises et des connaissances pour améliorer et accélérer le déploiement du gouvernement en ligne.</p> <p>Identifier des opportunités de services communs et de projets structurants en vue d'accélérer la mise en œuvre du gouvernement en ligne.</p>	<p>Piloté par le Secrétariat du Conseil du trésor.</p> <p>La table est composée de représentants des ministères ou d'organismes qui sont désignés officiellement par leur sous-ministre ou dirigeant d'organisme.</p> <p>Les ministères et les organismes participants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission des normes du travail</li> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Commission de la santé et de la sécurité du travail</li> <li>- DEC</li> <li>- Directeur général des élections du Québec</li> <li>- Institut de la statistique du Québec</li> <li>- MAMR</li> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</li> <li>- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Ministère du Conseil exécutif</li> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> </ul>	Aucun	<p>Au fil des six rencontres régulières et des 6 rencontres en sous-groupes tenues en 2011-2012, les participants ont échangé et partagé des idées sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les faits saillants d'événements majeurs en TI (Lac Carling 2011 et le GTEC 2011),</li> <li>- le pilotage des processus d'affaires,</li> <li>- la banque de données des statistiques officielles sur le Québec,</li> <li>- la stratégie de l'économie numérique,</li> <li>- la vision de la contribution des RI aux objectifs prioritaires de l'État,</li> <li>- la stratégie sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles,</li> <li>- le logiciel libre au gouvernement du Québec,</li> <li>- l'architecture d'entreprise gouvernementale et les principes technologiques,</li> <li>- l'architecture d'entreprise ministérielle et l'architecture orientée services;</li> <li>- les bonnes pratiques en TIC vertes,</li> <li>- les profils de compétences pour les conseiller en architecture des applications et systèmes,</li> <li>- la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics,</li> <li>- les plateformes de collaboration, les médias sociaux et les applications mobiles.</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Ministère des Finances</li> <li>- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- MRQ</li> <li>- Ministère de la Sécurité publique</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère du Tourisme, Fonds de partenariat touristique</li> <li>- Ministère des Transports du Québec</li> <li>- Régie de l'assurance maladie du Québec</li> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- Société de l'assurance automobile du Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Services Québec</li> <li>- Sûreté du Québec</li> <li>- Tribunal administratif du Québec</li> </ul>		<p>De plus, plusieurs ministères et organismes ont profité de la table pour venir présenter les résultats de leurs travaux respectifs en ces matières, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- Institut de la statistique du Québec</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- ARQ</li> <li>- Commission des normes du travail</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table gouvernementale aux affaires territoriales	La Table gouvernementale aux affaires territoriales a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement visés par la Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01) et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	<p>La Table gouvernementale aux affaires territoriales a été mise en place en 2005 dans le cadre du suivi du protocole d'entente signé par le Premier ministre et les présidents des conférences régionales des élus.</p> <p>La Table gouvernementale aux affaires territoriales regroupe les sous-ministres adjoints ou associés de même que les vice-présidents responsables des opérations régionales des ministères et organismes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</li> <li>- Bureau de la Capitale Nationale</li> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> </ul>	Aucun	<p>Les membres se sont réunis à trois reprises en 2011-2012.</p> <p>Les travaux ont porté essentiellement sur la démarche gouvernementale pour assurer la vitalité des territoires.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Famille et des Aînés</li> <li>- MF</li> <li>- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- SAJ</li> <li>- SAA</li> <li>- Société d'habitation du Québec</li> <li>- Ministère de la Sécurité publique</li> <li>- Ministère du Tourisme, Fonds de partenariat touristique</li> <li>- Ministère des Transports du Québec</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> </ul>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'orientation de la Stratégie de l'économie numérique du Québec	<p>Le Comité d'orientation de la Stratégie de l'économie numérique du Québec est responsable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'encadrer et de suivre les travaux de l'ensemble des chantiers.</li> <li>- De soutenir le directeur de la mise en œuvre de la Stratégie de l'économie numérique du Québec dans la bonne exécution des travaux confiés aux parties prenantes, par des recommandations touchant le contenu et la livraison.</li> </ul> <p>Il se réunit statutairement chaque semaine.</p>	<p>Ce comité est présidé par le directeur général de la gouvernance des ressources informationnelles du Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du trésor.</p> <p>Il est composé de représentants des organismes publics suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Institut de la statistique du Québec</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (à confirmer)</li> </ul>	Aucun	<p>Suivi, en continu, des travaux de chacun des chantiers mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de déploiement de l'accès Internet très haut débit.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de direction stratégique de la Stratégie de l'économie numérique du Québec	<p>Le comité de direction stratégique a pour rôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'assurer et d'harmoniser l'ensemble des travaux de la Stratégie de l'économie numérique du Québec.</li> <li>- de s'assurer que ces travaux soient conformes aux orientations du projet.</li> </ul> <p>Il se réunit chaque trimestre ou au besoin.</p>	<p>Ce comité est présidé par le secrétaire et dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du trésor et est composé des personnes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-ministre du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Sous-ministre du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Sous-ministre du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Sous-ministre du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Sous-ministre du ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Président-directeur général du Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec</li> <li>- Directeur général (DGGRI) du Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Directeur de la mise en œuvre du Secrétariat du Conseil du trésor</li> </ul>	Aucun	La première rencontre de ce comité a eu lieu le 19 janvier 2012, lors de laquelle le secrétaire du Secrétariat du conseil du trésor a présenté l'ensemble du projet de la Stratégie de l'économie numérique du Québec aux personnes présentes.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique	<p>Le 3 avril 2008, le Comité stratégique de la géomatique a approuvé le développement et la mise en œuvre d'une approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.</p> <p>Cette approche est fondée sur le développement de partenariats interministériels pour la diffusion, la production et la mise à jour en réseau de données géographiques ainsi que la réalisation de produits à valeur intégrée (produits intégrant différentes informations de nature géographique).</p> <p>Ce mode de fonctionnement implique la mise en commun d'information géographique partageable au bénéfice de tous les membres de la coopération (le partage des données géographiques inclut aussi les réseaux des organismes publics qui peuvent contribuer à cette approche) ainsi que la mise en place d'outils et de services communs.</p>	<p>Actuellement, 22 organismes publics sont partenaires de l'Approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune a choisi de se faire représenter par chacun de ses secteurs (8) ainsi que par la Direction générale de l'administration et de la connaissance géographique (1).</li> <li>- Le directeur général adjoint de l'information géographique y est membre également à titre de responsable du Plan géomatique du gouvernement du Québec.</li> </ul> <p>Autres ministères ou organismes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Commission de protection du territoire agricole du Québec</li> <li>- Commission de toponymie</li> <li>- Directeur général des élections du Québec</li> <li>- Financière agricole du Québec</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> </ul>	Aucun	<p>Un inventaire des initiatives en géomatique des organismes publics a été réalisé, les modalités de partage de l'information géographique gouvernementale entre les organismes publics et leurs réseaux ainsi que l'inventaire des données géographiques partageables sont en cours.</p> <p>C'est le cas également pour quelques productions en coopération d'information géographique, l'élaboration d'une stratégie de diffusion de l'information géographique gouvernementale aux citoyens et aux entreprises ainsi que la préparation d'un plan de communication pour l'Approche de coopération en réseau interministériel pour l'information géographique.</p> <p>De plus, il faut ajouter les travaux de déploiement du Catalogue d'information géographique gouvernementale.</p> <p>Le Conseil de gestion a donné un mandat pour la création du Comité de l'harmonisation de l'information géographique en soutien aux données socioéconomiques.</p> <p>Deux groupes de travail ont été formés en 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupe de travail sur les codes postaux,</li> <li>- Groupe de travail sur la géographie du recensement 2011.</li> </ul>



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</li> <li>- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</li> <li>- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Ministère de la Famille et des Aînés</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de la Sécurité publique</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère du Tourisme</li> <li>- Ministère des Transports du Québec</li> <li>- Institut de la statistique du Québec</li> <li>- Services Québec</li> <li>- Société d'habitation du Québec</li> <li>- Sûreté du Québec</li> </ul>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Table de concertation sur les logiciels libres	<p>La Table de concertation sur le logiciel libre a pour mission de faciliter la mise en œuvre des objectifs de la Politique-cadre sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics concernant les logiciels libres.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les obstacles rencontrés par les organismes publics pour tirer profit des logiciels libres.</li> <li>- Faire des propositions au dirigeant principal de l'information, aux dirigeants sectoriels et aux dirigeants réseau de l'information afin de minimiser les obstacles identifiés.</li> <li>- Évaluer les actions posées par les organismes publics pour la mise en œuvre de la politique-cadre qui vise à tirer profit des logiciels libres.</li> </ul>	<p>Le comité regroupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Deux représentants de l'Association des professionnels en logiciel libre</li> <li>- Un représentant de l'Association québécoise de l'appropriation collective de l'informatique libre</li> <li>- Du secrétaire associé auprès du dirigeant principal de l'information</li> <li>- Des dirigeants des réseaux de l'information du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, de la Régie des rentes du Québec, et du Centre de services partagés du Québec</li> </ul>	Aucun	Permettre des échanges constructifs sur les différents sujets qui permettront aux gestionnaires du gouvernement du Québec de mieux se familiariser avec le milieu du logiciel libre et aux intervenants du domaine de mieux comprendre les règles et les enjeux gouvernementaux.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Groupe de travail sur la gestion et la migration des postes de travail	<p>Le groupe de travail sur la migration des postes de travail devra proposer au gouvernement du Québec une approche globale de gestion des postes de travail de demain.</p> <p>Ce groupe devra documenter les scénarios possibles afin de favoriser la prise de décision :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Laisser aller chaque organisme public en appel d'offres avec coûts d'impact en précisant des balises gouvernementales.</li> <li>- Réaliser un projet gouvernemental afin de définir la démarche, d'élaborer les éléments de l'étude d'impact et, éventuellement, de produire une seule étude gouvernementale et un appel d'offres.</li> <li>- Profiter de l'occasion pour revoir le modèle de gestion des postes de travail, comme par exemple en centraliser la gestion ou la confier à l'externe.</li> </ul>	<p>Le secrétaire associé auprès du dirigeant principal de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Régie de l'assurance maladie du Québec</li> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- Centre de services partagés du Québec</li> <li>- Société de l'assurance automobile du Québec</li> <li>- Commission de la santé et de la sécurité du travail</li> <li>- Commission de protection du territoire agricole du Québec</li> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Agence du revenu</li> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> </ul>	Aucun	<p>Orientations concernant la migration et la gestion des postes de travail.</p> <p>Rapport représentant les tendances dans la gestion des postes de travail.</p> <p>Plan de transition, de migration et de communication</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel de normalisation sur l'accessibilité	<p>Élaboration de standards gouvernementaux sur l'accessibilité du Web :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Standard sur l'accessibilité du multimédia dans un site Web (SGQRI 003),</li> <li>- Le Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 001),</li> <li>- Le Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 002).</li> </ul>	<p>Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor,, un représentant provenant des 25 organisations suivantes sont regroupés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bibliothèque et Archives nationales du Québec</li> <li>- Centre des services partagés du Québec</li> <li>- Commission de la fonction publique</li> <li>- CPQ</li> <li>- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de la Famille et des Aînés</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Institut de la statistique du Québec</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> </ul>	Aucun	<p>Le comité a été créé en automne 2006. Des règles de fonctionnement ont été mises en place par le comité dans le cadre des travaux de normalisation.</p> <p>Les trois standards proposés ont fait l'objet d'un consensus interministériel conformément aux pratiques reconnues dans le domaine de la normalisation.</p> <p>Une consultation élargie a été menée auprès de tous les ministères et organismes en 2009 incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autoévaluation des contenus des organismes publics sur le Web par rapport à l'accessibilité,</li> <li>- Estimation des impacts de la mise en place de ces standards chez les organismes publics.</li> </ul> <p>Les standards ont obtenu le statut de pratique recommandée du BDPI en 2009, puis, le statut de directives obligatoires par leur adoption par le Conseil du trésor en 2011.</p> <p>Nombre de rencontres tenues depuis la création de ce comité : 26</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère des Ressources naturelles et de la Faune</li> <li>- Ministère de la Sécurité publique</li> <li>- Ministère des Transports du Québec</li> <li>- Ministère du Conseil exécutif</li> <li>- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</li> <li>- Ministère du Travail</li> <li>- Office des personnes handicapées du Québec</li> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- RQ</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Sûreté du Québec</li> </ul>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats				
NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité d'orientations stratégiques de la sécurité de l'information gouvernementale	Le Comité d'orientations stratégiques de la sécurité de l'information gouvernementale a pour mandat de conseiller le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de sécurité de l'information, et ce, en accord avec les objectifs et les principes directeurs énoncés dans la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale.	Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, ce comité regroupe des interlocuteurs de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hydro-Québec</li> <li>- Loto-Québec</li> <li>- Services Québec</li> <li>- Centre des services partagés du Québec</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de la Justice</li> <li>- Société de l'assurance automobile du Québec</li> <li>- Ministère du Conseil exécutif</li> <li>- Contrôleur des finances</li> <li>- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport</li> <li>- Ministère de la Sécurité publique</li> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- Agence du Revenu du Québec</li> <li>- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</li> <li>- Centre de services partagés du Québec-CERT/AQ</li> </ul>	Aucun	Le Comité d'orientations stratégiques de la sécurité de l'information gouvernementale a tenu une réunion le 7 mai 2011 au cours de laquelle les principaux thèmes suivants ont été abordés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de la nouvelle version du projet de Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale,</li> <li>- Présentation de la nouvelle version du Cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information,</li> <li>- Présentation de l'approche stratégique triennale 2012-2015 de sécurité de l'information,</li> <li>- Présentation du Cadre de gestion des risques et des incidents à portée gouvernementale,</li> <li>- Toutes ces présentations ont fait l'objet de discussion et les documents ont été déposés.</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bibliothèque et Archives nationales du Québec</li> <li>- Ministère des Relations internationales</li> <li>- Régie de l'assurance-maladie du Québec</li> <li>- Sûreté du Québec</li> </ul>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité de réalisation interministériel sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels gouvernementaux	<p>Ce comité a reçu un mandat du Comité interministériel des hauts dirigeants, créé à la suite de la découverte d'un subterfuge organisé par un consultant en immigration visant à faciliter l'obtention illégale de documents officiels délivrés par les gouvernements du Québec et du Canada, afin de dresser un portrait de la situation actuelle pour dégager le degré de vulnérabilité à la fraude que représentent les documents officiels gouvernementaux, de déterminer les mesures de contrôle et de sécurité existantes, d'identifier les pistes d'amélioration réalisables et de proposer des modifications législatives ou réglementaires, le cas échéant.</p> <p>Un rapport a été présenté en septembre 2009 au Comité interministériel des hauts dirigeants. Il fut alors convenu que ce Comité devait être reconduit sous la présidence de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.</p> <p>Afin de réaliser son mandat, le Comité s'est doté d'un modèle de réalisation des travaux basé sur la formation de quatre groupes de travail dédiés à produire les biens livrables attendus, soit en matière de gestion de l'identité, de gestion de la présence, d'enquête et d'échange de renseignements.</p>	<p>Sous la responsabilité de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, ce comité regroupe des interlocuteurs du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Société de l'assurance automobile du Québec</li> <li>- Régie des rentes du Québec</li> <li>- DEC</li> <li>- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles</li> </ul>	Cette information n'est pas disponible.	Ce comité a proposé des solutions au Comité interministériel des hauts dirigeants. Le Comité interministériel a priorisé des solutions qui ont été confiées à des organismes afin de les réaliser.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Sous-comité sur la gestion de l'identité	<p>Le sous-comité sur la gestion de l'identité réunit des représentants du fédéral, des provinces et des territoires. Son mandat consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représenter la fonction publique sous un angle plus large, en facilitant la consultation, le dialogue et la discussion entre les administrations.</li> <li>- Élaborer des documents de travail, des stratégies, des positions de principe et des recommandations qui peuvent être utilisés pour assurer une approche pancanadienne uniforme pour le traitement des enjeux liés à la gestion de l'identité comprenant la gouvernance à long terme, mais qui ne se limitent pas au secteur public.</li> <li>- Favoriser la mise en commun et la circulation des renseignements entre les administrations, y compris en ce qui concerne l'échange des pratiques exemplaires et la discussion des enjeux. Cela suppose de surveiller l'évolution des initiatives en la matière au sein des administrations et d'établir des rapports à ce sujet.</li> </ul>	<p>Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor du Canada, ce sous-comité regroupe des interlocuteurs de toutes les provinces et territoires du Canada.</p>	Aucun	<p>Le Comité directeur sur la gestion de l'identité a piloté les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un modèle d'assurance pancanadien a été validé et commenté par toutes les juridictions. Afin de valider ce modèle, une démarche globale d'analyse d'impact a été réalisée en utilisant les outils développés par le Conseil des dirigeants principaux de l'information.</li> <li>- Des sous-comités ont travaillé à la réalisation de cas d'utilisation du modèle pour s'assurer de sa pertinence.</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Rencontre des responsables de la sécurité de l'information	<p>Les rencontres des responsables de la sécurité de l'information sont gérées et animées par le Secrétariat du Conseil du trésor-DESIG.</p> <p>Elles permettent de mettre en relation l'ensemble des responsables de la sécurité de l'information des ministères et des organismes au moyen d'activités axées sur la sécurité de l'information gouvernementale.</p>	Sous la responsabilité du Secrétariat du Conseil du trésor, ce comité regroupe les responsables de la sécurité de l'information des organisations publiques.	Aucun	<p>Une rencontre des responsables de la sécurité de l'information s'est tenue le 24 mai 2011 au cours de laquelle les documents suivants ont été présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation de la nouvelle version du projet de Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale,</li> <li>- Présentation de la nouvelle version du Cadre gouvernemental de gestion de la sécurité de l'information,</li> <li>- Présentation de l'approche stratégique triennale 2012-2015 de sécurité de l'information,</li> <li>- Présentation du Cadre de gestion des risques et des incidents à portée gouvernementale,</li> </ul> <p>Toutes ces présentations ont fait l'objet de discussion et les documents ont été déposés sur le site du REVS.</p>
Comité de direction stratégique de la Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles (STORI)	<p>Ce comité est responsable de l'ensemble de la mise en œuvre de la Stratégie de transformation et d'optimisation des ressources informationnelles.</p> <p>Il assure un suivi de l'évolution des sept chantiers, tant sur le plan des résultats attendus que sur le plan des budgets et des économies annoncées. Il permet d'assurer un partenariat efficace, notamment avec les réseaux de l'éducation et le réseau de la santé et des services sociaux, favorisant ainsi la réalisation des projets en ressources informationnelles en appui à la stratégie. Enfin, il émet des recommandations aux autorités gouvernementales.</p>	<p>Sous la présidence du secrétaire du Conseil du trésor, le comité regroupe des représentants du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Centre des services partagés du Québec</li> <li>- la dirigeante réseau de la santé et des services sociaux</li> <li>- la dirigeante réseaux de l'éducation</li> </ul>	Aucun	<p>La première réunion a eu lieu le 30 septembre 2011. Depuis, le comité se réunit hebdomadairement, 13 rencontres ont eu lieu.</p> <p>Un processus de suivi des éléments abordés a été établi. Le comité s'assure du suivi des différents travaux et apporte le soutien nécessaire à leur avancement.</p>

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 2**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Forum des dirigeants de l'information	Réunion de tous les dirigeants sectoriels de l'information et des dirigeants réseau de l'information désignés selon la loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement adoptée le 13 juin 2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le dirigeant principal de l'information et secrétaire du secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- 112 dirigeants sectoriels de l'information (1 par ministère ou organisme)</li> <li>- 2 dirigeants réseau de l'information (Santé et Éducation)</li> </ul>	Aucun	<p>Le principal résultat attendu est la réalisation des changements dans la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles au gouvernement du Québec.</p> <p>Nombre de rencontres tenues en 2011-2012 : 4, soient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 3 novembre 2011,</li> <li>- le 9 décembre 2011,</li> <li>- le 1<sup>er</sup> février 2012,</li> <li>- et une prochaine à venir, le 14 mars 2012.</li> </ul>
Comité interministériel sur la révision du dispositif de protection des personnes inaptes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire le point sur le dispositif actuel de protection des personnes inaptes.</li> <li>- Étudier des solutions susceptibles de faire évoluer certaines des ses composantes, notamment en s'inspirant des pratiques internationales et en cherchant à recentrer le rôle de l'État sur des fonctions d'information, de soutien, d'encadrement, de surveillance et d'enquête en cas de négligence ou d'exploitation, plutôt que sur la représentation directe des personnes inaptes.</li> <li>- Soumettre, à la ministre de la Famille, responsable du Curateur public, les recommandations résultant de ses travaux, y compris les propositions de modifications législatives, ainsi qu'une planification des travaux à réaliser pour la mise en œuvre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la Famille et des Aînés</li> <li>- Curateur public du Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>- Ministère de la Justice</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport du comité interministériel et recommandations au ministre de la Famille à l'automne 2010.</li> <li>- Les travaux du comité se poursuivent. Ils portent sur la rédaction des modifications législatives.</li> <li>- Le projet de loi a été présenté au Conseil des ministres du 1<sup>er</sup> février 2012. Le comité a été dissous.</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2011-2012 et les résultats

NOM	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	RÉSULTATS
Comité interministériel sur le projet SIRP (Système intégré de radiocommunications policières)	<p>Informar les intervenants des avancées de l'implantation Système intégré de radiocommunications policières sur le Réseau national intégré de radiocommunications particulièrement au niveau de l'échéancier, du budget et de la qualité.</p> <p>Partager l'information notamment sur l'évolution technologique afin de passer en mode solution lorsque certaines problématiques surviennent.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre des services partagés du Québec</li> <li>- Ministère des Services gouvernementaux</li> <li>- Ministère de la Sécurité publique</li> <li>- Sûreté du Québec</li> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> </ul>	Aucun	<p>Le Secrétariat du Conseil du trésor est informé au fur et à mesure des changements notamment dans le calendrier d'implantation et de ses répercussions sur le budget d'investissement et de fonctionnement.</p>
Comité interministériel sur les infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communiquer et partager l'information relative aux programmes fédéraux d'infrastructures publiques à tous les ministères et organismes concernés.</li> <li>- Coordonner, en partenariat avec les ministères et organismes concernés, les travaux se rapportant aux informations à fournir au gouvernement fédéral dans le cadre des programmes d'infrastructures publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secrétariat du Conseil du trésor</li> <li>- Ministère des Finances</li> <li>- Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes)</li> <li>- Ministères et organismes concernés</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une rencontre a été tenue en 2011-2012, soit le 19 janvier 2012.</li> <li>- Un état de situation des programmes pour lesquels la date butoir a été reportée (du 31 mars 2011 au 31 octobre 2011) a été présenté en mettant l'accent sur les informations à fournir au gouvernement fédéral au plus tard le 31 janvier 2012.</li> </ul> <p>D'autres sujets ont été discutés notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les programmes pour lesquels certaines problématiques ont été identifiées,</li> <li>- Les projets en cours au volet « Grands projets » du Fonds Chantiers Canada,</li> <li>- L'élaboration d'un plan d'infrastructures à long terme avec Infrastructure Canada.</li> </ul>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 4

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
010-Culture, Communication et Condition féminine		22
030-Relations internationales		15
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		26
055-Immigration et Communautés culturelles		37
060-Santé et Services sociaux		28
063-Régie des rentes du Québec		73
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		55
065-Famille et Aînés		20
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	74
095-Sécurité publique		125
140-Conseil exécutif		29
160-Conseil du trésor		15
188-Bureau de décision et de révision		1
210-Finances		30

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).  
 Excluant les étudiants et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et les données sont compilées jusqu'au 22 février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 4

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances		60
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		24
247-Commissaire au lobbyisme du Québec		5
256-Bureau des audiences publiques environnementales		3
278-Commission de l'équité salariale		1
280-Développement économique, Innovation et Exportation		37
285-Commission des relations du travail		1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	10	110
323-Institut de la statistique du Québec		131
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec		7
343-Services Québec	1	32
344-Office de la protection du consommateur		7
347-Centre de services partagés du Québec		98
350-Éducation, du Loisir et du Sport	2	119

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).  
 Excluant les étudiants et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et les données sont compilées jusqu'au 22 février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 4

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
352-Régie du cinéma		4
360-Office des professions du Québec		3
367-Régie du bâtiment du Québec		18
370-Assemblée nationale		34
374-Vérificateur général		2
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs		116
386-Régie des alcools, des courses et des jeux		2
390-Sûreté du Québec		37
392-Régie des marchés agricoles du Québec		1
400-Justice		100
408-Commission d'accès à l'information		3
414-Commission des lésions professionnelles		6
430-Commission de la fonction publique		1
450-Tribunal administratif du Québec		10

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).  
 Excluant les étudiants et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et les données sont compilées jusqu'au 22 février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 4

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		1
510-Régie du logement		5
520-La Financière agricole du Québec	1	39
538-Office des personnes handicapées		5
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		50
560-Curateur public		30
600-Ressources naturelles et de la Faune	3	82
630-Directeur général des élections		18
660-Conseil du statut de la femme		1
690-Conseil supérieur de la langue française		2
700-Emploi et Solidarité sociale		125
702-Commission des normes du travail		35
710-Office québécois de la langue française		1
730-Société d'habitation du Québec		14

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).  
 Excluant les étudiants et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et les données sont compilées jusqu'au 22 février 2012.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 4

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité		
MINISTÈRE/ORGANISME	OCCASIONNEL AVEC DROIT DE RAPPEL	OCCASIONNEL SANS DROIT DE RAPPEL
807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	12	405
812-Fonds des services de police		94
814-Fonds de partenariat touristique	1	13
817-Fonds d'information sur le territoire		11
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		20
826-Fonds des ressources naturelles	1	655
830-Commission des transports du Québec		4
850-Transports	2	68
874-Fonds de financement		2
878-Fonds des registres du ministère de la Justice		1
896-Secrétariat à la politique linguistique		1
<b>Total :</b>	<b>34</b>	<b>3204</b>

Seul le code de départ-cessation d'emploi « 37 » a été considéré, celui-ci ne tient pas compte des mises à pied (38) et des fins d'emploi (36).  
 Excluant les étudiants et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et les données sont compilées jusqu'au 22 février 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 5

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
MINISTÈRE/ORGANISME	NOMBRE
030-Relations internationales	1
055-Immigration et Communautés culturelles	1
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	5
095-Sécurité publique	1
160-Conseil du trésor	1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	2
280-Développement économique, Innovation et Exportation	1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1
323-Institut de la statistique du Québec	2
343-Services Québec	1
350-Éducation, du Loisir et du Sport	1
367-Régie du bâtiment du Québec	2
370-Assemblée nationale	2
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	1
400-Justice	1

Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39). En date du 22 février 2012.  
 Les données n'incluent pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 5

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteur d'activité	
MINISTÈRE/ORGANISME	NOMBRE
414-Commission des lésions professionnelles	1
520-La Financière agricole du Québec	1
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1
560-Curateur public	1
600-Ressources naturelles et de la Faune	2
700-Emploi et Solidarité sociale	9
807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	8
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	3
<b>Total :</b>	<b>49</b>

Les codes de départ relatifs au congédiement retenus sont « Révocation » (33) et « Destitution » (39). En date du 22 février 2012.  
 Les données n'incluent pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 6

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels en 2011-2012 et comparaison avec les quatre années précédentes					
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Nombre	26	28	25	16	17
Pourcentage	6,4 %	7,5 %	7,9 %	4,41 %	3,29 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 7

Pour chaque ministère et organisme, nombre et pourcentage d'employés occasionnels <sup>1</sup> devenus permanents pour 2010-2011 et pour 2011-2012		
	2010-2011	2011-2012 <sup>3</sup>
Nombre d'employés occasionnels devenus réguliers	2 532	1 269
Nombre d'employés occasionnels <sup>2</sup>	20 991	19 678
Pourcentage des employés occasionnels devenus réguliers	12,1%	6,5%

1. Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.

2. Nombre de personnes différentes qui ont été occasionnels au cours de l'année.

3. Période couverte du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 8

**Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2011-2012**

- Le budget de dépenses a été établi, en 2012-2013, en fonction d'une croissance de 2,0 % des dépenses de programmes, soit une augmentation de 1 258,0 millions de dollars. La croissance a principalement été accordée à la santé, à l'éducation et à la famille.
  - Santé et services sociaux : 3,4 % (+ 999,7 M\$)
  - Éducation, Loisir et Sport : 2,2 % (+ 341,9 M\$)
  - Famille et Aînés : 1,6 % (+ 39,5 M\$)
  - Autres portefeuilles : (0,9) % (- 123,1 M\$)
- Le budget de dépenses de l'ensemble des autres portefeuilles demeure globalement au même niveau, en 2012-2013, avec une diminution de 0,9 %.
  - Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire : - 0,8 % (- 13,6 M\$) :  
Essentiellement en raison de la révision des programmes prévue au Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014 et à la réduction des coûts liés au remboursement du service de dette.
  - Agriculture, Pêcheries et Alimentation : 1,3 % (+ 13,4 M\$) :  
En raison principalement d'un report de 2011-2012 à une année ultérieure de montants prévus pour les mesures d'adaptation des entreprises agricoles et de l'ajout d'un montant de 7,0 M\$ au programme Prime-Vert.
  - Assemblée nationale : 1,2 % (+ 1,4 M\$) :  
Principalement en raison de l'indexation des salaires et des dépenses de fonctionnement ainsi que de la mise à niveau des systèmes de sécurité et du site Internet.
  - Conseil du trésor et Administration gouvernementale : 0,3 % <sup>1</sup> (+ 314,7 M\$) :  
En excluant le montant de 312,5 M\$ prévu au Fonds de suppléance, le budget du Conseil du trésor et de l'Administration gouvernementale augmente de 2,2 M\$, attribuable principalement à la mise en place de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction compensée par la poursuite du Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014 et des mesures d'économies additionnelles.
  - Conseil exécutif : 0,8 % <sup>2</sup> (+ 14,6 M\$) :  
Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'indexation des ententes de développement conclues avec les communautés autochtones.
  - Culture, Communications et Condition féminine : - 3,3 % (- 22,6 M\$) :  
Cette diminution s'explique essentiellement par des dépenses non récurrentes en 2011-2012 pour la Maison symphonique de Montréal ainsi que par une variation du service de dette subventionnée.
  - Développement durable, Environnement et Parcs : 4,5 % (+ 9,2 M\$) :  
Cette augmentation est notamment attribuable aux ressources allouées au Ministère dans le cadre du Plan Nord pour 4,6 M\$, ainsi qu'à des mesures budgétaires annoncées dans le cadre du Discours sur le budget 2011-2012 concernant les gaz de schiste.

<sup>1</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2012-2013 le programme Fonds de suppléance.

<sup>2</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2012-2013 la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 8**

**Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2011-2012**

- Développement économique, Innovation et Exportation : 2,8 % (+ 26,0 M\$) :

Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des crédits affectés au Fonds du développement économique pour le programme ESSOR et pour la réalisation de mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec.

- Emploi et solidarité sociale : - 0,6 % <sup>3</sup> (- 94,3 M\$) :

Cette diminution s'explique essentiellement par une somme de 75,0 M\$ reçue en 2011-2012 de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants, à laquelle s'ajoute l'effet escompté de la baisse de la clientèle aux programmes d'aide financière de dernier recours et la fin du Plan emploi métropole. Cette diminution est en partie compensée par l'impact de l'indexation des prestations d'aide financière de dernier recours.

- Finances : - 29,6 % <sup>4</sup> (+ 16,6 M\$) :

Cette augmentation s'explique essentiellement par l'inclusion, en 2012-2013, de la provision pour des initiatives concernant les revenus de 57,3 M\$, compensée par le versement, en 2011-2012, d'un montant non récurrent au Fonds du Plan Nord de 19,0 M\$ et par une diminution des besoins de la Société de financement des infrastructures locales du Québec attribuable à un nouveau partage, à compter de 2012-2013, du financement des infrastructures locales avec le ministère des Transports et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire pour un montant de 14,3 M\$ actuellement prévu au Fonds de suppléance;

- Immigration et Communautés culturelles : 1,0 % <sup>5</sup> (+ 130,4 M\$) :

Cette variation s'explique par le fait que la dépense probable 2011-2012 exclut les sommes transférées au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et au ministère de la Santé et des Services sociaux pour des activités de soutien à la francisation et à l'intégration des personnes immigrantes, mais inclut les montants associés au crédit au net. Cette variation s'explique également par la réduction des dépenses découlant de l'optimisation des processus des programmes des travailleuses et des travailleurs temporaires et qualifiés, du programme Investisseur et du programme de parrainage familial et de sélection des personnes réfugiées.

- Justice : 1,7 % <sup>6</sup> (+ 6,7 M\$) :

En raison notamment des sommes additionnelles autorisées pour la mise en œuvre des mesures du Plan Accès Justice, du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie, des effectifs supplémentaires accordés dans le contexte des négociations des conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales, de la création du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et du Bureau de lutte à la corruption et à la malversation. Ces hausses sont compensées en partie par la non récurrence de certaines dépenses et par les sommes reçues de la provision pour les initiatives concernant les revenus du ministère des Finances.

<sup>3</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2012-2013 la provision pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants et en excluant de la dépense probable les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants, de la provision pour les initiatives concernant les revenus et de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

<sup>4</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2012-2013 la provision pour des initiatives concernant les revenus.

<sup>5</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2012-2013 la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants et en excluant de la dépense probable, les montants associés au crédit au net ainsi que les transferts provenant de la provision pour la réalisation de projets de création d'emploi pour étudiants, de la provision pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française, de la provision pour la Politique internationale du Québec et de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

<sup>6</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation de projets de création d'emploi pour étudiants, de la provision pour la Politique internationale du Québec ainsi que de la provision pour les initiatives concernant les revenus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 8

**Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes et fonds sous sa juridiction pour l'année 2011-2012**

- Personnes désignées par l'Assemblée nationale 2,6 % (+ 2,0 M\$) :

Principalement en raison de l'indexation des salaires et des dépenses de fonctionnement, du financement public des partis politiques ainsi que de la vacance de certains postes au Vérificateur général en 2011-2012.

- Relations internationales : 3,8 % <sup>7</sup> (+ 7,9 M\$) :

La variation s'explique notamment par les sommes transférées à des ministères en 2011-2012 à partir de la provision pour la réalisation de la Politique internationale du Québec, la consolidation du réseau des représentations du Québec dans les pays émergents, le soutien additionnel accordé à Haïti et les montants octroyés pour l'amélioration des pratiques administratives.

- Ressources naturelles et Faune : - 6,9 % (- 40,6 M\$) :

La variation s'explique, d'une part, par une diminution des crédits alloués au financement de certains programmes et, d'autre part, par une augmentation des crédits requis pour la mise en œuvre du nouveau régime forestier. Cette baisse du budget de dépenses est toutefois compensée par des revenus additionnels de redevances qui seront versés au volet forestier du Fonds des ressources naturelles.

- Sécurité publique : - 4,7 % <sup>8</sup> (- 89,4 M\$) :

Cette diminution s'explique notamment par les sommes versées en 2011-2012 aux sinistrés des inondations en Gaspésie et en Montérégie, par les sommes reçues de la provision pour des initiatives concernant les revenus et par les opérations extraordinaires de la Sûreté du Québec dans les communautés autochtones en 2011-2012.

- Tourisme : - 1,9 % (- 2,7 M\$) :

Cette variation nette s'explique par une diminution due au report d'investissement au plan d'immobilisations de la Régie des installations olympiques afin de tenir compte de l'intégration de l'Institut national du sport du Québec et aux mesures d'économies, compensées par une augmentation de l'enveloppe allouée pour les croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent;

- Transports : - 2,0 % (- 15,6 M\$) :

Cette variation s'explique principalement par une réduction de 30,5 M\$ du Programme d'aide financière au réseau routier local en raison des modifications apportées au calendrier de versement des subventions, compensée par une augmentation de 19,8 M\$ pour l'entretien des infrastructures de transport.

- Travail : 0,2 % <sup>9</sup> (- 12,2 M\$) :

Essentiellement attribuable aux sommes reçues au cours de 2011-2012 de la provision du ministère des Finances pour des initiatives concernant les revenus et versées au titre des activités de la Commission de la construction du Québec, de la Régie du bâtiment du Québec et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail visant à enrayer le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction.

<sup>7</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2012-2013 la provision pour la réalisation de la Politique internationale du Québec.

<sup>8</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant de la dépense probable les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus, de la provision pour la Politique internationale du Québec et de la provision pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants.

<sup>9</sup> Le pourcentage de variation a été calculé en excluant de la dépense probable les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus et de la provision pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
010-Culture, des Communications et de la Condition féminine	Professionnel	8	11	29	27	26	55	54
	Technicien	3	2	3	4	4	5	5
	Personnel de bureau	5	6	6	10	9	7	8
<b>Total 010-Culture, des Communications et de la Condition féminine</b>		<b>16</b>	<b>19</b>	<b>38</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>67</b>	<b>67</b>
030-Relations internationales	Haute direction	6	6	7	5	6	1	3
	Professionnel	2	4	17	23	18	24	18
	Technicien	3	1	5	7	2	3	4
	Personnel de bureau	4	7	6	4	5	7	4
	Ouvrier			1	1			
<b>Total 030-Relations internationales</b>		<b>15</b>	<b>18</b>	<b>36</b>	<b>40</b>	<b>31</b>	<b>35</b>	<b>29</b>
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Haute direction	2	2	2	2	2		
	Professionnel	7	21	21	21	31	57	35
	Technicien	3	5	2	5	9	12	6
	Personnel de bureau	3	3	6	8	13	14	8
<b>Total 050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>		<b>15</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>36</b>	<b>55</b>	<b>83</b>	<b>49</b>
055-Immigration et des Communautés culturelles	Haute direction	1	1					
	Cadre					1	1	1
	Professionnel	19	25	13	30	35	36	37
	Technicien		4	3	15	21	12	8
	Personnel de bureau	2	15	16	41	63	42	27
<b>Total 055-Immigration et des Communautés culturelles</b>		<b>22</b>	<b>45</b>	<b>32</b>	<b>86</b>	<b>120</b>	<b>91</b>	<b>73</b>
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	1						
	Cadre	2	2	2	1	1	1	1
	Professionnel	23	23	40	56	50	35	47
	Technicien	7	5	10	13	13	9	8
	Personnel de bureau	3	10	16	31	32	16	19
<b>Total 060-Santé et Services sociaux</b>		<b>36</b>	<b>40</b>	<b>68</b>	<b>101</b>	<b>96</b>	<b>61</b>	<b>75</b>
063-Régie des rentes du Québec	Professionnel	18	18	16	24	32	24	35
	Technicien	7	13	5	4	8	9	14
	Personnel de bureau	45	62	32	16	46	56	75
	Ouvrier		1	1				
<b>Total 063-Régie des rentes du Québec</b>		<b>70</b>	<b>94</b>	<b>54</b>	<b>44</b>	<b>86</b>	<b>89</b>	<b>124</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites le 22 février 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Professionnel	21	50	47	67	63	60	61
	Technicien	19	19	28	49	62	74	52
	Personnel de bureau	11	17	29	39	40	29	28
	Ouvrier			2	2			
<b>Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec</b>		<b>51</b>	<b>86</b>	<b>106</b>	<b>157</b>	<b>165</b>	<b>163</b>	<b>141</b>
065-Famille et Aînés	Haute direction					1	1	
	Professionnel	7	6	17	29	25	37	48
	Technicien	2	2	4	3	4	20	25
	Personnel de bureau	1	2	5	7	4	10	14
<b>Total 065-Famille et Aînés</b>		<b>10</b>	<b>10</b>	<b>26</b>	<b>39</b>	<b>34</b>	<b>68</b>	<b>87</b>
075-Travail	Cadre						1	1
	Professionnel	3	4	6	9	4	5	5
	Technicien			1	1	2	1	1
	Personnel de bureau	1		4	12	10	11	7
<b>Total 075-Travail</b>		<b>4</b>	<b>4</b>	<b>11</b>	<b>22</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>14</b>
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	1	1	1	1	1	1	1
	Cadre	1	1	1	1			1
	Professionnel	29	39	77	94	106	88	83
	Enseignant	7	15	26	16	15	4	4
	Technicien	13	45	107	93	90	85	70
	Personnel de bureau	8	16	18	16	22	24	22
<b>Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>		<b>59</b>	<b>117</b>	<b>230</b>	<b>221</b>	<b>234</b>	<b>202</b>	<b>181</b>
095-Sécurité publique	Haute direction				1	1	1	1
	Cadre	1	1	1	1	3	3	2
	Professionnel	30	55	77	83	61	51	83
	Technicien	22	20	24	20	17	14	10
	Personnel de bureau	19	21	33	47	46	51	41
	Agent de la paix	377	359	408	549	640	485	345
	Ouvrier	10	13	10	7	5	5	9
<b>Total 095-Sécurité publique</b>		<b>459</b>	<b>469</b>	<b>553</b>	<b>708</b>	<b>773</b>	<b>610</b>	<b>491</b>

1. Employés assujettis à l'obligation de formation continue et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites par le Secrétariat du Conseil du Trésor en 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
140-Conseil exécutif	Haute direction	8	8	7	4	3	3	3
	Cadre				2	3	1	2
	Professionnel	2	21	28	37	37	32	35
	Technicien	1	4	6	11	12	9	7
	Personnel de bureau	2	4	3	10	8	10	9
<b>Total 140-Conseil exécutif</b>		<b>13</b>	<b>37</b>	<b>44</b>	<b>64</b>	<b>63</b>	<b>55</b>	<b>56</b>
160-Conseil du trésor	Cadre							1
	Professionnel	20	20	26	38	52	60	66
	Technicien	8	4	6	8	6	14	14
	Personnel de bureau	10	9	13	16	25	26	18
<b>Total 160-Conseil du trésor</b>		<b>38</b>	<b>33</b>	<b>45</b>	<b>62</b>	<b>83</b>	<b>100</b>	<b>99</b>
188-Bureau de décision et de révision	Cadre					1	1	
	Professionnel						1	2
	Personnel de bureau		1			1	1	
<b>Total 188-Bureau de décision et de révision</b>			<b>1</b>			<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
210-Finances	Haute direction	2	2	2	2	1		
	Cadre			1	1	1		
	Professionnel	14	21	24	46	44	43	56
	Technicien	3	4	4	3	1	12	14
	Personnel de bureau	1	3	4	7	7	9	15
<b>Total 210-Finances</b>		<b>20</b>	<b>30</b>	<b>35</b>	<b>59</b>	<b>54</b>	<b>64</b>	<b>85</b>
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Professionnel	8	11	12	25	28	47	61
	Technicien	1	1	32	46	52	44	45
	Personnel de bureau	5	6	24	41	59	80	96
<b>Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances</b>		<b>14</b>	<b>18</b>	<b>68</b>	<b>112</b>	<b>139</b>	<b>171</b>	<b>202</b>
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Professionnel			1	3	4	1	2
	Technicien		2	1	1	1	4	5
	Personnel de bureau		6	9	26	31	28	31
<b>Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales</b>			<b>8</b>	<b>11</b>	<b>30</b>	<b>36</b>	<b>33</b>	<b>38</b>
247-Commissaire au lobbyingisme du Québec	Professionnel	2	3	1	1	3	3	4
	Technicien				2	4	2	1
	Personnel de bureau	1				1	1	
<b>Total 247-Commissaire au lobbyingisme du Québec</b>		<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>5</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites le 22 février 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
256-Bureau des audiences publiques environnementales	Professionnel	2	1	1	1	5	5	1
	Technicien			1		2	1	1
	Personnel de bureau	1	1		2	2	1	3
<b>Total 256-Bureau des audiences publiques environnementales</b>		<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>5</b>
278-Commission de l'équité salariale	Professionnel		1	4	4	7	12	9
	Technicien	1			1			1
	Personnel de bureau	1			1	2		1
<b>Total 278-Commission de l'équité salariale</b>		<b>2</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>11</b>
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Haute direction	1	3	2	2	2	3	2
	Cadre			1	1	1	1	2
	Professionnel	19	29	37	52	63	90	72
	Technicien		3	5	9	19	18	7
	Personnel de bureau	3	4	3	5	15	27	20
<b>Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation</b>		<b>23</b>	<b>39</b>	<b>48</b>	<b>69</b>	<b>100</b>	<b>139</b>	<b>103</b>
285-Commission des relations du travail	Professionnel	5	4	1	4	5	4	1
	Technicien				1	1		
	Personnel de bureau				6	6	1	1
<b>Total 285-Commission des relations du travail</b>		<b>5</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Cadre	1	1	1	1	1		
	Professionnel	22	29	40	62	64	92	71
	Technicien	27	82	79	130	168	144	83
	Personnel de bureau	14	6	6	88	92	74	44
	Agent de la paix	10	25	33	15	20	19	20
	Ouvrier				1	1		1
<b>Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec</b>		<b>74</b>	<b>143</b>	<b>159</b>	<b>297</b>	<b>346</b>	<b>329</b>	<b>219</b>
321-Fonds d'aide au recours collectifs	Personnel de bureau						1	1
<b>Total 321-Fonds d'aide au recours collectifs</b>							<b>1</b>	<b>1</b>
323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction	1	1					
	Cadre			1	1			
	Professionnel	9	8	13	22	14	21	28
	Technicien			1	7	5	9	6
	Personnel de bureau	3	1	2	4	2	4	4
<b>Total 323-Institut de la statistique du Québec</b>		<b>13</b>	<b>10</b>	<b>17</b>	<b>34</b>	<b>21</b>	<b>34</b>	<b>38</b>

1. Employés assujettis à la LF et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites l' 1<sup>er</sup> 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	3	4	4	5	5	4	3
	Professionnel			2	4	5	8	3
	Technicien	2	5	1	2	2	2	2
	Personnel de bureau			2	8	9	7	2
<b>Total 328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec</b>		<b>5</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>10</b>
343-Services Québec	Professionnel	2	7	12	18	16	24	30
	Technicien			2	14	13	18	16
	Personnel de bureau		5	29	44	42	40	21
	Ouvrier			1				
<b>Total 343-Services Québec</b>		<b>2</b>	<b>12</b>	<b>44</b>	<b>76</b>	<b>71</b>	<b>82</b>	<b>67</b>
344-Office de la protection du consommateur	Professionnel	1	4	3	2	2	2	4
	Technicien	3	3	8	7	10	6	4
	Personnel de bureau			2	2	1	1	1
<b>Total 344-Office de la protection du consommateur</b>		<b>4</b>	<b>7</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
347-Centre de services partagés du Québec	Cadre	4	1	1			1	1
	Professionnel		23	42	103	94	113	138
	Technicien		17	31	69	90	119	128
	Personnel de bureau		5	16	36	52	51	43
	Ouvrier	1	1			1	3	2
<b>Total 347-Centre de services partagés du Québec</b>		<b>5</b>	<b>47</b>	<b>90</b>	<b>208</b>	<b>237</b>	<b>287</b>	<b>312</b>
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Haute direction	43	1	1	1	1	1	
	Cadre			1	1	2	2	4
	Professionnel		53	60	44	58	79	110
	Technicien		11	14	21	19	30	31
	Personnel de bureau	20	15	13	9	21	32	59
<b>Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport</b>		<b>74</b>	<b>80</b>	<b>89</b>	<b>76</b>	<b>101</b>	<b>144</b>	<b>204</b>
352-Régie du cinéma	Professionnel	1			1	2	1	3
	Technicien	1	1			1	2	
	Personnel de bureau	2	2	1	1	1		
<b>Total 352-Régie du cinéma</b>		<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

Données produites le 22 février 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
360-Office des professions du Québec	Cadre						1	1
	Professionnel	1	2	1	3	5	3	2
	Technicien			1	1		1	
	Personnel de bureau				1	1	4	6
<b>Total 360-Office des professions du Québec</b>		<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
367-Régie du bâtiment du Québec	Cadre		2	1				
	Professionnel	6	7	12	12	12	14	13
	Technicien	24	20	35	43	43	43	29
	Personnel de bureau			3	17	30	20	6
<b>Total 367-Régie du bâtiment du Québec</b>		<b>30</b>	<b>29</b>	<b>51</b>	<b>72</b>	<b>85</b>	<b>77</b>	<b>48</b>
370-Assemblée nationale	Cadre			1	1			
	Professionnel	9	10	14	19	22	16	18
	Technicien	9	13	10	16	17	15	12
	Personnel de bureau	9	13	14	9	12	19	19
	Agent de la paix		3	2	5	4	7	13
	Ouvrier	4	5	4	5	6	6	7
<b>Total 370-Assemblée nationale</b>		<b>31</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>55</b>	<b>61</b>	<b>63</b>	<b>69</b>
374-Vérificateur général	Haute direction					1	1	1
	Cadre						1	1
	Professionnel	26	56	73	60	47	51	62
	Technicien	1	1		1		3	2
	Personnel de bureau	3	1		2	4	4	5
<b>Total 374-Vérificateur général</b>		<b>30</b>	<b>58</b>	<b>73</b>	<b>63</b>	<b>52</b>	<b>60</b>	<b>71</b>
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Professionnel	24	43	58	54	68	100	141
	Technicien	24	35	35	37	58	84	105
	Personnel de bureau	9	14	16	13	20	32	43
	Ouvrier							1
<b>Total 380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</b>		<b>57</b>	<b>92</b>	<b>109</b>	<b>104</b>	<b>146</b>	<b>216</b>	<b>290</b>
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Professionnel				4	4	6	3
	Technicien				6	6	5	3
	Personnel de bureau				5	7	4	2
<b>Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux</b>					<b>15</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>8</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).

Données produites le 1<sup>er</sup> mars 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
390-Sûreté du Québec	Cadre		1					
	Professionnel	17	23	38	30	24	23	22
	Technicien	16	25	80	11	12	7	5
	Personnel de bureau	46	68	87	26	35	56	51
	Ouvrier	2	3	3	1			
<b>Total 390-Sûreté du Québec</b>		<b>81</b>	<b>120</b>	<b>208</b>	<b>68</b>	<b>71</b>	<b>86</b>	<b>78</b>
392-Régie des marchés agricoles du Québec	Professionnel			1	2	2	2	2
	Technicien		1	1				1
	Personnel de bureau						2	2
<b>Total 392-Régie des marchés agricoles du Québec</b>			<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
400-Justice	Cadre	1	1				1	1
	Professionnel	18	27	37	56	56	54	48
	Technicien	13	17	35	51	51	55	35
	Personnel de bureau	61	26	42	74	84	95	63
	Ouvrier					1	1	
<b>Total 400-Justice</b>		<b>93</b>	<b>71</b>	<b>114</b>	<b>181</b>	<b>192</b>	<b>206</b>	<b>147</b>
408-Commission d'accès à l'information	Professionnel	2	3	2	6	5	7	5
	Technicien			1	4	3		
	Personnel de bureau	1	1	1	2	2		
<b>Total 408-Commission d'accès à l'information</b>		<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>5</b>
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction			1	1	1	1	1
	Cadre				1			
	Professionnel	3	2	4	6	7	5	6
	Technicien			1	2	4	3	3
	Personnel de bureau	1	3	3	6	17	21	28
<b>Total 414-Commission des lésions professionnelles</b>		<b>4</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>16</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>38</b>
430-Commission de la fonction publique	Professionnel		1		6	8	8	8
	Technicien			1	1	1	2	1
	Personnel de bureau				2	2	2	2
<b>Total 430-Commission de la fonction publique</b>			<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>11</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites le 22 février 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
450-Tribunal administratif du Québec	Professionnel	1	3	1	1	2	4	6
	Technicien	2	2	5	9	10	5	9
	Personnel de bureau	3	1	2	5	5	8	17
	Ouvrier				1	1		
<b>Total 450-Tribunal administratif du Québec</b>		<b>6</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>32</b>
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Professionnel				2			
	Technicien		1	1			1	
<b>Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale</b>			<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>		<b>1</b>	
510-Régie du logement	Professionnel			3	7	5	2	
	Technicien		1		1		3	1
	Personnel de bureau	6	7	6	12	19	13	2
<b>Total 510-Régie du logement</b>		<b>6</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>18</b>	<b>3</b>
520-La Financière agricole du Québec	Professionnel	10	13	10	13	7	12	31
	Technicien	4	2	5	16	13	10	11
	Personnel de bureau	3	4	4	4	5	5	6
<b>Total 520-La Financière agricole du Québec</b>		<b>17</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>33</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>48</b>
538-Office des personnes handicapées	Professionnel	6	5	5	10	7	12	12
	Technicien	1			1	1		
	Personnel de bureau	3	2	1	2		3	2
<b>Total 538-Office des personnes handicapées</b>		<b>10</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>14</b>
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Cadre				2	4	5	5
	Professionnel				1	3	6	6
	Enseignant				21	21	1	1
	Personnel de bureau			1	1			
<b>Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec</b>				<b>1</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
560-Curateur public	Professionnel	14	24	20	38	39	34	35
	Technicien	4	2	3	25	29	24	14
	Personnel de bureau	4	1	3	11	15	17	12
<b>Total 560-Curateur public</b>		<b>22</b>	<b>27</b>	<b>26</b>	<b>74</b>	<b>83</b>	<b>75</b>	<b>61</b>

1. Employés assujettis à la Loi sur la fonction publique (FP) et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites en mars 2011 (page 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
600-Ressources naturelles et de la Faune	Haute direction				1	1	1	1
	Cadre	1	3	3	3	1	3	2
	Professionnel	47	30	48	104	119	207	199
	Technicien	57	12	23	52	67	153	146
	Personnel de bureau	13	10	12	22	29	37	37
	Agent de la paix	14	54	81	39	46	49	118
	Ouvrier		1	1	3	5	5	1
<b>Total 600-Ressources naturelles et de la Faune</b>		<b>132</b>	<b>110</b>	<b>168</b>	<b>224</b>	<b>268</b>	<b>455</b>	<b>504</b>
630-Directeur général des élections	Professionnel	6	11	10	8	9	16	15
	Technicien	1	3	3	10	12	8	7
	Personnel de bureau	2	2	4	8	11	3	8
	Ouvrier						1	2
<b>Total 630-Directeur général des élections</b>		<b>9</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>26</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>32</b>
660-Conseil du statut de la femme	Professionnel	1	1	3	2	3	4	2
	Technicien	1	1	1	2	2	1	
	Personnel de bureau				1	1	1	2
<b>Total 660-Conseil du statut de la femme</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>4</b>
690-Conseil supérieur de la langue française	Professionnel		1	1	2	1	4	4
	Personnel de bureau			1	1	1	1	1
<b>Total 690-Conseil supérieur de la langue française</b>			<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
700-Emploi et Solidarité sociale	Cadre	2	1	1	3	1	1	1
	Professionnel	29	42	66	68	109	110	71
	Technicien	52	123	250	537	540	307	115
	Personnel de bureau	13	30	45	135	129	98	46
	Ouvrier				1	1		
<b>Total 700-Emploi et Solidarité sociale</b>		<b>96</b>	<b>196</b>	<b>362</b>	<b>744</b>	<b>780</b>	<b>516</b>	<b>233</b>
702-Commission des normes du travail	Professionnel	6	8	7	9	12	7	6
	Technicien	12	10	4	4	8	13	21
	Personnel de bureau	8	11	9	7	11	16	17
<b>Total 702-Commission des normes du travail</b>		<b>26</b>	<b>29</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>31</b>	<b>36</b>	<b>44</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites le 22 février 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SÉCRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 10**

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Cadre	3	4	4	4	5	3	3
	Professionnel	111	141	153	201	206	181	205
	Technicien	84	103	105	135	149	185	213
	Personnel de bureau	28	55	55	88	119	117	143
	Ouvrier		2	2		1	3	3
<b>Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail</b>		<b>226</b>	<b>305</b>	<b>319</b>	<b>428</b>	<b>480</b>	<b>489</b>	<b>567</b>
710-Office québécois de la langue française	Professionnel	6	2	5	4	23	23	14
	Technicien	1	1	1	5	6	4	7
	Personnel de bureau	3	3	3	2	4	9	8
<b>Total 710-Office québécois de la langue française</b>		<b>10</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>33</b>	<b>36</b>	<b>29</b>
730-Société d'habitation du Québec	Professionnel	8	7	17	25	34	32	26
	Technicien	3	2	1	1	4	9	5
	Personnel de bureau	2	5	4	3	11	13	12
	Ouvrier					1	1	
<b>Total 730-Société d'habitation du Québec</b>		<b>13</b>	<b>14</b>	<b>22</b>	<b>29</b>	<b>50</b>	<b>55</b>	<b>43</b>
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Professionnel	1	1	1	3	3	3	1
	Personnel de bureau	1	1	1	1	2	2	1
<b>Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	Cadre						1	
	Professionnel	26	44	74	90	93	109	105
	Technicien	22	29	45	86	118	130	176
	Personnel de bureau	4	8	13	20	21	37	43
	Ouvrier		3	6	3		1	118
<b>Total 807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier</b>		<b>52</b>	<b>84</b>	<b>138</b>	<b>199</b>	<b>232</b>	<b>278</b>	<b>442</b>
812-Fonds des services de police	Professionnel				13	13	15	10
	Technicien				72	30	23	17
	Personnel de bureau				43	37	35	30
	Ouvrier				2	2	2	1
<b>Total 812-Fonds des services de police</b>					<b>130</b>	<b>82</b>	<b>75</b>	<b>58</b>

1. Employés assujettis à l'FP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
Données produites en mars 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
814-Fonds de partenariat touristique	Professionnel	2	1	5	8	11	11	10
	Technicien		1	1	2	7	3	2
	Personnel de bureau	1	2	2		4	8	8
	Ouvrier					1	1	
<b>Total 814-Fonds de partenariat touristique</b>		<b>3</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>20</b>
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences	Professionnel	1		3	6	5	7	5
	Technicien			2	2			
	Personnel de bureau				2	2	2	
<b>Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre</b>		<b>1</b>		<b>5</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>5</b>
817-Fonds d'information sur le territoire	Cadre			1	1	1	1	
	Professionnel	5	8	7	22	29	25	22
	Technicien	2	2	3	16	24	23	11
	Personnel de bureau					3	7	5
<b>Total 817-Fonds d'information sur le territoire</b>		<b>7</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>39</b>	<b>57</b>	<b>56</b>	<b>38</b>
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre		2	3	5			1
	Professionnel	1	1	1	1	1	2	5
	Technicien	4	2	1	1			
	Personnel de bureau		2	3	1			
	Ouvrier		2	2				
<b>Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant</b>		<b>5</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>6</b>
826-Fonds des ressources naturelles	Haute direction							1
	Cadre							1
	Professionnel							47
	Technicien							7
	Personnel de bureau							7
<b>Total 826-Fonds des ressources naturelles</b>								<b>63</b>
830-Commission des transports du Québec	Professionnel			1	6	2	3	4
	Technicien			2	1	1	4	6
	Personnel de bureau	3	3	3	13	12	15	12
<b>Total 830-Commission des transports du Québec</b>		<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>22</b>	<b>22</b>

1. Employés assujettis à la LFP et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
 Données produites le 22 février 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 10

Ventilation détaillée des effectifs temporaires <sup>1</sup> dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars de chaque année depuis 2006								
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2006	MARS 2007	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	MARS 2012
850-Transports	Cadre			1	1	4	2	
	Professionnel	12	17	36	56	51	66	93
	Technicien	14	31	44	68	82	95	63
	Personnel de bureau	9	14	14	20	40	35	41
	Ouvrier	23	27	58	74	109	124	3
<b>Total 850-Transports</b>		<b>58</b>	<b>89</b>	<b>153</b>	<b>219</b>	<b>286</b>	<b>322</b>	<b>200</b>
862-Direction des technologies informationnelles et des communications	Professionnel	5						
	Technicien	1						
<b>Total 862-Direction des technologies informationnelles et des communications</b>		<b>6</b>						
863-FSG - fournitures et ameublement	Professionnel	2						
<b>Total 863-FSG - fournitures et ameublement</b>		<b>2</b>						
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Professionnel		2	1				
	Personnel de bureau		1	1	1	1	1	
<b>Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels</b>			<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	
874-Fonds de financement	Professionnel	1	3	2	1	1	1	2
	Technicien						1	
<b>Total 874-Fonds de financement</b>		<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre						1	
	Professionnel		2	4	8	4	4	3
	Technicien	15	12	13	3	1	9	7
	Personnel de bureau	1			1	1	2	2
<b>Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice</b>		<b>16</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>12</b>
896-Secrétariat à la politique linguistique	Personnel de bureau							1
<b>Total 896-Secrétariat à la politique linguistique</b>								<b>1</b>
<b>Total</b>		<b>2102</b>	<b>2868</b>	<b>3881</b>	<b>5607</b>	<b>6295</b>	<b>6432</b>	<b>6083</b>

1. Employés assujettis à l'obligation de formation continue (FP) et qui n'ont pas terminé la période continue de deux ans (article 14 de cette loi).  
 Données produites en mars 2011 (paie 24) et actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 11

Nombre d'effectifs temporaires qui ont eu le statut de permanence par année depuis 2004								
	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012*
Nombre d'employés temporaires devenus permanents	3 932	2 828	362	866	1 446	1 895	2 578	2 054

\* Période couverte du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre 2011.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
010-Culture, des Communications et de la Condition féminine	Haute direction	6	5	5	6	5
	Cadre	36	37	34	33	40
	Professionnel	175	177	173	163	178
	Technicien	65	67	65	60	55
	Personnel de bureau	48	39	33	32	28
	Ouvrier	2	1			
<b>Total 010-Culture, des Communications et de la Condition féminine</b>		<b>332</b>	<b>326</b>	<b>310</b>	<b>294</b>	<b>306</b>
030-Relations internationales	Haute direction	14	16	14	10	14
	Cadre	57	56	55	47	44
	Professionnel	157	149	155	152	137
	Technicien	57	50	56	54	49
	Personnel de bureau	70	63	54	40	38
	Ouvrier	1	1	2	2	2
<b>Total 030-Relations internationales</b>		<b>356</b>	<b>335</b>	<b>336</b>	<b>305</b>	<b>284</b>
050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	Haute direction	6	6	7	2	3
	Cadre	48	45	46	44	42
	Professionnel	231	215	208	212	228
	Technicien	83	71	74	76	76
	Personnel de bureau	78	62	49	43	44
	Ouvrier	4	3	3	3	2
<b>Total 050-Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire</b>		<b>450</b>	<b>402</b>	<b>387</b>	<b>380</b>	<b>395</b>
055-Immigration et des Communautés culturelles	Haute direction	4	4	4	1	1
	Cadre	48	53	49	51	49
	Professionnel	280	291	297	291	289
	Enseignant	101	98	89	78	70
	Technicien	166	170	151	160	159
	Personnel de bureau	174	162	148	156	165
<b>Total 055-Immigration et des Communautés culturelles</b>		<b>773</b>	<b>778</b>	<b>738</b>	<b>737</b>	<b>733</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
060-Santé et Services sociaux	Haute direction	6	4	4	3	1
	Cadre	61	59	55	56	61
	Professionnel	351	340	309	307	290
	Technicien	71	79	78	78	82
	Personnel de bureau	104	79	72	66	65
	Ouvrier	1	1			
<b>Total 060-Santé et Services sociaux</b>		<b>594</b>	<b>562</b>	<b>518</b>	<b>510</b>	<b>499</b>
063-Régie des rentes du Québec	Haute direction	3	3	3	3	4
	Cadre	49	50	54	57	60
	Professionnel	369	376	397	425	429
	Technicien	209	209	207	197	195
	Personnel de bureau	360	344	303	283	267
	Ouvrier	2	3	2	2	2
<b>Total 063-Régie des rentes du Québec</b>		<b>992</b>	<b>985</b>	<b>966</b>	<b>967</b>	<b>957</b>
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Haute direction		5	5	5	5
	Cadre	72	64	68	66	78
	Professionnel	421	393	400	437	494
	Technicien	336	330	313	288	305
	Personnel de bureau	224	177	144	122	109
	Ouvrier	2	2	4	1	1
<b>Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec</b>		<b>1055</b>	<b>971</b>	<b>934</b>	<b>919</b>	<b>992</b>
065-Famille et Aînés	Haute direction	5	5	4	3	4
	Cadre	19	20	25	24	23
	Professionnel	170	169	166	182	180
	Technicien	80	77	77	94	88
	Personnel de bureau	49	40	39	27	21
<b>Total 065-Famille et Aînés</b>		<b>323</b>	<b>311</b>	<b>311</b>	<b>330</b>	<b>316</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont des données de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 12

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
075-Travail	Haute direction	3	5	4	4	3
	Cadre	10	6	8	6	6
	Professionnel	52	54	57	55	58
	Technicien	24	20	19	19	18
	Personnel de bureau	22	21	24	23	26
<b>Total 075-Travail</b>		<b>111</b>	<b>106</b>	<b>112</b>	<b>107</b>	<b>111</b>
080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Haute direction	5	7	6	7	6
	Cadre	112	106	106	105	103
	Professionnel	580	572	554	584	568
	Enseignant	90	94	90	94	85
	Technicien	504	500	478	460	450
	Personnel de bureau	209	174	154	125	106
	Ouvrier	36	30	27	24	18
<b>Total 080-Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>		<b>1536</b>	<b>1483</b>	<b>1415</b>	<b>1399</b>	<b>1336</b>
095-Sécurité publique	Haute direction	18	13	8	7	9
	Cadre	360	358	356	371	365
	Professionnel	741	697	704	685	689
	Technicien	262	215	197	197	199
	Personnel de bureau	385	294	285	248	228
	Agent de la paix	1983	1960	2028	2184	2334
	Ouvrier	87	86	81	70	62
<b>Total 095-Sécurité publique</b>		<b>3836</b>	<b>3623</b>	<b>3659</b>	<b>3762</b>	<b>3886</b>
140-Conseil exécutif	Haute direction	27	26	24	27	23
	Cadre	65	61	60	63	56
	Professionnel	276	275	257	251	241
	Technicien	67	62	62	58	58
	Personnel de bureau	56	44	36	29	27
<b>Total 140-Conseil exécutif</b>		<b>491</b>	<b>468</b>	<b>439</b>	<b>428</b>	<b>405</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
160-Conseil du trésor	Haute direction	11	9	9	9	10
	Cadre	60	60	62	63	61
	Professionnel	249	228	233	245	254
	Technicien	63	64	64	57	63
	Personnel de bureau	54	34	26	21	23
<b>Total 160-Conseil du trésor</b>		<b>447</b>	<b>395</b>	<b>394</b>	<b>395</b>	<b>411</b>
188-Bureau de décision et de révision	Haute direction	2	2	2	2	2
	Cadre	2	1		1	1
	Professionnel	2	2	1	2	2
	Technicien	2	2	1	2	2
	Personnel de bureau	1	1	1		1
<b>Total 188-Bureau de décision et de révision</b>		<b>9</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
210-Finances	Haute direction	10	9	10	4	10
	Cadre	81	75	77	79	76
	Professionnel	319	299	270	280	267
	Technicien	87	73	61	51	48
	Personnel de bureau	48	38	29	21	17
	Ouvrier	3	3	3	2	2
<b>Total 210-Finances</b>		<b>548</b>	<b>497</b>	<b>450</b>	<b>437</b>	<b>420</b>
240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Haute direction	3	3	3	2	2
	Cadre	30	33	33	38	40
	Professionnel	170	161	153	168	199
	Technicien	85	79	75	93	109
	Personnel de bureau	116	96	69	67	71
<b>Total 240-Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances</b>		<b>404</b>	<b>372</b>	<b>333</b>	<b>368</b>	<b>421</b>
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Haute direction	2	2	2	2	1
	Cadre	2	3	3	4	10
	Professionnel	8	10	12	20	22
	Technicien	24	24	28	26	24
	Personnel de bureau	130	123	112	110	114
<b>Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales</b>		<b>166</b>	<b>162</b>	<b>157</b>	<b>162</b>	<b>171</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	Haute direction				1	1
	Cadre	5	5	5	5	4
	Professionnel	7	7	8	7	8
	Technicien	3	2	4	5	5
	Personnel de bureau	2	1	1	2	3
<b>Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec</b>		<b>17</b>	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>21</b>
256-Bureau des audiences publiques environnementales	Haute direction	3	2	2	1	1
	Cadre	2	2	1	2	1
	Professionnel	23	22	18	17	18
	Technicien	8	10	8	7	9
	Personnel de bureau	6	3	3	4	2
<b>Total 256-Bureau des audiences publiques environnementales</b>		<b>42</b>	<b>39</b>	<b>32</b>	<b>31</b>	<b>31</b>
278-Commission de l'équité salariale	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	3	4	4	5	5
	Professionnel	29	22	25	19	18
	Technicien	3	4	5	4	4
	Personnel de bureau	7	5	4	2	2
<b>Total 278-Commission de l'équité salariale</b>		<b>43</b>	<b>36</b>	<b>39</b>	<b>31</b>	<b>30</b>
280-Développement économique, Innovation et Exportation	Haute direction	8	8	7	7	7
	Cadre	69	68	69	67	70
	Professionnel	462	438	416	381	383
	Technicien	91	85	83	71	79
	Personnel de bureau	144	123	97	90	79
	Ouvrier	2	2	2	1	1
<b>Total 280-Développement économique, Innovation et Exportation</b>		<b>776</b>	<b>724</b>	<b>674</b>	<b>617</b>	<b>619</b>
285-Commission des relations du travail	Haute direction		2	2	3	3
	Cadre	4	4	3	4	5
	Professionnel	32	33	33	30	38
	Technicien	12	16	14	16	15
	Personnel de bureau	22	18	18	21	21
<b>Total 285-Commission des relations du travail</b>		<b>70</b>	<b>73</b>	<b>70</b>	<b>74</b>	<b>82</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Haute direction	7	8	9	8	6
	Cadre	169	172	168	172	166
	Professionnel	828	838	875	908	904
	Technicien	729	721	646	640	668
	Personnel de bureau	446	373	315	307	308
	Agent de la paix	270	270	265	254	255
	Ouvrier	11	9	8	8	6
<b>Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec</b>		<b>2460</b>	<b>2391</b>	<b>2286</b>	<b>2297</b>	<b>2313</b>
321-Fonds d'aide au recours collectifs	Professionnel				1	1
	Technicien				1	1
<b>Total 321-Fonds d'aide au recours collectifs</b>					<b>2</b>	<b>2</b>
323-Institut de la statistique du Québec	Haute direction	1	1	1		
	Cadre	11	12	17	19	16
	Professionnel	103	102	106	108	107
	Technicien	29	27	29	29	30
	Personnel de bureau	26	24	16	11	10
<b>Total 323-Institut de la statistique du Québec</b>		<b>170</b>	<b>166</b>	<b>169</b>	<b>167</b>	<b>163</b>
328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec	Haute direction	1		1	3	3
	Cadre	3	4	4	3	4
	Professionnel	23	23	22	21	22
	Technicien	25	25	25	26	27
	Personnel de bureau	21	17	13	12	14
<b>Total 328-Commission de la protection du territoire agricole du Québec</b>		<b>73</b>	<b>69</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>70</b>
343-Services Québec	Haute direction	4	3	2	1	3
	Cadre	45	51	54	48	53
	Professionnel	148	156	141	150	161
	Technicien	76	96	96	87	93
	Personnel de bureau	169	185	169	137	132
	Ouvrier	2	2	1	1	1
<b>Total 343-Services Québec</b>		<b>444</b>	<b>493</b>	<b>463</b>	<b>424</b>	<b>443</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars : données de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
344-Office de la protection du consommateur	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	8	8	9	8	8
	Professionnel	26	28	24	31	30
	Technicien	35	35	33	34	38
	Personnel de bureau	8	8	9	7	6
<b>Total 344-Office de la protection du consommateur</b>		<b>78</b>	<b>80</b>	<b>76</b>	<b>81</b>	<b>83</b>
347-Centre de services partagés du Québec	Haute direction	1	1	2	2	3
	Cadre	89	120	120	123	124
	Professionnel	478	733	788	824	829
	Technicien	403	607	542	486	497
	Personnel de bureau	183	193	169	147	131
	Ouvrier	33	28	21	14	12
<b>Total 347-Centre de services partagés du Québec</b>		<b>1187</b>	<b>1682</b>	<b>1642</b>	<b>1596</b>	<b>1596</b>
350-Éducation, du Loisir et du Sport	Haute direction	8	9	8	7	5
	Cadre	97	95	87	88	94
	Professionnel	592	586	577	542	518
	Technicien	207	213	184	179	158
	Personnel de bureau	293	239	191	143	133
	Ouvrier	4	3	3	3	3
<b>Total 350-Éducation, du Loisir et du Sport</b>		<b>1201</b>	<b>1145</b>	<b>1050</b>	<b>962</b>	<b>911</b>
352-Régie du cinéma	Haute direction				1	1
	Cadre	2	2	4	3	3
	Professionnel	15	19	17	16	16
	Technicien	11	8	8	7	10
	Personnel de bureau	10	11	9	7	7
	Ouvrier	1	1	1	1	1
<b>Total 352-Régie du cinéma</b>		<b>39</b>	<b>41</b>	<b>39</b>	<b>35</b>	<b>38</b>
360-Office des professions du Québec	Cadre	3	2	2	3	3
	Professionnel	14	14	16	20	25
	Technicien	9	8	9	7	7
	Personnel de bureau	5	4	4	4	2
<b>Total 360-Office des professions du Québec</b>		<b>31</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>34</b>	<b>37</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
367-Régie du bâtiment du Québec	Haute direction					2
	Cadre	26	25	29	31	31
	Professionnel	59	67	59	65	62
	Technicien	131	130	129	153	162
	Personnel de bureau	86	74	54	40	44
<b>Total 367-Régie du bâtiment du Québec</b>		<b>302</b>	<b>296</b>	<b>271</b>	<b>289</b>	<b>301</b>
370-Assemblée nationale	Haute direction	3	3	3	4	3
	Cadre	32	34	36	35	32
	Professionnel	145	142	145	147	150
	Technicien	144	142	141	138	137
	Personnel de bureau	85	77	66	57	55
	Agent de la paix	39	36	31	33	31
	Ouvrier	38	37	36	38	37
<b>Total 370-Assemblée nationale</b>		<b>486</b>	<b>471</b>	<b>458</b>	<b>452</b>	<b>445</b>
374-Vérificateur général	Haute direction	5	5	5	4	4
	Cadre	27	26	25	28	28
	Professionnel	126	145	152	152	150
	Technicien	9	11	13	15	15
	Personnel de bureau	13	12	7	3	2
<b>Total 374-Vérificateur général</b>		<b>180</b>	<b>199</b>	<b>202</b>	<b>202</b>	<b>199</b>
380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Haute direction	7	7	7	7	8
	Cadre	88	89	91	86	89
	Professionnel	664	666	654	643	636
	Technicien	484	469	449	435	390
	Personnel de bureau	191	178	153	129	113
	Ouvrier	7	6	5	4	4
<b>Total 380-Développement durable, de l'Environnement et des Parcs</b>		<b>1441</b>	<b>1415</b>	<b>1359</b>	<b>1304</b>	<b>1240</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la nomenclature budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Haute direction		5	6	3	4
	Cadre		9	7	7	7
	Professionnel		31	28	27	27
	Technicien		54	46	47	47
	Personnel de bureau		50	46	35	31
<b>Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux</b>			<b>149</b>	<b>133</b>	<b>119</b>	<b>116</b>
390-Sûreté du Québec	Haute direction	1	1	1	1	
	Cadre	54	29	28	27	26
	Professionnel	270	179	183	185	185
	Technicien	396	151	158	147	146
	Personnel de bureau	695	272	250	237	214
	Ouvrier	18		1	1	1
<b>Total 390-Sûreté du Québec</b>		<b>1434</b>	<b>632</b>	<b>621</b>	<b>598</b>	<b>572</b>
392-Régie des marchés agricoles du Québec	Haute direction	3	4	4	2	4
	Cadre	1	2	1	2	2
	Professionnel	13	10	10	11	11
	Technicien	12	13	12	13	13
	Personnel de bureau	7	6	7	4	3
<b>Total 392-Régie des marchés agricoles du Québec</b>		<b>36</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>32</b>	<b>33</b>
400-Justice	Haute direction	7	5	4	3	4
	Cadre	126	126	124	129	127
	Professionnel	486	496	467	480	494
	Technicien	349	352	342	322	334
	Personnel de bureau	926	819	721	642	621
	Ouvrier	1	1			1
<b>Total 400-Justice</b>		<b>1895</b>	<b>1799</b>	<b>1658</b>	<b>1576</b>	<b>1581</b>
408-Commission d'accès à l'information	Haute direction	3	3	4	3	5
	Cadre	2	4	4	5	4
	Professionnel	13	16	18	19	19
	Technicien	6	6	6	7	9
	Personnel de bureau	6	6	7	9	9
<b>Total 408-Commission d'accès à l'information</b>		<b>30</b>	<b>35</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	<b>46</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
414-Commission des lésions professionnelles	Haute direction	67	62	64	60	61
	Cadre	7	6	3	5	6
	Professionnel	102	99	96	101	103
	Technicien	48	48	52	50	48
	Personnel de bureau	132	124	104	101	97
	Ouvrier	2	2	1	1	1
<b>Total 414-Commission des lésions professionnelles</b>		<b>358</b>	<b>341</b>	<b>320</b>	<b>318</b>	<b>316</b>
430-Commission de la fonction publique	Haute direction	4	4	4	4	4
	Cadre	2	2	2	2	3
	Professionnel	20	15	13	12	13
	Technicien	3	2	3	2	2
	Personnel de bureau	7	3	2	3	3
<b>Total 430-Commission de la fonction publique</b>		<b>36</b>	<b>26</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>25</b>
450-Tribunal administratif du Québec	Cadre	9	8	11	9	10
	Professionnel	23	20	17	16	24
	Technicien	37	40	34	36	37
	Personnel de bureau	65	57	48	46	38
<b>Total 450-Tribunal administratif du Québec</b>		<b>134</b>	<b>125</b>	<b>110</b>	<b>107</b>	<b>109</b>
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	1	1	1	1	1
	Professionnel	7	7	7	8	6
	Technicien	3	3	3	3	3
	Personnel de bureau		1	1	1	
<b>Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale</b>		<b>12</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>11</b>
510-Régie du logement	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	6	5	8	8	7
	Professionnel	10	10	15	17	17
	Technicien	5	9	10	10	11
	Personnel de bureau	114	106	94	91	91
<b>Total 510-Régie du logement</b>		<b>136</b>	<b>131</b>	<b>128</b>	<b>127</b>	<b>127</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont des données de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la nomenclature budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
520-La Financière agricole du Québec	Haute direction	6	5	4	4	4
	Cadre	33	33	36	34	35
	Professionnel	248	249	236	241	238
	Technicien	131	120	119	118	104
	Personnel de bureau	86	82	74	64	63
	<b>Total 520-La Financière agricole du Québec</b>	<b>504</b>	<b>489</b>	<b>469</b>	<b>461</b>	<b>444</b>
538-Office des personnes handicapées	Haute direction	1	1	1		
	Cadre	7	7	7	6	7
	Professionnel	63	59	54	57	52
	Technicien	20	21	21	21	17
	Personnel de bureau	20	17	15	10	12
	<b>Total 538-Office des personnes handicapées</b>	<b>111</b>	<b>105</b>	<b>98</b>	<b>94</b>	<b>88</b>
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Haute direction	1	1	1	1	1
	Cadre	13	12	12	11	11
	Professionnel	20	22	20	19	21
	Enseignant	27	24	21	39	36
	Technicien	32	31	28	29	23
	Personnel de bureau	20	17	15	12	12
	Ouvrier	10	8	7	5	4
	<b>Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec</b>	<b>123</b>	<b>115</b>	<b>104</b>	<b>116</b>	<b>108</b>
560-Curateur public	Haute direction	3	1	1	2	2
	Cadre	34	33	29	35	35
	Professionnel	231	236	232	238	248
	Technicien	124	119	114	118	119
	Personnel de bureau	65	56	51	43	51
	<b>Total 560-Curateur public</b>	<b>457</b>	<b>445</b>	<b>427</b>	<b>436</b>	<b>455</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
600-Ressources naturelles et de la Faune	Haute direction	6	7	7	7	6
	Cadre	250	241	235	228	192
	Professionnel	856	844	832	854	723
	Technicien	993	927	877	784	645
	Personnel de bureau	371	328	286	248	205
	Agent de la paix	256	293	265	259	240
	Ouvrier	17	14	10	8	12
<b>Total 600-Ressources naturelles et de la Faune</b>		<b>2748</b>	<b>2653</b>	<b>2512</b>	<b>2388</b>	<b>2023</b>
630-Directeur général des élections	Haute direction					1
	Cadre	19	21	20	17	18
	Professionnel	81	88	84	86	94
	Technicien	42	38	42	47	44
	Personnel de bureau	34	30	25	27	28
	Ouvrier	1	1	2	2	2
<b>Total 630-Directeur général des élections</b>		<b>178</b>	<b>179</b>	<b>174</b>	<b>181</b>	<b>187</b>
660-Conseil du statut de la femme	Cadre	3	4	4	4	4
	Professionnel	19	17	15	14	18
	Technicien	8	8	8	9	11
	Personnel de bureau	13	11	9	7	6
<b>Total 660-Conseil du statut de la femme</b>		<b>43</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>34</b>	<b>39</b>
690-Conseil supérieur de la langue française	Haute direction					1
	Cadre	1	1	2	1	
	Professionnel	5	5	3	1	1
	Technicien	1	1			1
	Personnel de bureau	4	3	2	2	1
<b>Total 690-Conseil supérieur de la langue française</b>		<b>11</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars : données de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la dotation budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 12

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
700-Emploi et Solidarité sociale	Haute direction	7	8	6	6	6
	Cadre	332	286	299	294	292
	Professionnel	1345	1104	1130	1136	1149
	Technicien	2650	2378	2233	2243	2224
	Personnel de bureau	757	610	537	507	486
	Ouvrier	4	4	4	3	3
<b>Total 700-Emploi et Solidarité sociale</b>		<b>5095</b>	<b>4390</b>	<b>4209</b>	<b>4189</b>	<b>4160</b>
702-Commission des normes du travail	Haute direction	2	3	3	2	1
	Cadre	28	28	29	26	29
	Professionnel	212	209	197	193	201
	Technicien	152	154	146	132	133
	Personnel de bureau	86	73	60	46	41
	Ouvrier	1	1	1		
<b>Total 702-Commission des normes du travail</b>		<b>481</b>	<b>468</b>	<b>436</b>	<b>399</b>	<b>405</b>
703-Commission de la santé et de la sécurité du travail	Haute direction	7	5	5	5	6
	Cadre	190	195	191	208	216
	Professionnel	1486	1455	1446	1479	1493
	Technicien	956	948	908	874	843
	Personnel de bureau	468	434	392	382	403
	Ouvrier	11	9	6	5	5
<b>Total 703-Commission de la santé et de la sécurité du travail</b>		<b>3118</b>	<b>3046</b>	<b>2948</b>	<b>2953</b>	<b>2966</b>
710-Office québécois de la langue française	Haute direction	1	1	1		
	Cadre	17	17	15	12	13
	Professionnel	128	125	114	109	124
	Technicien	38	37	36	29	29
	Personnel de bureau	34	29	24	19	19
<b>Total 710-Office québécois de la langue française</b>		<b>218</b>	<b>209</b>	<b>190</b>	<b>169</b>	<b>185</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
730-Société d'habitation du Québec	Haute direction	2	2	1	1	1
	Cadre	22	22	23	25	24
	Professionnel	172	164	173	186	195
	Technicien	79	80	77	69	67
	Personnel de bureau	49	44	38	31	32
	Ouvrier	1				1
<b>Total 730-Société d'habitation du Québec</b>		<b>325</b>	<b>312</b>	<b>312</b>	<b>312</b>	<b>320</b>
801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	Cadre	3	3	3	3	3
	Professionnel	15	12	11	13	14
	Technicien			1	1	1
	Personnel de bureau	6	5	4	3	3
<b>Total 801-Fonds d'aide à l'action communautaire autonome</b>		<b>24</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>21</b>
807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	Cadre	104	96	95	94	198
	Professionnel	617	604	611	643	505
	Technicien	771	775	733	736	676
	Personnel de bureau	258	239	197	172	142
	Ouvrier	16	11	8	6	482
<b>Total 807-Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier</b>		<b>1756</b>	<b>1725</b>	<b>1644</b>	<b>1651</b>	<b>2003</b>
812-Fonds des services de police	Cadre		30	28	30	30
	Professionnel		86	83	88	85
	Technicien		253	284	278	263
	Personnel de bureau		399	396	366	336
	Ouvrier		17	16	16	13
<b>Total 812-Fonds des services de police</b>			<b>785</b>	<b>807</b>	<b>778</b>	<b>727</b>
814-Fonds de partenariat touristique	Haute direction	2	2	1	1	2
	Cadre	18	17	17	16	17
	Professionnel	93	96	88	92	93
	Technicien	67	65	62	65	60
	Personnel de bureau	75	68	56	52	48
	Ouvrier	3	3	3	3	4
<b>Total 814-Fonds de partenariat touristique</b>		<b>258</b>	<b>251</b>	<b>227</b>	<b>229</b>	<b>224</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont celles de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	Cadre	1	1	2	2	1
	Professionnel	7	6	9	10	12
	Technicien	5	5	4	4	3
	Personnel de bureau	5	5	5	4	6
<b>Total 816-Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre</b>		<b>18</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>22</b>
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Cadre	28	30	31	27	22
	Professionnel	16	18	17	19	17
	Technicien	35	32	32	31	27
	Personnel de bureau	16	18	18	11	9
	Ouvrier	98	86	68	48	40
<b>Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant</b>		<b>193</b>	<b>184</b>	<b>166</b>	<b>136</b>	<b>115</b>
830-Commission des transports du Québec	Haute direction	5	5	5	3	4
	Cadre	8	8	8	8	7
	Professionnel	31	27	29	28	31
	Technicien	38	38	35	26	18
	Personnel de bureau	43	37	26	25	20
<b>Total 830-Commission des transports du Québec</b>		<b>125</b>	<b>115</b>	<b>103</b>	<b>90</b>	<b>80</b>
850-Transports	Haute direction	7	7	7	7	8
	Cadre	199	196	199	200	90
	Professionnel	470	461	480	483	652
	Technicien	467	428	409	396	460
	Personnel de bureau	273	219	176	153	156
	Ouvrier	620	568	518	500	6
<b>Total 850-Transports</b>		<b>2036</b>	<b>1879</b>	<b>1789</b>	<b>1739</b>	<b>1372</b>
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	Cadre	1	1	1	1	2
	Professionnel	1	2	2	2	2
	Technicien		1	1	1	1
	Personnel de bureau					1
<b>Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels</b>		<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>6</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars sont issues de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 12**

Ventilation détaillée des effectifs permanents dans la fonction publique au 1 <sup>er</sup> mars 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012						
MINISTÈRE OU ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	MARS 2008	MARS 2009	MARS 2010	MARS 2011	FÉVRIER 2012
874-Fonds de financement	Cadre	2	2	2		
	Professionnel	8	9	9	7	6
<b>Total 874-Fonds de financement</b>		<b>10</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>6</b>
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Cadre	5	5	5	6	7
	Professionnel	27	26	29	29	29
	Technicien	47	55	55	48	44
	Personnel de bureau	28	20	18	16	14
<b>Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice</b>		<b>107</b>	<b>106</b>	<b>107</b>	<b>99</b>	<b>94</b>
896-Secrétariat à la politique linguistique	Haute direction	1	2	1	1	1
	Cadre	1	1	1	1	1
	Professionnel	4	3	5	5	5
	Technicien	1	2	2	2	2
	Personnel de bureau	2	1	1		
<b>Total 896-Secrétariat à la politique linguistique</b>		<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>Total</b>		<b>43861</b>	<b>42287</b>	<b>40568</b>	<b>39911</b>	<b>39915</b>

Employés réguliers permanents assujettis à la LFP (statut d'emploi 2 dans SAGIP).

Les données de mars : données de la paie 26 et celles de février de la paie 24. Elles sont actualisées selon la structure budgétaire 2011-2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 13

Nombre d'unités autonomes de services propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles	
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	MINISTÈRE ou ORGANISME RESPONSABLE
Bureau des infractions et amendes (CPI)	Justice Québec
Centre de conservation du Québec (CPI)	Culture, Communications et Condition féminine
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI)	Développement durable, Environnement et Parcs
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI)	Développement durable, Environnement et Parcs
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS) « Fonds de gestion de l'équipement roulant »	Transport
Centre de recouvrement du MESS (CPI)	Emploi et Solidarité sociale
Contrôle routier Québec (CPI) « à l'intérieur de la SAAQ »	Transport et Société de l'assurance automobile du Québec
Emploi-Québec (CPI) « Budget de dépenses 2010-2011 programme 3 élément 5 au complet »	Emploi et Solidarité sociale
Régie du cinéma (CPI)	Culture, Communications et Condition féminine
Régie des rentes du Québec (CPI)	Emploi et Solidarité sociale
Transformation alimentaire Québec (CPI)	Agriculture, Pêcheries et Alimentation

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 14

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération		
UNITÉS AUTONOMES DE SERVICES (UAS) ET UNITÉS AYANT CONCLU UNE CONVENTION DE PERFORMANCE ET D'IMPUTABILITÉ (CPI)	ETC TOTAL UTILISÉ 2011-2012 <sup>1</sup>	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
Bureau des infractions et amendes (CPI) « MJQ »	177	2001-06-12
Centre de conservation du Québec (CPI) « MCCCCF »	24	2002-11-20
Centre d'expertise en analyse environnementale (CPI) « MDDEP »	109	2002-01-16
Centre d'expertise hydrique du Québec (CPI) « MDDEP »	205	2001-12-04
Centre de gestion de l'équipement roulant (UAS) « Fonds de gestion de l'équipement roulant »	433	1997-06-13
Centre de recouvrement du MESS (CPI) « MESS »	175	2001-04-05
Contrôle routier Québec (CPI) « à l'intérieur de la SAAQ »	406	2001-02-28
Emploi-Québec (CPI) « Budget de dépenses 2010-2011 programme 3 élément 5 au complet »	4 406	2002-04-16
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (UAS) « MSP »	148	1996-10-01
Régie du cinéma (CPI) « MCCCCF »	42	2001-01-01
Régie des rentes du Québec (CPI) « MESS »	1 131	2001-03-01
Transformation alimentaire Québec (CPI) « MAPAQ »	41	2005-02-03

<sup>1</sup> N'inclut pas les préretraites.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 15

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés embauchés <sup>1</sup> issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : le nombre d'employés ayant obtenu en 2011-2012 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles					
2011-2012 <sup>3</sup>					
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés					
- Régulier	233	22	18	12	843
- Occasionnel	585	116	67	22	3228
Nombre d'employés ayant reçu un remboursement lié aux frais de déménagement	9				

1. Employés réguliers et occasionnels (sauf statut d'emploi = 12 - Occasionnel avec droit de rappel) assujettis à la *Loi sur la fonction publique* excluant la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

2. Les codes retenus sont : départ fin d'emploi-36, cessation d'emploi-37, mise à pied-38.

3. Période du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 22 février 2012 (paie 24).



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 16

Pour l'année 2011-2012, le nombre d'employés <sup>1</sup> mis à pied ou dont le contrat n'a pas été renouvelé <sup>2</sup> issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, qui sont anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans					
2011-2012 <sup>3</sup>					
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MOINS DE 35 ANS
Nombre d'employés					
- Régulier	12	1	0	0	13
- Occasionnel	126	46	20	9	981

1. Employés réguliers et occasionnels (sauf statut d'emploi = 12 - Occasionnel avec droit de rappel) assujettis à la *Loi sur la fonction publique* excluant la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

2. Les codes retenus sont : départ fin d'emploi-36, cessation d'emploi-37, mise à pied-38.

3. Période du 1<sup>er</sup> avril 2011 au 22 février 2012 (paie 24).

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 17**

**Pour chacun des grands secteurs de l'État, l'état de la situation et de l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale**

**PROGRAMMES TERMINÉS OU EN COURS**

Pour les secteurs public et parapublic, la Loi sur l'équité salariale (LES) définit deux entreprises; celle de la fonction publique et celle du secteur parapublic. L'entreprise du secteur parapublic regroupe les personnels des secteurs de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Pour les deux entreprises, le Conseil du trésor doit mettre en place 12 programmes d'équité salariale différents; neuf pour l'entreprise de la fonction publique et trois pour l'entreprise du secteur parapublic.

**ENTREPRISE DU SECTEUR PARAPUBLIC (RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES COLLÈGES)**

Pour l'entreprise du secteur parapublic, le programme le plus important est celui visant tout le personnel salarié des secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que celui non syndiqué appartenant aux mêmes catégories d'emplois. Les travaux ont été complétés, suivant les exigences de la LES, en décembre 2006. Plus de 327 000 personnes, appartenant à des titres d'emplois pour lesquels des correctifs ont été identifiés, ont reçu au printemps 2007 un correctif moyen à terme de près de 6 %.

Le personnel d'encadrement de l'entreprise du secteur parapublic est visé par deux programmes : le programme général du secteur de la santé et des services sociaux et le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Il est à noter qu'outre le personnel d'encadrement, le programme général du secteur de la santé vise également certains groupes de professionnels, tels les pharmaciens d'établissement, les biochimistes cliniques et les physiciens médicaux. Ce programme a été complété à l'automne 2010 et les ajustements salariaux ont été payés à l'automne 2011.

Une entente est également intervenue pour le programme général du secteur de l'éducation (commissions scolaires et collèges). Toutefois, un différend a été déposé par les associations de cadres auprès de la Commission de l'équité salariale (CES), ce qui retarde le paiement des ajustements. Le différend porte sur le mode de calcul des ajustements salariaux.

**ENTREPRISE DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Dans l'entreprise de la fonction publique, le programme le plus important est celui visant les salariés représentés par le Syndicat de la fonction publique du Québec (47 000 salariés). Le programme vise les personnels fonctionnaires et ouvriers. Les travaux de ce comité ont été complétés en novembre 2006. L'ajustement d'équité salariale moyen pour les personnes salariées visées par un correctif est de 5,16 %. Plus de 28 000 personnes ont touché un correctif qui a été versé au printemps 2007.

Le deuxième programme de la fonction publique vise les professionnels. Les travaux ont été menés conjointement avec le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (17 000 salariés). Les différentes étapes prévues par la LES ont été finalisées au début de décembre 2006. Près de 2 400 personnes ont touché un correctif moyen à terme de 3,6 % qui a été versé au printemps 2007.

Le troisième programme de l'entreprise de la fonction publique s'adresse à quatre des cinq groupes d'agents de la paix. Les travaux, amorcés en juin 2006, ont été retardés en raison d'un différend déposé en juin 2009 par la partie syndicale auprès de CES. Les parties ont participé volontairement à un processus de conciliation à compter de septembre 2009. La conciliation ayant pris fin en novembre 2010, sans entente, le différend est alors passé au processus d'enquête en décembre 2010. La CES n'a pas encore rendu sa décision.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 17**

**Pour chacun des grands secteurs de l'État, l'état de la situation et de l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale**

Le quatrième programme de l'entreprise de la fonction publique, le programme général, vise les personnels d'encadrement et certains groupes professionnels et non syndiqués de ce secteur. Les travaux, amorcés en octobre 2009, ont été retardés en raison d'un différend sur l'évaluation de certaines catégories d'emplois qui a été déposé en octobre 2010 par les représentants des procureurs en poursuite pénale et les juristes de l'État auprès de la Commission de l'équité salariale. Le différend ayant été retiré au printemps 2011, le programme a pu être complété au mois de décembre dernier et les ajustements salariaux devraient être payés au cours du printemps 2012. Le correctif moyen pour les personnes salariées visées est de 8,48 %.

Enfin, cinq autres programmes distincts complètent le portrait de l'équité salariale pour l'entreprise du secteur de la fonction publique; les ingénieurs, les professeurs de l'État, les médecins, les dentistes et les contrôleurs routiers. Ces programmes visent un nombre restreint de personnes salariées. Il importe de préciser qu'aucun de ces programmes ne comporte de catégories d'emplois à prédominance féminine. Les cinq programmes ont été terminés au cours de l'année 2010.

**MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

**ENTREPRISES DU SECTEUR PARAPUBLIC ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Pour les trois programmes terminés avant le 12 mars 2009 (les trois plus importants dans les deux entreprises du gouvernement, soit le programme de l'entreprise du secteur parapublic et les programmes du Syndicat de la fonction publique du Québec et du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec), la Loi sur l'équité salariale prévoit que la première évaluation du maintien de l'équité salariale devait être réalisée au 31 décembre 2010. Tel que le permettait la LES, l'employeur (le Conseil du trésor) a réalisé seul la première évaluation du maintien de l'équité salariale pour ces trois programmes. Les affichages des trois programmes ont débuté en décembre 2010 et les ajustements salariaux ont été payés au cours de l'année 2011.

Pour les six programmes d'équité salariale terminés après le 12 mars 2009, le SCT a procédé à l'évaluation du maintien de l'équité salariale au cours de l'année 2011, soit avant l'échéance du 31 décembre 2011 prévue à la LES. Il s'agit du programme général du secteur de la santé et services sociaux et des cinq programmes distincts de la fonction publique (médecins du gouvernement, chirurgiens-dentistes, contrôleurs routiers, professeurs de l'État et ingénieurs). Les ajustements salariaux pour le programme général du secteur de la santé et services sociaux seront payés avant l'été 2012. Pour les cinq autres programmes, ceux-ci ne comptant aucune catégorie à prédominance féminine, aucun ajustement salarial n'est à verser.

Pour les six programmes d'équité salariale terminés après le 12 mars 2009, le SCT a procédé à l'évaluation du maintien de l'équité salariale au cours de l'année 2011, soit avant l'échéance du 31 décembre 2011 prévue à la LES. Il s'agit du programme général du secteur de la santé et services sociaux et des cinq programmes distincts de la fonction publique (médecins du gouvernement, chirurgiens-dentistes, contrôleurs routiers, professeurs de l'État et ingénieurs). Les ajustements salariaux pour le programme général du secteur de la santé et services sociaux seront payés avant l'été 2012. Pour les cinq autres programmes, ceux-ci ne comptant aucune catégorie à prédominance féminine, aucun ajustement salarial n'est à verser.

Pour le programme général de la fonction publique terminé en décembre 2011, l'évaluation du maintien de l'équité salariale est en cours et devrait être complétée au printemps 2012.

**COÛT DES AJUSTEMENTS**

Les ajustements salariaux émanant des travaux d'équité salariale et du maintien de l'équité salariale généreront en 2012-2013 un coût total annuel récurrent de l'ordre de 1 G\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 18

**À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?**

Le budget des ministères est établi pour couvrir les coûts liés à la rémunération, au service de la dette, aux loyers, à l'évolution des clientèles, etc. En fonction de ces paramètres, le pourcentage d'augmentation varie selon l'année et le ministère.

En 2012-2013, le budget de la santé est augmenté de 999,7 M\$, ou 3,4 %, ce qui permet de financer les facteurs de croissance suivants :

▪ **870,7 M\$ au titre de la rémunération :**

- La rémunération additionnelle accordée au personnel du réseau et des services sociaux et pour les professionnels de la santé;
- La variation des contributions de l'employeur;
- Les ajustements aux régimes de retraite, incluant la hausse de 1,0 % prévue au 1er avril 2012 pour l'augmentation des paramètres salariaux.

▪ **129 M\$ pour le fonctionnement du réseau :**

- 85,0 M\$ pour divers dossiers prioritaires (traitement de la dégénérescence maculaire liée à l'âge, néonatalogie, cardiologie, programme d'intervention auprès des jeunes et de leur famille, ultrasonique de nouvelles technologies).
- 165,5M\$ pour l'indexation des dépenses autres que salariales.
- 100 M\$ pour financer le coût de système spécifique de la santé lié au vieillissement de la population et à l'introduction de nouvelles technologies.
- 43,6 M\$ pour les médicaments.
- 40,8 M\$ pour la variation du service de dette.
- 20,6 M\$ pour le système de sang.
- 20,0 M\$ pour le redressement des bases budgétaires des établissements.
- 10,2 M\$ pour les services préhospitaliers d'urgence.
- 9,0 M\$ pour l'assurance hospitalisation hors-Québec
- (42,1 M\$) pour l'impact de l'année bissextile.
- (209,0 M\$) pour les dépenses imputées au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS).
- (211,0 M\$) pour le plan d'optimisation et de plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014.
- 96,4 M\$ pour d'autres variations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 18

À combien sont évalués les coûts de système de chacun des ministères (le % d'augmentation du budget d'un ministère qui est nécessaire uniquement pour maintenir le même niveau de service d'une année à l'autre)?

Pour sa part, le budget de l'éducation est en hausse de 341,9 M\$, ou de 2,2 %. Cette croissance permet au gouvernement de couvrir l'augmentation des coûts de système et de respecter ses engagements :

Croissance de base

- Coûts relatifs à la rémunération	234,9 M\$	} 240,3 M\$
- Effet de clientèles	151,7 M\$	
- Compression – utilisation des surplus cumulés des commissions scolaires	(100,0 M\$)	
- Correction pour le paiement, en 2011-2012, d'un montant relatif au recomptage des clientèles universitaires	(100,0 M\$)	
- Autres (services de la dette subventionnée, variation des bourses, variation des superficies, etc.)	53,7 M\$	

Engagements gouvernementaux

- Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires	45,2 M\$	} 101,6 M\$
- Ententes pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) : Soutien aux élèves, expérimentation au préscolaire, libération des enseignants	8,0 M\$	
- Nouvelles conventions collectives : réduction du nombre d'élèves par classe au 1er cycle du secondaire, ajout de ressources professionnelles, etc.	26,3 M\$	
- Mesures du Discours du budget 2011-2012 : La culture du sport à l'école secondaire publique, L'École 2.0 : La classe branchée, anglais intensif au primaire, Placements Universités	16,4 M\$	
- Autres (Plan de lecture à l'école, Écoles internationales, etc.)	5,7 M\$	

Le budget de dépenses du ministère de la Famille et Aînés augmente de 39,5 M\$. Le budget de dépenses des autres portefeuilles diminue globalement de 0,9%. Ceux-ci ont été établis avec la préoccupation de préserver les services à la population en tenant compte des facteurs de croissance spécifiques à chacun des ministères.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 19

Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2003-2004, par année financière			
NOM DE LA NOUVELLE STRUCTURE ADMINISTRATIVE	Budget annuel de dépenses 2012-2013	DATE DE CRÉATION	DATE D'ENTRÉE EN ACTIVITÉ
Commissaire à la lutte contre la corruption	4,2 M\$	8 juin 2011	13 juin 2011
Commission de l'éthique en science et en technologie	0,6 M\$	8 juin 2011	1 <sup>er</sup> juillet 2011
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0,2 M\$	1 <sup>er</sup> décembre 2011	2 décembre 2011

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 20

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2011-2012		
Publication	Imprimé	En ligne
Guide de gestion intégrée des absences pour cause d'invalidité	X	
Bulletin accès à l'égalité		X
Rapport de la présidente 2009-2010	X	X
L'effectif de la fonction publique 2009-2010	X	X
Ateliers de formation de compétences	X	
Guide d'accueil et d'activités pour promouvoir la fonction publique auprès des étudiants et des stagiaires employés dans les MO	X	X
Info-carrières (infolettre du portail Carrières)		X
Plan d'action favorisant l'intégration des personnes handicapées 2011-2012		X
Gouverner ensemble. Comment le Web 2.0 améliorera-t-il les services aux citoyens?	X	X
Rapport annuel de gestion	X	X
Actions concertées pour renforcer la lutte contre la collusion et la corruption		X
Coffre à outils pour protéger l'intégrité des contrats publics		X
Guide d'élaboration du dossier d'affaires des grands projets d'infrastructure publique	X	X
Guide de revue diligente du dossier d'affaires des grands projets d'infrastructure publique	X	X
Info-Marchés publics		X
Signet Coffre à outils pour protéger l'intégrité des contrats publics	X	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 20

Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2011-2012		
Publication	Imprimé	En ligne
Budget de dépenses 2012-2013	X	X
Bulletin le DPI en direct		X
Couvertures Logiciels libres et ouverts :		Distribution sur demande
- Coût total de propriété (CTP) – Guide de l'utilisateur		
- Les logiciels libres et ouverts et le gouvernement du Québec - Guide de référence		
- Portefeuille de logiciels libres et ouverts (POLLO)		
Signet :		
- Venez relever des défis en ressources informationnelles au Secrétariat du Conseil du trésor	X	



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 21

**Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant la création d'une table de travail dans le dossier de l'indexation des rentes des retraités de l'État**

La Commission des finances publiques a recommandé en juin 2010 la création d'un Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation, distinct des comités de retraite, au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). La recommandation prévoit que ce comité pourrait être constitué de représentants des associations de retraités, des syndicats et du gestionnaire des régimes et pourrait agir comme interface de discussion et de travail entre les principaux acteurs concernés par ces questions. Le comité devrait répondre au conseil d'administration de la CARRA et le résultat de ses travaux pourrait figurer au rapport annuel de cet organisme.

Afin de donner suite à cette recommandation, le conseil d'administration de la CARRA a constitué, le 8 juin 2011, le Comité consultatif sur les services aux retraités et les enjeux de l'indexation. Celui-ci est composé de 17 membres dont un président et 16 autres membres provenant des associations de retraités, des associations syndicales et des associations de cadres. Le comité devra faire rapport sur l'évolution de ses travaux et ses propositions communes auprès du conseil d'administration, lequel s'assurera d'une reddition de comptes appropriée dans le rapport annuel de gestion de la CARRA.

À ce jour, le comité s'est réuni à quatre reprises.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 22

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts

Trois guides et les outils qui les accompagnent sont disponibles sur demande.

- Le premier concerne le modèle de maturité et son guide d'utilisation. Ce document comporte un modèle de maturité permettant d'évaluer le niveau de maturité d'un logiciel libre. Plusieurs critères, comme la capacité organisationnelle de l'équipe de réalisation, la qualité du code, la documentation, le support commercial, etc., permettent aux ministères et aux organismes d'évaluer la maturité des logiciels libres envisagés.
- Le second est le modèle de calcul du coût total de propriété et le guide d'accompagnement afférent. Ce document présente le modèle de calcul du coût total de propriété permettant aux organismes publics de calculer, sur une base identique, les coûts totaux engendrés par chacune des solutions envisagées, qu'elles soient libres ou propriétaires.
- Le troisième intitulé « Les logiciels libres et ouverts et le gouvernement du Québec » traite des aspects légaux entourant les logiciels libres, en particulier les licences.

L'inventaire de l'utilisation des logiciels libres au gouvernement du Québec est présentement en validation au Bureau du dirigeant principal de l'information. Il sera disponible pour les organismes publics sous peu.

Le plan d'action pour l'utilisation du logiciel libre au gouvernement du Québec.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 23**

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction.	
Dès la sanction de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement, le 13 juin 2011, des dirigeants de l'information ont été désignés. Le processus se poursuit au rythme des modifications demandées par les ministères et organismes publics lorsque requis à la suite de mouvements de personnel. Tous les DSI ont ainsi été identifiés.	
Nom	Ministères et organismes
Allaire, Yvon	Commission des partenaires du marché du travail
Allaire, Yvon	Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale
Allaire, Yvon	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Andriamanjay, Éric	Régie des marchés agricoles et alimentaire du Québec
Angers, Gilles	Office de la protection du consommateur
Archambault, Denis	Ministère du Tourisme
Audet, Christiane	Centre de la francophonie des Amériques
Audet, Richard	Régie de l'assurance-maladie du Québec
Babineau, Yves	Ministère de la famille et des aînés
Beardsell, David	Ministère des relations internationales
Beaudet, René	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Beaudette, Neil	Musée d'art contemporain de Montréal
Beaupré, Sylvain	Agence métropolitaine de transport
Bédard, Diane	Société d'habitation du Québec
Béland, Odile	Ministère des transports
Bélanger, Gilles	Commission consultative de l'enseignement privé
Bélanger, Gilles	Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial
Bélanger, Gilles	Ministère de l'éducation, du loisir et du sport
Bélanger, Line	Protecteur du citoyen
Bélanger, Nathalie	Société du Grand Théâtre du Québec
Bélisle, Denis	Société de télédiffusion du Québec
Belley, Guylaine	Musée de la civilisation
Benoît, Sylvie	Régie du cinéma
Bergeron, Rénald	Financement Québec
Bergeron, Rénald	Ministère des finances
Bergeron, Rénald	Société de financement des infrastructures locales du Québec
Berthiaume, Guylaine	Société des établissements de plein air du Québec
Bissonnette, Gilles	Autorité des marchés financiers
Blanchet, Thérèse	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 23**

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction.	
Nom	Ministères et organismes
Boivin, Léo	Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies
Boivin, Léo	Fonds de recherche du Québec – Santé
Boivin, Léo	Fonds de recherche du Québec – Société et culture
Bouchard, Dominique	Conseil de la magistrature
Boulianne, Brigitte	Fondation de la faune du Québec
Bourgeois, Pierrette	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Bureau, Michel	Société du Centre des congrès de Québec
Bussières, Philippe	Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Bussières, Philippe	Office Québec-Monde pour la jeunesse
Carrier, Jean	Institut national des mines
Côté, Claude	Commission des transports du Québec
Déry, Yvan	Ministère du développement durable, de l'environnement et des Parcs
Dugas, Claude	Assemblée nationale du Québec
Duguay, Martin	Bureau de décision et de révision
Dumas, Michel	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Falardeau, Guy	Commission de la toponymie
Falardeau, Guy	Office québécois de la langue française
Fortin, Christiane	Commission de la protection du territoire agricole du Québec
Fusey, Jean-François	Musée national des beaux-arts du Québec
Gauthier, Isabelle	Tribunal des droits de la personne
Gauthier, Michel	Centre des services partagés du Québec
Giguère, Annie	Institut de la statistique du Québec
Gingras, Alain	Commission d'accès à l'information
Gingras, Ga�tan	Directeur général des élections
Gosselin, Karl	Ministère des ressources naturelles et de la Faune
Gravel, Alain	Régie du bâtiment du Québec
Guilbault, Louis	Ministère de la culture, des communications et de la condition féminine
Guilbault, Louis	Société de la Place des Arts de Montréal
Hamelin, Carole	Société du développement des entreprises culturelles
Herron, Joanne	Commission des services juridiques

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 23**

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction.	
Nom	Ministères et organismes
Husson, Jocelyn	Société québécoise de récupération et de recyclage
Jean, Daniel	École nationale de police du Québec
Kelly, Jonathan	Société des traversiers du Québec
Laflamme, Jacques	Office des professions du Québec
Laforest, Wilner	Commission des lésions professionnelles
Lamarche, Pierre	Curateur public
Lambert, Louise	Infrastructure Québec
Landry, Marc	Régie des rentes du Québec
Lapointe, Michel	Conseil de la justice administrative
Lapointe, Michel	Fonds d'aide aux recours collectifs
Lapointe, Michel	Ministère de la justice
Lassel, Lidia	Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec
Lauzon, Bertrand	Commission municipale du Québec
Lauzon, Bertrand	Ministère des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire
Leclerc, Guy	Commission de l'éthique en science et en technologie
Leclerc, Guy	Ministère du développement économique, de l'innovation et de l'exportation
Léveillé, Michel	Société de l'assurance-automobile du Québec
Maheux, Denis	La Financière agricole du Québec
Mailhot, Alexandre	Conseil du trésor et Administration gouvernementale
Marineau, Pierre	Régie des installations olympiques
Mayrand, Diane	Régie du logement
Métivier, Claude	Commission des relations de travail
Mongrain, François	Ministère de l'immigration et des communautés culturelles
Montreuil, François	Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Mundy, Ann	Commission des biens culturels du Québec
Ouellet, Sabin	Directeur des poursuites criminelles et pénales
Pagé, Alain R.	Régie de l'énergie
Painchaud, Claude	Conseil supérieur de l'éducation
Pichette, Claudine	Conseil supérieur de la langue française
Plante, Bernard	Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
Poirier, Sylvie	Conseil des arts et des lettres du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 23

Nom de chacun des dirigeants réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information. Date d'entrée en fonction.	
Nom	Ministères et organismes
Rancourt, Mario	Sûreté du Québec
Raymond, Benoit	Société québécoise d'information juridique
Rinfret, Marie	Commission de l'équité salariale
Rochette, Guy	Société immobilière du Québec
Rodrigue, Pierre E.	Services Québec
Rousseau, Gilles	Commission des normes du travail
Roy, Josée	Société de développement de la Baie James
Saucier, André	Société du Palais des congrès de Montréal
Simard, Olivier	Ministère du travail
Soulières-Lemire, Pierre	Commission de la fonction publique
Tailfer, Christian	Ministère du Conseil exécutif
Tanaka, Thomas	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Thériault, Brigitte	Conseil de gestion de l'assurance parentale
Tremblay, Serge	Tribunal administratif du Québec
Turcotte, Hélène	Commission de la capitale nationale
Vandal, Éric	Conseil du statut de la femme
Verreault, Lise	Ministère de la santé et des services sociaux
Vézina, Lionel	Centre de recherche industrielle du Québec
Younsi, Abdelaziz	Bureau du coroner
Younsi, Abdelaziz	Comité de déontologie policière
Younsi, Abdelaziz	Commissaire à la déontologie policière
Younsi, Abdelaziz	Commissaire à la lutte contre la corruption
Younsi, Abdelaziz	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Younsi, Abdelaziz	École nationale de police du Québec
Younsi, Abdelaziz	École nationale des pompiers du Québec
Younsi, Abdelaziz	Ministère de la sécurité publique
Younsi, Abdelaziz	Régie des alcools, des courses et des jeux
Oudar, Manuelle	Ministère de l'éducation, du loisir et du sport
Verreault, Lise	Ministère de la santé et des services sociaux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 24

Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2011-2012

Concernant la présentation des dossiers d'affaires

- Gabarit du dossier d'affaires (Projets entre 1 M\$ et 5 M\$)
- Gabarit du dossier justificatif (Projets de moins de 1 M\$)
- Gabarit du dossier de présentation stratégique (Projets de 5 M\$ et plus)
- Guide de rédaction du dossier d'affaires (Projets de plus de 1 M\$ et de moins de 5 M\$)
- Guide de rédaction du dossier justificatif (Projets de moins de 1 M\$)
- Guide de rédaction du dossier de présentation stratégique (Projets de 5 M\$ et plus)
- Tableau : Coûts et efforts associés au projet et autres onglets de suivi (gestion, sommaire coûts-efforts, Coûts à autoriser C. T., Répartition des dépenses)

Concernant la collecte des plans triennaux 2011-2014

- Séances d'information tenues du 4 au 6 avril 2011 à l'intention des 109 ministères et organismes assujettis à la Directive sur la gestion des ressources informationnelles afin de les aider à compléter les gabarits.
- À noter : Un guide d'utilisation pour la collecte de renseignements avait été préparé en mars 2010 (comprenant les gabarits suivants : fiche Projet, fiche Ressources humaines et fiche Informations générales).

Concernant l'inventaire en ressources informationnelles

- Pour effectuer la collecte de l'inventaire en RI au 31 mars 2011, le guide préparé à l'intention des ministères et organismes assujettis à la Directive sur la gestion des ressources informationnelles avait été préparé en mars 2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 24

**Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établies en 2011-2012**

Concernant la collecte d'information sur l'état de santé des projets en RI

- Des sessions d'information ont été tenues en novembre 2011, soit les 8, 9, 10, 11, 14 et 15 novembre 2011. Ces sessions étaient à l'intention de tous les organismes publics, excluant les réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation. Plus de 104 personnes ont été rencontrées provenant de 66 organismes.
- Un guide d'utilisation pour la collecte de renseignements a aussi été préparé en novembre 2011.

Concernant le forum des dirigeants de l'information

- Quatre rencontres du Forum des dirigeants de l'information ont été tenues au cours de l'année 2011-2012.

Au cours de ces rencontres, différents sujets ont été abordés; ces sujets ont permis aux dirigeants de l'information de prendre connaissance des principaux enjeux et objectifs gouvernementaux à l'égard de la gouvernance en RI (par exemple : Nouveau cadre de gouvernance, Plan de main d'œuvre en RI, Contenu des dossiers d'affaires, Offre de services communs, etc.).

Trois guides sur les logiciels libres

- Le premier concerne le modèle de maturité et son guide d'utilisation. Ce document comporte un modèle de maturité permettant d'évaluer le niveau de maturité d'un logiciel libre. Plusieurs critères, comme la capacité organisationnelle de l'équipe de réalisation, la qualité du code, la documentation, le support commercial, etc., permettent aux ministères et aux organismes d'évaluer la maturité des logiciels libres envisagés.
- Le second est le modèle de calcul du coût total de propriété et le guide d'accompagnement afférent. Ce document présente le modèle de calcul du coût total de propriété permettant aux organismes publics de calculer, sur une base identique, les coûts totaux engendrés par chacune des solutions envisagées, qu'elles soient libres ou propriétaires.
- Le troisième intitulé « Les logiciels libres et ouverts et le gouvernement du Québec » traite des aspects légaux entourant les logiciels libres, en particulier les licences.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 25

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor en 2011-2012 en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*

Organisme public	Titre du dossier
Bibliothèque et archives nationales du Québec	Système de billetterie en ligne
Services Québec Directeur de l'état civil	Développement d'un extranet pour les thanatologues
Services Québec Directeur de l'état civil	Attestation de validité d'un certificat ou d'une copie d'acte par Internet
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	Programme de crédits de taxes foncières agricoles
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	Solution d'affaires - Loi sur le patrimoine culturel
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Portail des connaissances sur l'eau
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	Refonte du système Suivi de l'eau potable
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Mise en place d'une solution d'allègement des tâches des agents d'aide concernant la réalisation des réclamations du programme d'aide financière de dernier recours
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Relève informatique des systèmes du Régime québécois d'assurance parentale
Ministère des Finances du Québec	MSIFQ-Modernisation des systèmes d'information du Fond de financement et de Financement Québec
Ministère de la Justice du Québec	Solution de stockage de l'information numérique
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Acquisition d'un logiciel d'aide à la planification forestière
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune	Gestion du greffe de l'arpenteur général du Québec à Foncier Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 25

Liste des projets en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor en 2011-2012 en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*

Organisme public	Titre du dossier
Ministère des Services gouvernementaux	Évolution clicSÉCUR – Entreprise
Office de protection du consommateur	Développement de deux nouvelles Prestation de services électroniques et refonte du site Web
Régie de l'assurance maladie du Québec	Projet de refonte des systèmes de rémunération à l'acte
Services Québec	Dossier de présentation stratégique du Dossier citoyen
Société du Palais des congrès de Montréal	Projet réseau sans fil

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 26

**Liste des organismes ayant soumis en 2011-2012 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics**

La Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement est entrée en vigueur le 13 juin 2011. Dès lors, afin d'établir un calendrier arrimé au cycle budgétaire des organismes publics (OP), des échanges et rencontres ont eu lieu avec ces derniers afin d'identifier à quel moment leur planification sera connue en fonction de leur fin d'année financière respective. C'est ainsi que la prochaine collecte d'information destinée à la production de leur première programmation annuelle en vertu de la Loi, leur a été adressée le 10 avril 2012. Cette programmation annuelle portera sur l'exercice 2012-2013.

*Dans un souci d'allègement et d'harmonisation des données, l'exercice de collecte intégrera aussi les données du Plan triennal des projets et des activités en ressources informationnelles 2013-2016 ainsi que celles du Bilan annuel des réalisations 2011-2012 et ce, à même un outil de collecte qui sera rendu disponible à l'ensemble des OP au début de mai 2012.*

Note : La demande du 10 avril 2012 s'adresse également aux OP dont les fins d'exercice se terminaient les 31 octobre 2011 et 31 décembre 2011. Ces derniers s'intégreront alors au nouvel outil de collecte qui ne sera disponible qu'au début de mai 2012 pour l'ensemble des OP assujettis à la Loi, à l'exception des deux réseaux.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 27**

**Initiatives mises en place en 2011-2012 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies). Sommes dépensées pour chacune des initiatives et prévisions pour 2012-2013**

**MESURES D'ATTRACTION**

**Campagnes de recrutement étudiant**

Dans le but de disposer de candidats pour répondre aux besoins de main-d'œuvre dans toutes les classes d'emplois et dans toutes les régions du Québec, les campagnes annuelles de recrutement étudiant se sont poursuivies en 2011-2012 : à l'automne pour le recrutement universitaire, à l'hiver pour le recrutement collégial et au printemps pour le recrutement secondaire. Elles ont été supportées par une campagne d'affichage sur le réseau Zoom média, incluant également des bannières de très grand format. Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) a également eu recours à du placement publicitaire sur Internet. Il a mis en place une campagne Web où les visiteurs des sites de Cyberpresse, Monemploi.com, Jobboom, Sympatico, Workopolis, MSN et Facebook étaient invités à visiter le portail Carrières. Le coût de la campagne universitaire a été de 113 000 \$ et le coût de la campagne collégiale a été de 106 000 \$. Les coûts engendrés pour les campagnes 2012-2013 seront similaires aux campagnes des années précédentes.

**Programme Ambassadeur**

Des travaux ont également été mis en chantier dans l'année financière 2011-2012. D'abord, en octobre 2011, un groupe de travail a amorcé la mise en place du programme Ambassadeur. Ce programme repose sur la participation des employés de la fonction publique qui sont mandatés afin d'agir à titre d'ambassadeur auprès de diverses clientèles. Leur rôle principal est de partager leur propre expérience, de présenter la nature du travail réalisé et d'expliquer leur contribution dans le développement du Québec. Ces ambassadeurs sont formés et outillés pour répondre aux questionnements des gens. Du matériel de communication et des messages sont également fournis. La première sortie des ambassadeurs est prévue au début avril 2012. Ce projet est réalisé à même les ressources internes.

**Portail Carrière**

En ligne depuis janvier 2009, le Portail dédié aux emplois de la fonction publique [www.carriere.gouv.qc.ca](http://www.carriere.gouv.qc.ca) permet de consulter, en un seul lieu et sous une signature commune, une information complète qui, d'une part, met en valeur la fonction publique, faisant valoir ses avantages distinctifs, la diversité, la qualité et l'intérêt de ses emplois et, d'autre part, présente les emplois offerts et disponibles au sein de la fonction publique québécoise.

Un projet d'ajout de capsules vidéo a été amorcé à l'automne 2011. Quatre capsules seront intégrées au Portail au printemps 2012 afin de présenter de façon concrète des emplois à travers les services publics. Chaque capsule d'une durée de deux minutes environ présentera trois emplois en lien avec les thèmes suivants : l'environnement, la sécurité, la santé (famille, enfants, aînés) et les Grands projets/économie. Ces capsules ont été produites au coût de 185 000\$. Pour l'année 2012-2013, le développement d'autres capsules sera évalué en fonction des résultats obtenus des quatre capsules précédentes.

**Une stratégie en média social**

À l'hiver 2011, le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et le Secrétariat à la communication gouvernemental ont accepté qu'une stratégie soit développée en vue de promouvoir la fonction publique par le biais des médias sociaux. Cette stratégie devrait être déposée en avril 2012. Par la suite, le SCT pourra entreprendre la réalisation de cette stratégie afin de supporter, par exemple, les campagnes de recrutement ou le programme Ambassadeurs. Le coût de cette stratégie est évalué à 30 000 \$. Pour l'année 2012-2013, le coût de la mise en œuvre sera tributaire de la stratégie qui sera déposée et approuvée.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 27**

**Initiatives mises en place en 2011-2012 afin d'accroître la présence des jeunes dans le secteur public (ministères, organismes, agences, régies). Sommes dépensées pour chacune des initiatives et prévisions pour 2012-2013**

**Guide d'accueil et de promotion**

Un guide d'accueil et d'activités en vue de promouvoir la fonction publique auprès des étudiants et des stagiaires à l'emploi des ministères et organismes a été rédigé par le SCT en collaboration avec des organismes gouvernementaux. Ce guide s'adresse aux Directions des ressources humaines et il offre des suggestions aux fins de promouvoir de différentes façons la fonction publique auprès de ce bassin intéressant de main-d'œuvre potentielle. Le guide sera lancé en mars 2012 et il n'y a pas de coûts associés à ce projet, il est réalisé à même les ressources internes.

**Recrutement général**

La majorité des concours de recrutement grand public requiert 5 années d'expérience ou moins, ce qui permet d'embaucher du personnel peu ou pas expérimenté, contribuant ainsi à faire une place à la relève. À noter que ces concours sont sous la responsabilité du Centre de services partagés du Québec.

**MESURES DE RÉTENTION**

**Programme d'accueil gouvernemental**

En 2011, le SCT a amorcé des travaux de refonte du Programme d'accueil gouvernemental (PAG) en collaboration avec le Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC). Le but de cette refonte est d'offrir des capsules de formation en ligne offert à tous les nouveaux employés de la fonction publique du Québec. Ainsi, ils auront accès à la même formation, et ce, peu importe où ils se trouvent au Québec. Les sujets touchés seront l'évolution et les grandes réalisations de l'administration publique, le fonctionnement politique et administratif du Québec et la carrière. Le coût prévu de cette refonte est de 130 000 \$ et la mise en ligne est prévue pour le début du mois d'avril 2012.

**Transfert des connaissances et de l'expertise**

Afin d'assurer le transfert des connaissances et de l'expertise et préparer la relève tout en facilitant son intégration, le gouvernement privilégie certains axes d'intervention dont la formation, le mentorat et le coaching.

Ainsi, depuis 2005, des outils et des services ont été offerts pour former le personnel le plus susceptible (CGRH, gestionnaires) d'être impliqué dans le transfert des connaissances et de l'expertise.

Le SCT réalise présentement six projets pilotes visant à tester une démarche structurée pour gérer les connaissances et l'expertise des organisations visées (ministère des transports, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Centre de services partagés du Québec, ministère de la Culture, des communications et de la Condition féminine, ministère de l'immigration et des Communautés culturelles et la Société de l'assurance automobile du Québec). À partir des résultats de ces projets, le SCT conçoit une série d'outils et de la formation afin d'appuyer les ministères et organismes dans cette démarche. Il n'y a pas de coûts associés à ce projet, il est réalisé à même les ressources internes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

## NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Unités centrales

[illegible]

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Unités centrales					
FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Conférence des juristes de l'État, 2 jours	X		1	285,00
Centre de services partagés du Québec	Conférence des juristes de l'État, 2 jours	X		1	285,00
Centre d'expertise des grands organismes	Conférence : Le projet « Dossier citoyen » de Service Québec, 2 heures	X		1	20,00
Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, Université de Montréal	Structural Equation Modeling, 5 jours	X		1	900,00
École nationale d'administration publique	Tableaux de bord de gestion « volet information de gestion », 2 jours	X		1	900,00
École nationale d'administration publique	Le tableau de bord, outil de suivi de gestion et de programmes	X		1	321,44
École nationale d'administration publique	Préparation à un panier de gestion, 1 jour	X		1	250,00
École nationale d'administration publique	Conférence sur le thème de l'éthique dans la fonction publique québécoise	X		35	180,00
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec	25e congrès des secrétaires professionnelles du Québec, 2 jours	X		1	350,00
GP-Québec	La gestion des risques : Passer de la théorie à la pratique, 1 jour	X		1	115,00
Institut des vérificateurs internes section de Québec	Cours de base vérification interne, 3 jours	X		1	575,00
Institut des vérificateurs internes section de Québec	Vérification fondée sur les risques, 2 jours	X		1	475,00
Institut des vérificateurs internes section de Québec	Conférence: Accueil des nouveaux membres	X		1	45,00
Institute for Citizen-Centred Service	Inscription aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours		X	1	550,00
Institute for Citizen-Centred Service	Inscription aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours	X		1	549,00
Institute for Citizen-Centred Service	Inscription aux réunions des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours	X		1	549,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
 Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
La Voix des Entrepreneurs en TI de Québec	Journée WebCamp, 1 jour	X		1	20,00
Médiationsophilix	Médiation en civil, commercial et travail, 5 jours	X		1	1 000,00
Publications CCH ltée	Protection des renseignements personnels, 1 jour	X		1	790,00
Raynald Paré, Consultant en animation et formation	Processus d'analyse, 0,5 jour	X		1	250,00
Société canadienne d'évaluation, section de la capitale nationale	Mesure des progrès concrets et d'évaluation d'impact pour les initiatives en environnement complexe, en ligne	X		1	44,25
TÉLUQ	Maîtrise du français écrit	X		1	333,89
TÉLUQ	Administration financière	X		1	298,89
TÉLUQ	Introduction aux sciences comptables	X		1	286,68
Université du Québec à Chicoutimi	Gestion des gaz à effet de serre (GES)	X		1	521,73
Université Laval	Légistique III	X		1	311,54
Université Laval	Légistique III	X		1	299,06
Université Laval	Colloque « Droit de la construction », 1 jour	X		1	195,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent formation	Améliorer son français écrit - Le groupe du nom, 2 jours	X		1	420,00
AFI expertise	Formation Oracle wokshop, 5 jours	X		1	4 000,00
AFI expertise	Formation - Administrateur de courrier Lotus Notes 8.5, 3 jours	X		3	3 825,00
AFI expertise	Implementing and Managing Windows Server 2008 Clustering , 3 jours	X		3	3 555,00
AFI expertise	Lotus Notes 8.5: support technique aux utilisateurs, 2 jours	X		3	2 550,00
AFI expertise	Excel 2002/2003-Avancé, 2 jours	X		1	430,00
AFI expertise	Access 2002/2003 M-1 base, 2 jours	X		1	230,00
AFI Expertise	PowerPoint 2002/2003 M1- Base, 2 jours	X		1	230,00
AFI expertise	Excel 2002/2003 intermédiaire, 2 jours	X		1	230,00
AFI expertise	Access 2002/2003 M-1 Base, 2 jours	X		1	230,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M-5 formulaires, états, fondements, 1 jour	X		1	215,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M-4 formulaires, états, fondements, 1 jour	X		1	215,00
AFI expertise	Access 2002/2003 M-6 Introduction à l'automatisation, 1 jour	X		1	215,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M2 Requêtes multitables, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M-3 Requêtes Action, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M-3 Requêtes Action, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M2 Requêtes multitables, 1 jour	X		1	115,00
Azimuts gestion d'évènements	Colloque Québécois sur la sécurité de l'information, 2 jours	X		1	795,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Azimuts gestion d'événements	2e Colloque FRANCPOL sur la cybercriminalité « L'action concertée face à la cybercriminalité - un incontournable dans la francophonie », 2 jours	X		1	316,96
Azimuts gestion d'événements	2e Colloque FRANCPOL sur la cybercriminalité « L'action concertée face à la cybercriminalité - un incontournable dans la francophonie », 2 jours	X		1	316,96
Camiq inc.	Travail en équipe et communication, 3 heures	X		1	75,00
Centre de recherche informatique de Montréal	Formations pratiques sur l'installation d'une instance Alfresco et sur la préparation de l'environnement de développement, 2 jours	X		3	4 840,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 15 jours	X		1	3 985,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 15 jours	X		1	3 985,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 15 jours	X		1	3 895,00
Centre de services partagés du Québec	Programme gouvernemental « Formation à la gestion publique », 15 jours	X		1	3 895,00
Centre de services partagés du Québec	Cercle de gestion, 1 jour	X		3	567,63
Centre de services partagés du Québec	Comment élaborer une politique Web 2.0 dans une entreprise, 0,5 jour	X		1	195,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	142,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	142,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Commission scolaire de la Capitale	Préparer le changement, 2 jours	X		1	250,00
Consultants BIM	Mise à jour Autocad 2011, 2 jours	X		2	1 762,50
Consultations Morneau, Les	Préparer le changement, 2 heures	X		1	200,00
Coveo Solutions	Formation administrateur de système pour le moteur de recherche Coveo, 2 jours	X		3	2 400,00
École nationale d'administration publique	Compétence de gestion et développement de carrière	X		1	507,44
École nationale d'administration publique	Gestion de projet	X		1	408,45
École nationale d'administration publique	Principes et enjeux l'administration publique	X		1	307,44
École nationale d'administration publique	Management des organisations publiques	X		1	297,45

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
École nationale d'administration publique	Rencontre de coaching en carrière, 1,75 heures	X		1	262,50
Groupe informatique Technologia inc.	Gestion de portefeuille et multiprojets, 2 jours	X		1	750,00
Groupe informatique Technologia inc.	Modélisation conceptuelle de données, 2 jours	X		1	695,00
Informatique EBR inc.	CommVault - Installation et configuration des outils de backups, 3 jours	X		3	5 400,00
Informatique EBR inc.	CommVault - Gestion des backups, 2 jours	X		3	5 400,00
Institut de la gestion financière de Québec	Midi-conférence : L'optimisation des processus d'entente, 1 jour	X		2	110,00
Mouvement Québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Optimisation des processus de niveau Green Belt Six Sigma avec la méthode Lean, Ceinture verte, 4 jours	X		14	9 925,00
Mouvement Québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Optimisation des processus de niveau Green Belt Six Sigma avec la méthode Lean, Gestion des processus, 1 jour	X		15	2 331,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours	X		1	1 310,00
Project Management Institute Lévis-Québec	Colloque "GP Québec", 1 jour	X		1	395,00
Réseau action TI Québec	Journée de l'informatique de Québec 2011, 1 jour	X		4	640,00
Réseau action TI Québec	Journée de l'informatique de Québec 2011, 1 jour	X		2	320,00
Réseau action TI Québec	Séminaire - Intrusions et gestions d'incidents informatiques, 0,5 jour	X		1	75,00
Services-conseils Hardy inc., Les	Formation « Débuter en SAS par Entreprise Guide », 1 jour	X		10	2 825,00
Société canadienne d'évaluation, section de la capitale nationale	Cost-Effectiveness and Cost-Benefit Analysis, 2 jours	X		1	1 356,00
Université Laval	Systèmes d'information organisationnels	X		1	915,12
Université Laval	Gestion des ressources humaines et relations du travail	X		1	358,37

## NUMÉRO 28

**SECTEUR :** Direction générale de l'Administration

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Université Laval	Introduction générale au droit	X		1	298,56
Versalys Formation	Microsoft Project 2007, 1 jour	X		1	400,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise	Excel intermédiaire, 2 jours	X		1	230,00
Association des économistes québécois	Forfaits conférences de l'ASDEQ, 2011-2012	X		3	1 050,00
Association des économistes québécois	Conférence: Présentation du Plan nord, 2 heures	X		1	65,00
Association des économistes québécois	Le Plan Nord - Pour un Québec prospère, 0,5 jour	X		1	65,00
Association des économistes québécois	Mini-colloque: Rapport sur la politique monétaire, 2 heures	X		1	65,00
Centre de services partagés du Québec	Concepts de base en gestion de projet, 1 jour	X		1	350,00
École nationale d'administration publique	Bien se préparer à réaliser une entrevue de sélection, 1 jour	X		1	350,00
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec	25e congrès des secrétaires professionnelles du Québec, 2 jours	X		1	290,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Institut d'administration publique de Québec	Mini-colloque « Les grands enjeux de l'État québécois », 5 heures	X		1	100,00
Momentum technologies inc.	Atelier de formation « Développement avec APEX », 3 jours	X		5	4 200,00
Momentum technologies inc.	Atelier de formation « Oracle Application Express », 3 jours	X		5	2 982,00
Momentum technologies inc.	Atelier de formation « Création de rapports avec Oracle (Reports 1) », 2 jours	X		2	1 400,00
Ordre des comptables agréés du Québec	Formation annuelle de l'Institut des comptables agréés, 7 jours	X		1	999,00
Ordre des évaluateurs agréés du Québec, L'	Atelier sur la négociation, 0,5 jour	X		1	120,00
Treasury Board Staff - Ministry of Finance	30e Conférence intergouvernementale sur le budget, 3 jours	X		1	175,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer : Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Treasury Board Staff - Ministry of Finance	30e Conférence intergouvernementale sur le budget, 3 jours	X		1	175,00
Université Laval	L'économie de l'entreprise	X		1	311,79
Université Laval	Aide à la décision	X		1	306,72
Université Laval	Comptabilité général	X		1	294,31
Université Laval	Finance corporative	X		1	285,18
Université Laval	Le management	X		1	272,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
 Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Accent 2000	Formation de perfectionnement en rédaction: Prise de notes, procès-verbal et compte rendu, 2 jours	X		1	420,00
AFI expertise	Excel 2002/2003-intermédiaire, 2 jours	X		2	460,00
AFI expertise	Excel intermédiaire, 2 jours	X		1	230,00
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur administration provinciale	Colloque de l'APSSAP, Orchestrer votre leadership en SST, 1 jour	X		2	400,00
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur administration provinciale	Colloque de l'APSSAP « Bien vivre au travail et être efficace: Mission possible », 1 jour	X		1	185,00
Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec	Le pouvoir de l'inspecteur de la CSST : jusqu'où ça va ?, 0,5 jour	X		2	530,00
Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec	La santé psychologique: de la prévention à la gestion du retour au travail, 1 jour	X		1	345,00
Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec	Maximisez vos chances de succès à la CLP, 0,5 jour	X		1	265,00
Conseil du patronat du Québec	Les plus récents développements en santé et sécurité du travail, 1 jour	X		1	373,06
École nationale d'administration publique	Travail dirigé	X		1	972,30
Groupe Hay Itée, Le	Évaluation des emplois d'encadrement - Méthode Hay, 2 jours	X		3	2 760,00
Groupe informatique Technologia inc.	Mieux comprendre la mise en place d'un tableau de bord de gestion, 1 jour	X		1	395,00
Groupe informatique Technologia inc.	Organiser efficacement ses idées avec le Mind Mapping, 1 jour	X		1	395,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Congrès ICRA, 17e conférence régionale, 3 jours	X		1	1 000,00
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Congrès ICRA, 17e conférence régionale, 3 jours	X		1	1 000,00
Médias transcontinental S.E.N.C.	Les grandes conférences les affaires: « Réinventer le recrutement! Passez en mode Web 2.0 », 1 jour	X		1	795,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
 Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat au personnel de la fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours	X		1	1 310,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours	X		1	1 310,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2011, 2 jours	X		1	1 310,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Rendez-vous des relations du travail 2011, 1 jour	X		1	475,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Rendez-vous des relations du travail 2011, 1 jour	X		1	475,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Rendez-vous des relations du travail 2011, 1 jour	X		1	475,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Rendez-vous des relations du travail 2011, 1 jour	X		1	350,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Comment accélérer vos arbitrages?, 1 jour	X		1	195,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Comment accélérer vos arbitrages?, 1 jour	X		1	195,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Vues sur l'actualité en ressources humaines, 1 jour	X		1	15,00
QVC-Inscript	Le grand rendez-vous en santé et sécurité du travail, 2 jours	X		1	365,00
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Gestion de la réintégration au travail, 1 jour	X		1	245,00
Réseau Action TI	JIQ 2011 - La journée de l'information du Québec, 1 jour	X		1	195,00
Université Laval	67e congrès des relations industrielles de l'Université Laval «Des méthodes de résolution de conflits plus efficaces? », 2 jours	X		1	525,00
Université Laval	Pour rédiger avec facilité et efficacité, 1 jour	X		1	360,45
Versalys Formation	Word 2003 intermédiaire, 2 jours	X		1	110,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
AFI expertise	Acess 2002/2003 M3 formulaires, états, fondements, 1 jour	X		1	215,00
AFI expertise	Acess 2002/2003 M4 formulaires, états, fondements, 1 jour	X		1	215,00
AFI expertise	Acess 2002-2003 M3 Requêtes Action, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise	Acess 2002-2003 M2 Requêtes multitables, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise	Acess 2002-2003 M2 Requêtes multitables, 1 jour	X		1	115,00
AFI expertise	Acess 2002-2003 M3 Requêtes Action, 1 jour	X		1	115,00
Association des économistes québécois	Forfait conférences de l'ASDEQ, 2011-2012	X		1	350,00
Association des économistes québécois	Conférence: Présentation du Plan nord, 2 heures	X		2	130,00
École nationale d'administration publique	Évaluation à des fins de développement en gestion, 0,5 jour	X		1	1 500,00
École nationale d'administration publique	Évaluation à des fins de développement en gestion, 0,5 jour	X		1	1 500,00
École nationale d'administration publique	Gestion financière du secteur public	X		1	837,07
École nationale d'administration publique	Gestion budgétaire	X		1	376,37
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	130,00
Groupe Conseil C.F.C.	Passer de collègue à patron, 2 jours	X		2	1 912,50
Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux	Congrès ICRA, 17e conférence régionale, 3 jours	X		1	1 000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
 NUMÉRO 28

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
 Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques de rémunération et à la coordination intersectorielle des négociations

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Médias transcontinental S.E.N.C.	Webinaire sur Facebook, 1 heure	X		1	35,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	De l'arbitrage à la médiation... à la facilitation, 0,5 jour	X		4	313,31
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Les médias sociaux comme moyen de surveillance et d'enquête, 5 jours	X		4	159,50
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Venir à bout des conduites inappropriées et non des employés, 0,5 jour	X		4	153,81
Rédacom	Perfectionnement en rédaction, 1 jour	X		1	275,00
Régie des rentes du Québec	Loi sur les régimes complémentaires de retraite - Régimes à prestations déterminées, 5 jours	X		1	87,78
Services-conseils Hardy inc., Les	Langage SAS intermédiaire, 3 jours	X		1	1 343,90
Versalys	Excel 2003 débutant, 2 jours	X		2	440,00
Versalys	Excel intermédiaire, 2 jours	X		1	220,00
Versalys	Access 2003, 2 jours	X		1	220,00
Versalys Formation	Méthode abrégée de gestion de projet, introduction, 2 jours	X		1	790,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :    Sous-secrétariat aux marchés publics**

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association des économistes québécois	Conférence: Présentation du Plan nord, 2 heures	X		2	130,00
Association Internationale des Acheteurs et Approvisionneurs Publics et Privés de la Santé	Évaluation multicritère l'approche Macbeth, 1 jour	X		3	450,00
Association Internationale des Acheteurs et Approvisionneurs Publics et Privés de la Santé	Évaluation multicritère: l'approche Macbeth, 1 jour	X		2	300,00
Barreau du Québec	Droit immobilier : Aperçu de quelques pièges et controverses, 2 heures	X		1	75,00
Centre de services partagés du Québec	Conférence des juristes de l'État, 2 jours	X		1	325,00
Centre de services partagés du Québec	Conférence des juristes de l'État, 2 jours	X		1	285,00
Centre de services partagés du Québec	Conférence des juristes de l'État, 2 jours	X		1	285,00
Centre de services partagés du Québec	Conférence des juristes de l'État, 1 jour	X		1	195,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	177,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	177,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	177,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	142,00
Centre de services partagés du Québec	Les petits déjeuners de leadership - CLDC	X		1	65,00
Conseil canadien des marchés publics	Ensemble sous l'oeil du public - Collusion dans les marchés publics, 1 jour	X		4	341,76
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2011 « Suivre le rythme », 1 jour	X		1	150,00
GP-Québec	La gestion des risques : Passer de la théorie à la pratique, 1 jour	X		1	115,00
Groupe informatique Technologia inc.	Réussir ses interventions en public, 2 jours	X		3	2 250,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Institut des vérificateurs internes section de Québec	Cours de base en vérification interne, 1 jour	X		1	875,00
Le Réseau Action TI	Conférence: Intracom 10e édition 2011, 2 jours	X		2	700,00
Ordre des comptables agréés du Québec	Formation annuelle de l'Institut des comptables agréés, 7 jours	X		1	999,00
PMI Lévis-Québec	Conférence sur l'urgence éthique dans l'attribution et l'exécution des contrats et marchés publics	X		1	45,00
Publications CCH Itée	Les meilleures pratiques en matière de gestion de contrats municipaux, 1 jour	X		5	2 609,00
Publications CCH Itée	Les meilleures pratiques en matière de gestion de contrats municipaux, 1 jour	X		1	516,00
Publications CCH Itée	Les meilleures pratiques en matière de gestion de contrats municipaux, 1 jour	X		1	516,00
Publications CCH Itée	Colloque: Droit de la construction au Québec, 1 jour	X		1	396,00
Réseau action TI Québec	Conférence du Réseau Action TI Québec, rapport du vérificateur général	X		1	90,00
Réseau action TI Québec	Conférence du Réseau Action TI Québec, rapport du vérificateur général	X		1	90,00
TÉLUQ	Mathématiques appliquées à la gestion	X		1	411,68
TÉLUQ	Comportement organisationnel	X		1	393,89
TÉLUQ	Initiation à la gestion	X		1	324,68
Versalys Formation	Microsoft Access 2003 débutant, 2 jours	X		3	660,00
Versalys Formation	Excel 2003, intermédiaire, 2 jours	X		1	220,00
Versalys Formation	Excel 2003, intermédiaire, 2 jours	X		1	220,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Association de sécurité informatique Montréal métropolitain, L'	PWN Plug - Arme fatale, 2 heures	X		1	25,00
Association de sécurité informatique Montréal métropolitain, L'	Exchange ActiveSync et comment contrôler les accès à son système de courriel	X		1	10,00
Azimuts gestion d'évènements	Colloque québécois de la sécurité de l'information, 2 jours	X		1	1 070,00
Build The Vision Incorporated	Architecture d'entreprise TOGAF 9, 5 jours	X		1	2 520,00
Centre de services partagés du Québec	Nouveaux Chargés de projet, 4 jours	X		1	0,00
Centre de services partagés du Québec	Transformation organisationnelle et gestion du changement, 2 jours	X		1	700,00
Centre de services partagés du Québec	Les bases de l'accessibilité des documents PDF, 1 jour	X		1	370,00
Centre de services partagés du Québec	Approche intégrée du management des connaissances, 1 jour	X		1	349,00
Centre de services partagés du Québec	L'offre globalisée des services publics, 1 jour	X		1	245,00
Centre de services partagés du Québec	Compétences stratégiques et relationnelles, 1 jour	X		1	240,00
Centre de services partagés du Québec	Comment rendre un contenu accessible avec Word, 3 heures	X		1	195,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	177,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	177,00
Centre de services partagés du Québec	Journée des acquisitions et des TIC, 1 jour	X		1	177,00
Centre francophone d'informatisation des organisations	Séminaire public NetGouv 2011 « Management stratégique et gouvernance des TI », 1 jour	X		1	100,00
École nationale d'administration publique	Prestation électronique des services publics	X		1	291,45
Éditions Infopresse	Conférence sur les médias sociaux, 1 jour	X		1	519,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Formation 4 temps	Correcticiel Antidote HD, 3 heures	X		1	110,00
GP-Québec	Colloque annuel « L'Équipe, levier stratégique du succès des projets », 1 jour	X		1	250,00
GP-Québec	Colloque annuel « L'Équipe, levier stratégique du succès des projets », 1 jour	X		1	250,00
GP-Québec	Estimation des projets informatiques, 0,5 jour	X		2	150,00
GP-Québec	Estimation des projets informatiques, 0,5 jour	X		2	150,00
GP-Québec	La gestion des risques : Passer de la théorie à la pratique, 1 jour	X		1	115,00
GP-Québec	La gestion des risques : Passer de la théorie à la pratique, 1 jour	X		1	115,00
GP-Québec	La gestion des risques : Passer de la théorie à la pratique, 1 jour	X		1	115,00
Institut d'administration publique de Québec	Abonnement institutionnel à 4 conférences, programmation 2011-2012	X		20	800,00
ISC2	Certification professionnelle internationale et commercialement indépendante en sécurité des systèmes d'information, 1 session	X		1	549,00
L'institut des services axés sur les citoyens	Inscription à la réunion pancanadienne des conseils conjoints du Conseil de la prestation des services du secteur public, 3 jours	X		2	3 175,30
Mouvement québécois de la qualité	Préparer le changement, 1 jour	X		1	455,00
Mynsoft	Les méthodologies de développement: un bien ou un mal nécessaire, 1 jour	X		1	225,00
Productions mot à mot, Les	Inventer aujourd'hui le leadership de demain, 2,5 heures	X		1	119,00
Réseau Action TI	JIQ 2011 - La journée de l'information du Québec, 1 jour	X		1	160,00
Réseau Action TI Montréal	Réseau action TI "Intracom", 2 jours	X		1	495,00
Réseau action TI Québec	Conférence du Réseau Action TI Québec, rapport du vérificateur général	X		9	870,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

**NUMÉRO 28**

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquels ont participé les employés du Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Pour chacune, indiquer :  
Le lieu; Le coût; La ou les dates de participation; Le nombre de participants; Le nom de la personne ou de l'organisme l'ayant offert; Son nom.

**SECTEUR :** Sous-secrétariat aux ressources informationnelles et bureau du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE / BUT	Au Québec	Hors Québec	NOMBRE DE PARTICIPANTS	MONTANT
Réseau action TI Québec	JIQ-Journée de l'information au Québec 2011, 1 jour	X		1	160,00
Réseau action TI Québec	L'évolution de l'univers numérique et ses conséquences sur un nouvel ordre mondial, 2,5 heures	X		1	90,00
Réseau action TI Québec	Séminaire Bureau de projet, 0,5 jour	X		1	75,00
Université Laval	Activité de recherche - thèse, Doctorat en sciences de l'administration - Systèmes d'information organisationnels, 1 session	X		1	1 039,06
Versalys	Power point 2003 Débutant régulier, 2 jours	X		1	220,00
Versalys	Power point 2003 intermédiaire, 2 jours	X		1	220,00



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 29

Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

2011-2012

- 10 demandes d'accommodements en lien avec un handicap (temporaire ou permanent),
- 3 demandes d'accommodements en lien avec une grossesse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
NUMÉRO 29

Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.)

2011-2012

- 10 demandes d'accommodements en lien avec un handicap (temporaire ou permanent),
- 3 demandes d'accommodements en lien avec une grossesse.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**NUMÉRO 32**

**Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques**

Par services électroniques, nous entendons l'ensemble des services offerts par Internet et accessibles directement aux citoyens et aux entreprises ou à leurs mandataires. L'appellation « gouvernement en ligne » (GEL) désigne la volonté d'accélérer le déploiement de l'information et des services offerts par voie électronique. Le gouvernement du Québec souligne ainsi que les efforts déployés ont pour principal objectif l'amélioration et la simplification de la relation entre l'État et les citoyens.

Les données concernant les dépenses allouées pour le GEL proviennent d'une collecte d'information effectuée annuellement auprès des ministères et des organismes (MO).

**Planification budgétaire des projets pour le déploiement du GEL**

2011-2012	*137 200 K\$
2010-2011	80 300 K\$
2009-2010	58 756 K\$
2008-2009	71 587 K\$
2007-2008	168 739 K\$

\* les résultats réels 2011-2012 seront connus au second trimestre de l'exercice 2012-2013

DEMANDES NON RÉPONDUES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2012-2013 Opposition officielle	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
7	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Demande répondue par la demande générale 5
8	Consultants externes	Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.	Demande non pertinente
12D	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.	Demande non pertinente
12G	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus.	Demande non pertinente
12H	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Demande non pertinente
19	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.	Demande non pertinente
20	ETC Plan Nord	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.	Demande non pertinente
25	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée : la liste; les mandats, les contrats, le résultat du travail effectué, les échéances prévues, les sommes impliquées.	Demande répondue par les demandes générales 5 et 7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013  
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# demande 2012-2013 Opposition officielle	SUJET DE LA DEMANDE	NOM DE LA DEMANDE	EXPLICATION
27	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 : le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information, le nombre de refus (et mention en vertu de raison ou article), le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt (20) jours, le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente (30) jours.	Demande non pertinente
28	Mandats membres Conseil des ministres	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : le coût (déplacements, etc.), le nombre de ressources affectées, le nombre de rencontres, le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	Demande répondue par les demandes générales 1 et 2
29	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Demande répondue par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**  
**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**\* DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS NON RÉPONDUE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# Demande 2012-2013	Sujet de la demande	Nom de la demande	Explication
P03	Organismes et agences, membres du conseil d'administration	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2011-2012 indiquer : a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv; d. Leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
P09	Membres bureau de présidence	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Cette demande ne concerne pas le Secrétariat du Conseil du trésor
P31	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2012-2012, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	Demande répondue par la demande particulière 2
P33	Concours de recrutement	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2011-2012 avec, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature réservée ou non, le taux de réussite, la répartition par région administrative, date de la publication des résultats.	Demande répondue par le Centre de services partagés du Québec
P34	Concours de recrutement par catégorie	Pour chacun des concours précédemment mentionné, le nombre de postulants issus des communautés culturelles, le nombre de personnes handicapées, le nombre d'anglophones, le nombre d'autochtones et le nombre de jeunes de moins de 35 ans.	Demande répondue par le Centre de services partagés du Québec
P35	Logiciel libre	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés par le Conseil du trésor concernant l'utilisation par le gouvernement du Québec du logiciel libre, notamment au sujet des coûts.	Demande répondue par la demande particulière 22

**MINISTÈRES/ORGANISMES/AUTRES**

